

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DE
LA RESPONSABILITÉ CIVILE

DES
PERSONNES MORALES ET DE LEURS REPRÉSENTANTS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le vendredi 27 mai 1910, à 4 heures 1/2

PAR

Maurice LORNE

Président : M. CAPITANT, professeur.

Suffragants : { MM. LARNAUDE, professeur.
CHAVEGRIN, professeur.

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

22, rue Soufflot, PARIS-5^e

L. LAROSE & L. TENIN, Directeurs

1910

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DE
LA RESPONSABILITÉ CIVILE

DES
PERSONNES MORALES ET DE LEURS REPRÉSENTANTS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le vendredi 27 mai 1910, à 4 heures 1/2

PAR

Maurice LORNE

Président : M. CAPITANT, professeur.

Suffragants : $\left\{ \begin{array}{l} \text{MM. LARNAUDE, professeur.} \\ \text{CHAVEGRIN, professeur.} \end{array} \right.$



LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

22, rue Soufflot, PARIS-5^e

L. LAROSE & L. TENIN, Directeurs

—
1910

A MES PARENTS



Digitized by the Internet Archive
in 2026

DE LA
Responsabilité civile des personnes morales
ET
DE LEURS REPRÉSENTANTS

AVANT-PROPOS

C'est une étude de droit français que nous avons voulu faire. Il y a seulement une quinzaine d'années, il eût été impossible d'aborder les questions relatives à la personnalité morale, en se servant presque exclusivement de documents français. Nos auteurs restaient attachés à la vieille théorie de la fiction, telle que l'avait exposée Savigny. Cette conception, qui donnait une solution facile d'un problème en lui-même fort difficile, avait le grand avantage d'être claire, mais elle n'allait pas au fond des choses. Derrière cette fiction, qu'y avait-il, un néant juridique ou une réalité, une masse de biens appartenant à l'ensemble des associés ou à un être nouveau, la personne morale ? A la fin du siècle dernier, à la suite des travaux faits en Allemagne, d'éminents

esprits essayèrent de résoudre ce problème tout à la fois juridique et philosophique. Depuis lors, une brillante littérature est éclosée, et il est peu de sujets de droit sur lesquels on ait plus écrit en France durant ces dernières années, que sur les personnes morales. Aussi, laissant en grande partie de côté les ouvrages de science allemande, nous avons pu étudier la responsabilité des personnes morales telle qu'elle se présente en droit français, n'insistant sur les conceptions théoriques, qu'en raison de l'influence qu'elles peuvent avoir au point de vue pratique.

Nous avons envisagé la question d'une façon très générale, et essayé de dégager les principes applicables à l'ensemble des personnes morales, sans chercher à examiner les règles particulières admises en droit administratif à l'égard de l'État, des départements et des communes. Nous avons également entendu nous restreindre à la responsabilité civile des personnes morales. Mais d'autre part, nous avons insisté assez longuement sur la responsabilité qui peut incomber aux associations dépourvues de personnalité. Il ne s'agit pas ici, il est vrai, de personnes morales, mais il nous a semblé que, pour donner une solution complète d'un problème, il fallait l'examiner sous ses deux faces, positive et négative. Dans un appendice, nous avons analysé rapidement la législation suisse, qui se recommandait particulièrement à notre attention, en ce qu'étant toute récente, elle

est susceptible d'exercer une influence sérieuse sur les législations postérieures, toujours portées à imiter celles qui les ont directement précédées.

Au point de vue doctrinal, la personne morale nous est apparue comme un être réel, doué de volonté propre, et capable, par suite, de droits et d'obligations. Mais nous avons écarté la théorie de l'organe, qui tend à assimiler certains représentants de la personne juridique aux organes de l'homme. Cette conception nous a semblé tout à la fois fausse dans son principe, et funeste dans ses conséquences. La volonté de la personne morale n'est pas celle d'un individu, elle résulte uniquement d'un ensemble de volontés dirigées vers le but poursuivi en commun. Cette volonté collective s'exprime difficilement ; aussi, pour accomplir les actes de la vie juridique, la personne morale se sert-elle de représentants, qui engagent sa responsabilité contractuelle par application des règles ordinaires du mandat, et sa responsabilité délictuelle en vertu de l'article 1384 du Code civil. Mais pour ma part, je ne vois aucune différence entre l'administrateur d'une société anonyme, d'une Compagnie de chemins de fer par exemple, et le mandataire d'un riche industriel, propriétaire de tout un réseau, qui négligerait de s'occuper personnellement de ses affaires. Pourquoi dire que dans un cas il s'agit d'un organe, et dans l'autre, d'un simple représentant ?

A l'égard des associations dépourvues de personnalité, nous avons critiqué vivement la théorie de la jurisprudence qui ne permet pas aux tiers de les poursuivre en justice à raison des engagements contractés par leurs représentants ou des actes illicites qu'elles auraient pu commettre. Une telle solution consacre au profit de ces sortes d'associations le privilège exorbitant de pouvoir librement causer un dommage sans avoir à supporter aucune responsabilité.

Dans tout le cours de cette étude, nous avons cherché à appliquer, d'une façon pratique, les principes qui nous ont semblé devoir résulter de l'examen des phénomènes juridiques. Nous serions satisfait si nous avions pu contribuer à rectifier une seule erreur ou à démasquer une seule injustice.

INTRODUCTION

La responsabilité est l'obligation pour une personne de réparer un dommage causé. On distingue généralement deux sortes de responsabilités : la responsabilité contractuelle, résultant d'une faute commise dans l'exécution d'un contrat, et la responsabilité délictuelle, qui résulte d'un délit ou d'un quasi-délit (1). C'est sur cette dernière que nous aurons plus particulièrement à insister au cours de notre étude (2).

1. La distinction entre la faute contractuelle et la faute délictuelle admise par la majorité des auteurs a été vivement critiquée par M. Planiol pour lequel toute faute suppose l'existence d'une obligation antérieure, légale ou conventionnelle (Planiol. *Traité élémentaire de droit civil*, 4^e édition, t. 2, p. 285 et suivantes, et note sous Dalloz, 96.2.457). V. également Lefebvre. Responsabilité délictuelle et contractuelle. Dans la *Revue critique*, 1886, p. 485.

2. La responsabilité contractuelle des personnes morales n'a jamais été sérieusement contestée. Savigny, après avoir essayé de démontrer que la faute de leurs gérants peut faire naître leur responsabilité délictuelle, ajoute : « Il n'en est pas de même du dolus ou de la culpa commis par les représentants de la personne juridique dans un de ses contrats. Alors il s'agit d'une modification inséparable de l'obligation principale, et la volonté de la personne juridique est

La liberté de l'homme n'est pas illimitée, elle s'arrête là où commence le droit des autres; et la loi impose à tout individu l'obligation de réparer le dommage que par sa faute il a pu causer à ses semblables. Ce principe général de justice et d'équité, nous le trouvons formulé par l'article 1382 du Code civil: « Tout fait quelconque de l'homme, qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé, à le réparer. »

Mais il est des cas où il ne suffit pas de permettre à la victime du délit de poursuivre l'auteur direct du dommage. Une autre personne a commis une faute: c'est le maître qui a mal placé sa confiance dans ses domestiques, le commettant qui a mal surveillé ses préposés; l'un et l'autre doivent être déclarés civilement responsables des délits des individus employés à leur service. La présomption de faute qui pèse sur eux est une présomption irréfragable, elle ne permet pas la preuve contraire: le maître en faisant travailler ses domestiques, le commettant en se servant de préposés, ont dû savoir qu'ils faisaient courir des dangers aux tiers, il est juste qu'ils en supportent les conséquences.

Ainsi l'homme peut avoir à supporter deux sortes

aussi indifférente que celle d'une personne naturelle, dont le fondé de pouvoir aurait, dans un contrat, commis un dol ou une faute. » (Savigny, *Traité de droit romain*, trad. Guenoux, t. 2, § 95, p. 316.)

de responsabilités délictuelles : responsabilité directe prévue par l'article 1382, et responsabilité indirecte établie par l'article 1384 du Code civil. En est-il ainsi des personnes morales ?

Sans attacher trop d'importance aux pures conceptions doctrinales, nous croyons pouvoir affirmer que la réponse à cette question dépend en grande partie de la théorie admise en matière de personnalité morale. Suivant la conception qu'ils se sont faite des personnes morales, les jurisconsultes ont tendance à exagérer ou à diminuer leur responsabilité. Tandis que les uns n'y voient qu'une simple abstraction, une invention de notre esprit, destinée à fixer sur un être purement idéal les droits et les obligations, qui, naturellement, n'appartiennent qu'à l'homme, d'autres les considèrent comme des organismes vivants, doués d'une individualité propre, comme des êtres réels constituant des personnes au même titre que l'homme. Entre ces deux théories, une autre s'est fait jour : la personne morale n'est ni une réalité, ni une fiction, elle n'a aucune existence juridique, elle est une simple explication facile d'une forme particulière de la propriété. Fiction, la personne morale ne pourra supporter aucune responsabilité délictuelle, car elle est incapable de commettre aucune faute ; réalité, elle sera déclarée pleinement responsable soit directement de ses propres délits, soit indirectement des fautes de ses préposés : propriété

collective, seuls les membres qui la constituent pourront être déclarés civilement responsables des fautes commises par les gérants dans l'administration du patrimoine commun.

PREMIÈRE PARTIE

LES PERSONNES MORALES

CHAPITRE PREMIER

La responsabilité de l'être moral et la théorie de la fiction.

I

La théorie traditionnelle, celle qui, jusqu'à ces dernières années, était universellement enseignée en France, est la théorie de la fiction (1). Admise par nos anciens auteurs (2), elle fut exposée au début du

1. V. Laurent. *Principes de droit civil*, t. I, p. 369 et s. ; Aubry et Rau, 5^e édition, t. I, p. 268 et s. ; Baudry-Lacantinerie et Houques Fourcade. *Des personnes*, t. I, § 296 ; Glasson. *Éléments du droit français*, 2^e édition, t. II, p. 57 ; Vigié. *Droit civil*, t. I, p. 49 ; Ducrocq. *Cours de droit administratif*, 7^e édition, t. IV, p. 11 ; Lyon-Caen et Renault. *Traité de droit commercial*, t. II, n^o 105 et s. Tout récemment cette théorie a été soutenue par M. Pic dans le *Traité de droit commercial* de M. Thaller. *Des Sociétés*, t. I, p. 196 et s. V. les auteurs cités en note.

2. Pothier. *Traité des personnes et des choses*, 1^{re} partie, titre 7, n^o 210.

siècle dernier par le grand jurisconsulte allemand Savigny (1). L'homme seul est une personne, tel est l'axiome qui sert de point de départ à ses partisans ; par suite l'idée de personnalité, attribuée à tout individu autre qu'un être humain, ne peut s'expliquer que par une fiction. En vertu de son pouvoir souverain, le législateur confère à tel corps ou à tel établissement des droits qui n'appartiennent qu'à l'homme. Mais ces corps et ces établissements, ainsi constitués, ne sont pas des personnes, ils tiennent lieu de personnes, *veluti personæ sustinent* : ce sont des êtres intellectuels, différents et distincts de tous les membres qui les composent (2). Sans l'intervention du législateur, ils ne pourraient avoir aucune existence ; c'est lui qui, semblable à un dieu créateur, les fait sortir du néant, et les auteurs cherchent à rappeler jusque dans le langage le caractère purement idéal de pareilles institutions (3), car le principe posé n'est pas sans avoir, au point de vue pratique, de graves

1. Savigny. *Traité de droit romain*, trad. Guenoux, t. II, p. 234 et suivantes.

2. Voyez Pothier, *loc. cit.*, n° 210.

3. « Il est bon que le langage même de la loi leur apprenne qu'ils ne sont pas des personnes, mais seulement des institutions établies dans un intérêt général. » Laurent, *op. cit.*, § 299. Et Savigny est pris du même scrupule : « J'emploie l'expression personne juridique opposée à personne naturelle, c'est-à-dire à l'individu, pour montrer qu'elles n'existent comme personnes que pour une fin juridique. » Savigny, *op. cit.*, p. 238.

conséquences (1). « Donnez le nom de personne à un établissement : les légistes seront poussés fatalement à revendiquer pour cette corporation tous les droits dont jouissent les personnes naturelles. Si, au contraire, le législateur refuse le titre de personne aux corps et établissements qu'il trouve bon de créer, s'il les qualifie, comme il a soin de le faire, d'institutions d'utilité publique, les jurisconsultes en déduiront cette conséquence logique qu'ils sont en face non d'un être réel ayant des droits, mais d'un service public qui a des charges (2). » La première conséquence de cette doctrine est l'omnipotence du législateur à l'égard des personnes morales. Il leur a donné la vie, il peut la leur retirer, il peut, sans aucune injustice, leur reprendre les biens qu'il leur avait permis de posséder. Ce sont ces principes que proclamaient les membres de l'Assemblée Constituante, lorsqu'ils décrétaient que les biens du clergé et des congrégations religieuses feraient retour à la nation (3). « Malgré les clameurs soulevées par ces

1. « Le conflit n'est pas seulement d'idées mais d'intérêts. La lutte est entre les politiques plus encore qu'entre les juristes. La passion y étouffe la raison, aussi le combat est-il de chaque jour et la fortune en varie-t-elle souvent. » Saintelette. Des personnes morales. Dans la *Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1885, p. 239.

2. Laurent, *loc. cit.*, § 299.

3. V. Discours de Thouret à l'Assemblée Nationale. *Archives parlementaires*, t. IX, p. 485. « Les corps n'existent que par la loi... Ils ne sont qu'une fiction, une conception abstraite de la loi qui peut

fameux décrets il faut dire qu'ils n'ont fait qu'appliquer les principes les plus élémentaires du droit. Vainement crie-t-on à la spoliation, au vol. Il n'y a personne de spolié, là où il n'y a pas de propriétaire (1). »

II

Mais alors comment admettre la responsabilité délictuelle de ces êtres fictifs qui n'ont qu'une existence purement légale, incapables par eux-mêmes d'agir et de vouloir, et par suite incapables de commettre, en connaissance de cause, un dommage à des

les faire comme il lui plaît et qui, après les avoir faits, peut les modifier à son gré. » Discours de Treilhard *A. P.*, t. IX, p. 491. « Qu'est-ce que le clergé : c'est un être moral composé d'individus voués au culte divin. Mais une société peut exister sans aucune corporation particulière ; elle peut, à son gré, admettre ou rejeter ces êtres moraux, elle peut leur permettre ou leur défendre de posséder des immeubles ; elle peut suspendre, modifier, révoquer ces permissions, elle peut en un mot, pour employer l'expression énergique d'un auteur moderne, elle peut sans injustice et légalement, *tuer la personne de la corporation* ; elle peut donc, à bien plus forte raison, en tuer les accessoires. » De même Durand de Maillane : « Il n'en est pas des corps politiques ou moraux dans la société, comme des individus ; ceux-ci possédaient, existaient avec tous leurs droits naturels et imprescriptibles avant la loi, et les corps n'ont existé que par elle... Or qui contestera à celui qui a créé, le droit d'anéantir. » Voyez de même le comte de Mirabeau. *A. P.*, t. IX, p. 607.

1. Laurent, *op. cit.*, p. 316.

tiers? Pour qu'une personne puisse être déclarée responsable d'un délit, il faut qu'on puisse lui imputer une faute; or, toute faute exige la conscience de la part de son auteur, conscience qui fait nécessairement défaut chez un être fictif et sans aucune existence réelle. Le syllogisme est simple, il est irréfutable. Les personnes morales, pures inventions du législateur, ne sont pas douées de raison, or les personnes raisonnables seules peuvent commettre des fautes, donc les personnes morales ne peuvent avoir à supporter aucune responsabilité délictuelle.

Telle est, en effet, la solution que soutint, au début du siècle dernier, le jurisconsulte Merlin, devant la Chambre des Requêtes. Dans les premiers jours de janvier 1790, un hêtre avait été coupé et laissé sur place dans le bois Bédât, situé sur le territoire de la commune d'Agnos et appartenant au sieur Courrèges. Celui-ci voulut faire transporter l'arbre à son domicile, mais sur les ordres de l'officier municipal Isaac, les voitures qui en étaient chargées furent arrêtées, et le hêtre conduit chez un des habitants de la commune, sous le prétexte que le bois Bédât appartenait, non pas à Courrèges, mais à la commune d'Agnos. Le bois dans la suite ayant été mis au pillage par les habitants, Courrèges intenta un procès contre la commune. Après de nombreux incidents de procédure, un arrêt de la Cour de Pau du 22 juillet 1812 intervint, accordant entière satisfaction aux héritiers

de Courrèges, et condamnant la commune à réparer intégralement le préjudice qui leur avait été causé. La commune d'Agnos se pourvut en Cassation contre cet arrêt, invoquant entre autres moyens que l'origine du dommage étant dans un délit de l'officier municipal Isaac, la commune, personne morale, incapable par elle-même de faute, ne pouvait avoir à supporter aucune responsabilité. C'est en ce sens que conclut Merlin, chargé du rapport de cette affaire, devant la Chambre des Requêtes (1). « Où a-t-on vu, dit-il, que le délit d'une administration ou d'un nombre plus ou moins considérable des membres d'un corps pût être imputé au corps lui-même? Qu'une commune ne puisse être recherchée pour les délits commis par ses administrateurs même pour la gestion de ses affaires, c'est ce qui résulte d'une loi romaine qui avait, à l'époque dont il s'agit, une autorité véritable dans les Basses-Pyrénées (2). » La Chambre civile, il est vrai, rejeta le pourvoi ; mais Merlin persuadé de l'exactitude de ses déductions d'en conclure non sans quelque présomption : « Son silence est à mes yeux une preuve sans réplique que

1. Merlin. *Questions de droit*. Responsabilité des communes, t. 6, p. 697.

2. D. L. IV, t. 3 de dolo malo, loi 15 § 1 : Sed an in municipes de dolo detur actio dubitatur ? Et puto ex suo quidem dolo non posse dari ; quid enim municipes dolo facere possunt ? Sed si quid ad eos pervenit ex dolo eorum qui res eorum administrant, puto dandum.

l'affaire n'a pas été présentée à la section civile avec les mêmes développements qu'elle l'avait été à la section des requêtes. »

C'est cette même théorie de l'irresponsabilité délictuelle des personnes morales qui fut soutenue avec une logique irréfutable par Savigny dans son *Traité de droit romain* (1). Il étudie la question au point de vue des délits de droit pénal, mais la solution, nous dit-il, est la même pour les délits de droit civil ; « tout délit véritable implique, en effet, dolus ou culpa, par conséquent la volonté et la responsabilité, et dès lors, il ne peut pas plus être imputé aux personnes juridiques qu'aux impubères ou aux aliénés (2). »

Plus récemment un auteur belge, M. Sainctelette, aboutissait aux mêmes conclusions. Après avoir comparé la personne morale à un mannequin, il ajoutait : « le mannequin n'a ni nature, ni devoirs, ni droits, ni lumières, ni forces, ni activité, ni responsabilité (3). »

Une telle théorie mise en pratique conduirait aux conséquences les plus funestes. Bien souvent les groupements possédant un patrimoine considérable sont administrés par des gérants qui n'ont aucune fortune personnelle. Aura-t-on le spectacle profondément injuste de voir des associations et des cor-

1. Savigny. *Traité de droit romain*, t. II, § 94, p. 310 et s.

2. Savigny, *op. cit.*, p. 316.

3. Sainctelette. *Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1885, p. 246.

porations devenir riches et florissantes, de puissantes sociétés industrielles et commerciales continuer à se développer et à s'accroître, tandis que d'autres personnes, victimes de leur développement et de leur activité mêmes, ne pourront obtenir réparation du préjudice qui leur a été causé ?

Aussi la jurisprudence, guidée par des considérations d'équité, n'a jamais hésité à reconnaître la responsabilité civile des personnes morales, et de nombreux auteurs partisans de la théorie de la fiction ont essayé de lui donner un fondement juridique.

Ce n'est certes pas dans la théorie du mandat que l'on peut trouver une base sérieuse à la responsabilité des personnes morales. Le mandataire ne représente son mandant que dans la limite des pouvoirs qui lui ont été donnés ; lorsqu'il commet un délit, ou un quasi-délit, il n'en a pas reçu l'ordre, seul il doit être déclaré responsable. Du reste, la personne morale, simple fiction créée par le législateur, ne peut pas elle-même faire choix d'un mandataire, puisqu'elle est incapable de volonté (1).

Mais, nous dit-on, la personne morale n'a pas des mandataires, mais des représentants légaux. Les incapables, l'enfant, le fou, n'agissent pas par eux-mêmes, mais par l'intermédiaire de leurs tuteurs ; de

1. Conf. Michoud. *La Théorie de la personnalité morale*, t. I, p. 130.

même les personnes morales, êtres de raison, incapables de volonté, sont représentées dans les actes de la vie juridique par leurs administrateurs et leurs gérants. Ce ne sont pas elles qui les choisissent, la loi, en leur donnant la vie, leur désigne des représentants chargés d'agir en leur nom (1). L'existence de ces représentants n'est ni antérieure, ni postérieure à celle de la personne morale, ils sont créés en même temps qu'elle.

Si nous admettons sans difficulté que les représentants de la personne morale puissent, en vertu de conventions passées avec les tiers, engager sa responsabilité contractuelle, nous ne pouvons comprendre comment, en vertu du principe de la représentation, ils peuvent la rendre responsable de leurs délits. L'assimilation avec les enfants et les aliénés suffit à nous rendre compte de l'insuffisance de cette théorie. Pour les mineurs, comme pour les personnes morales, nous dit Savigny, « il existe les mêmes

1. Même lorsque tous les membres de la personne morale ont procédé au choix du représentant, ce dernier ne peut être considéré comme choisi par la personne morale elle-même, car pour les partisans de la fiction, l'acte émanant de tous les membres de la corporation n'est pas l'acte de la corporation elle-même. Dans la réalité, la totalité des membres qui composent une corporation diffère essentiellement de la corporation elle-même ; et quand les membres [de la corporation, sans en excepter aucun, se réuniraient pour agir, ce ne serait pas là un acte de l'être idéal que nous appelons la personne juridique. Conf. Savigny. *Traité de droit romain*, t. II, § 94.

motifs de donner à cette volonté fictive une existence illimitée, et, dès, lors, de punir en la personne du pupille les délits de son tuteur, s'il les commet en qualité de tuteur, si, par exemple, il commet un vol ou une fraude dans l'intérêt de son pupille. Dans ce cas, personne que je sache n'a soutenu la possibilité d'un délit par représentant, et néanmoins, établir à cet égard une distinction entre la personne juridique et le pupille est une inconséquence évidente (1). »

Il faut l'avouer, toute tentative destinée à fonder logiquement la responsabilité délictuelle des personnes morales doit nécessairement demeurer infructueuse si l'on admet la théorie de la fiction. Est-ce à dire, qu'avec cette théorie, il soit impossible de reconnaître aux personnes morales aucune responsabilité ? Non, sans doute, mais on ne le peut qu'en vertu d'une décision du législateur. La loi qui crée la personne morale, qui fait surgir du néant cet être purement fictif, peut ne lui donner la vie qu'en lui imposant certaines obligations. Elle pourra notamment décider que non seulement la personne morale devra respecter les engagements pris par ses représentants, mais encore qu'elle sera civilement responsable des délits ou quasi-délits qu'ils auront pu commettre dans l'exercice de leurs fonctions. Il n'y a là aucune injustice, la loi pouvait se dispenser de créer la personne morale ;

1. Savigny, *op. cit.*, § 94, *in fine*.

qui osera refuser au créateur le droit de façonner à son gré ses créatures. Mais il s'agit ici d'une responsabilité légale étrangère à l'idée de faute (1).

M. Duguit, comme tous les partisans de la fiction, ne pense pas que la personne morale puisse commettre une faute (2). « Si l'État est responsable, dit-il, le fondement de cette responsabilité doit toujours être le même ; il ne peut être que celui-ci : lorsqu'un acte accompli en vue du but que poursuit l'État, et auquel sont affectés les biens composant ce qu'on appelle le patrimoine de l'État produit, pour une cause

1. Les auteurs qui déclarent que la responsabilité des personnes morales est une responsabilité légale sont très nombreux. V. notamment Garraud. *Précis de droit criminel*, 10^e édit., p. 65. *Traité de droit pénal*, 2^e édit., 1898, t. 1, p. 144. Ortolan. *Éléments de droit pénal*, 5^e édit., p. 202 à 205. Haus. *Principes généraux du droit pénal belge*, p. 188. Vidal. *Cours de droit criminel*. Bouvier. *De la responsabilité civile et pénale des personnes morales*. Thèse Lyon, 1887, p. 177 et suivantes, p. 181 : « La responsabilité civile des personnes morales ne se comprend pas plus que leur responsabilité pénale, et il est impossible de l'admettre au point de vue théorique. » P. 192 : « La volonté de la loi, volonté utile mais arbitraire, ce qui ne veut pas dire injuste, est le seul motif que l'on puisse donner : *Sic volo, sic jubeo* », et page 193 : « Ma conclusion est qu'il est impossible de fonder la responsabilité des personnes morales sur un principe rationnel, on constate qu'elle existe, elle se justifie, mais elle ne s'explique pas autrement que par la volonté de la loi. »

2. « La responsabilité de l'État ne peut jamais être fondée sur une faute pour cette bonne raison que l'État n'étant point une personne, mais une pure abstraction ne peut commettre une faute. » *Études de droit public*, liv. 2, « L'État, les gouvernants et les agents », p. 637.

quelconque, une diminution dans la valeur du patrimoine affecté à un but individuel, il faut que cette diminution soit réparée sur le patrimoine de l'État (1). » Mais la simple notion de patrimoine ne peut, par elle-même, être génératrice de responsabilité. L'acte tendant au développement d'un patrimoine au détriment d'un autre ne peut, s'il est licite, faire naître aucune obligation de réparer le dommage causé. Même illicite, il ne peut engendrer la responsabilité du titulaire du patrimoine que si celui-ci est capable de commettre un délit ou un quasi-délit. L'enfant, le fou possèdent un patrimoine, et cependant ils ne sont pas responsables des fautes délictuelles qui ont pu être commises dans la gestion de ce patrimoine. Seule, une action de *in rem verso* permet de les poursuivre jusqu'à concurrence de leur enrichissement.

III

Pour déclarer les personnes morales responsables des fautes de leurs représentants, on invoque généralement en droit français l'article 1384 du Code civil.

Il importe tout d'abord de remarquer que les rédacteurs du Code n'ont jamais eu en vue les personnes morales en rédigeant cet article. Merlin, l'un des plus

1. Duguit, *loc. cit.* V. dans le même sens Garraud. *Traité de droit pénal*, t. 1, p. 412 et s.

éminents jurisconsultes de l'époque, ne soutenait-il pas que les corps et les établissements ne pouvaient être déclarés responsables des fautes de leurs représentants ? Si l'on consulte les travaux préparatoires, nulle part on ne trouve qu'il ait été question des personnes morales lors des discussions relatives à la responsabilité délictuelle (1). Sans doute, dans l'esprit du législateur, l'article 1384 devait avoir une portée très générale, mais permet-il, si l'on admet la théorie de la fiction, d'atteindre les personnes morales (2) ? La réponse dépend du fondement qu'on lui attribue. A-t-il pour base une idée de faute réelle ou présumée, la personne morale ne peut avoir à supporter aucune responsabilité délictuelle, puisque sans existence et sans volonté, elle est incapable de commettre une faute : si l'on considère au contraire qu'il met à la charge du maître ou du commettant une responsabilité purement objective, il permet sans difficulté de poursuivre la personne morale à raison des fautes de ses représentants et préposés.

1. Duguit : *Études de droit public*, liv. 2, « L'État, les gouvernants et les agents », p. 34, note 2. « D'ailleurs eu nous plaçant exclusivement au point de vue du droit positif français, nous sommes convaincu que les auteurs de l'art. 1384 n'ont point eu en vue la responsabilité des personnes collectives pour faute de leurs agents, et encore moins la responsabilité de l'État pour faute de ses fonctionnaires. »

2. V. sur ce point Saleilles. *Théorie générale de l'obligation*, n° 320. De la *Personnalité juridique*. Paris, 1910, p. 321 et s. Michoud, *De la théorie de la personnalité morale et son application au droit français*, t. 2, p. 223 et s.

Cette dernière théorie a été soutenue très brillamment par d'éminents auteurs (1). Le maître a pu choisir avec un soin scrupuleux son préposé, le surveiller avec une persévérance inlassable, n'avoir aucune négligence, si minime fût-elle, à se reprocher, et cependant si ce préposé commet une faute, lui-même sera déclaré civilement responsable. Il semble bien difficile de soutenir que la responsabilité du maître résulte d'une présomption de faute. « Si donc ce n'est pas la faute commise dans le choix du préposé qui fonde ici la responsabilité, ce ne peut être que ce choix lui-même, et à la vérité, c'est qu'ayant choisi, et choisi volontairement un préposé, ayant accepté un ouvrier, le maître a accepté les risques de son choix. Il s'agit de quelqu'un qui a agi pour lui, dont il utilise l'activité à son service, il prend donc pour lui et à son compte tous les résultats de son activité, ce qu'il produira de bon, comme ce qu'il produira de mal (2). » Mais alors, si l'article 1384 ne repose pas sur une présomption de faute, il n'y a plus aucune difficulté à en faire application aux personnes morales, sans rechercher si elles sont capables ou non de fautes personnelles.

1. V. notamment Saleilles. *Les accidents du travail et la responsabilité civile*. De l'abus de droit, dans le *Bulletin de la Société d'études législatives*, année 1905, p. 325 et s., Jossierand. *De l'abus des droits*.

2. Saleilles, *Les accidents du travail et la responsabilité civile*, p. 32.

Que l'on nous permette tout d'abord de remarquer que, si tel était le sens exact de l'article 1384, il pourrait bien fonder la responsabilité du maître sur une idée de risque librement accepté, mais serait encore insuffisant pour servir de base à la responsabilité civile des personnes morales. Si le maître est déclaré responsable, c'est qu'il a choisi et choisi volontairement son préposé, qu'il a accepté les risques de son choix, or, de ce libre choix, la personne morale est incapable, puisqu'elle est un être purement idéal, dépourvu de toute volonté.

Au surplus pour les rédacteurs du Code civil, c'est la notion de faute qui domine la responsabilité du maître à raison du délit commis par son préposé. Il suffit pour s'en rendre compte de lire les travaux préparatoires : l'exposé des motifs présenté au nom du gouvernement par Treilhard (1), le rapport fait au Tribunat par Bertrand de Greuille (2) et le discours du tribun Tarrible, au Corps législatif (3).

1. Discours de Treilhard. Locré, t. 13, p. 32. *Commentaire* 5, § II. Fenet, t. 13, p. 467. « Ainsi réglée la responsabilité est de toute justice. Ceux à qui elle est imposée ont à s'imputer, pour le moins, les uns de la faiblesse, les autres de mauvais choix, tous de la négligence, heureux encore si leur conscience ne leur reproche pas d'avoir donné de mauvais principes et de plus mauvais exemples. »

2. Discours de Bertrand de Greuille. Locré, t. 13, p. 42, n° 14. Fenet, t. 13, p. 476. « N'a-t-il pas à se reprocher d'avoir donné sa confiance à des hommes méchants, maladroits ou imprudents ? »

3. Discours du tribun Tarrible. Locré, t. 13, p. 58, nos 19 et 21. Fenet, p. 488. « Le dommage, pour qu'il soit sujet à réparation, doit

On insiste. Sans doute il est difficile de nier que les rédacteurs du Code civil n'aient considéré que seule l'idée de faute était génératrice de responsabilité. Mais le droit est une science essentiellement vivante, capable de s'adapter aux circonstances et au milieu, susceptible de se modifier avec l'évolution des conceptions doctrinales tendant à répandre dans la société un peu plus de justice et d'équité. C'est là l'œuvre de la jurisprudence. Sans aller à l'encontre de l'interprétation donnée par les auteurs de la loi, le juge doit se demander ce qu'ils auraient eux-mêmes décidé, s'ils s'étaient trouvés en présence de circonstances nouvelles auxquelles ils n'ont pu songer (1). Or, l'on sent en quelque sorte craquer de toutes parts cette vieille notion de faute, devenue trop étroite dans le cadre de notre société moderne, et la jurisprudence, qui demeure, elle, en contact constant avec les faits, a tendance à la remplacer depuis plusieurs années déjà, par la notion beaucoup plus large et féconde de risque, comme génératrice de responsa-

être l'effet d'une faute ou d'une imprudence de la part de quelqu'un : s'il ne peut être attribué à cette cause, il n'est plus que l'ouvrage du sort dont chacun doit supporter les chances ; mais s'il y a eu faute ou imprudence, quelque légère que soit leur influence sur le dommage commis, il en est dû réparation. »

1. Sur cette large méthode d'interprétation du droit voyez le livre remarquable de M. Gény ; *Méthode d'interprétation et sources en droit privé positif*, Paris, 1899, avec la préface de M. Saleilles.

bilité (1). Avec une telle conception inutile, pour qu'une personne soit déclarée responsable, qu'elle ait été subjectivement capable de commettre une faute, c'est-à-dire qu'elle ait prévu ou pu prévoir les conséquences de son acte, il suffit, qu'après avoir fait naître un risque, elle ait causé un dommage à un tiers. Sans rechercher si l'acte dommageable est imputable à son auteur, on l'envisage objectivement, dans sa matérialité même, et M. Saleilles propose de rédiger ainsi le nouvel article 1382: « Tout fait quelconque de l'homme accompli dans des conditions telles que, d'après les usages reçus et les convenances sociales, il implique qu'il soit fait aux risques et périls de celui qui en est l'auteur, oblige ce dernier à réparer le dommage qu'il a causé (2). » Risque, si un individu est

1. Saleilles. *Les accidents du travail et la responsabilité civile*, p. 47.
« En réalité sur ce point comme sur bien d'autres, le Code civil n'a donné que des solutions précises et concrètes; quant à la construction juridique et à la systématisation de la matière, il s'en est remis au développement des conceptions doctrinales. Il a entendu que ces traditions coutumières, commencées par la lente évolution de l'ancien droit, pussent se transformer au contact des besoins de la pratique et des constatations que pourrait en faire la jurisprudence. » M. Génv critique cette interprétation, mais il admet que le Code civil n'a prévu dans les art. 1382 et suiv. que la responsabilité faute, la notion de risque lui est étrangère, la loi demeure muette à cet égard, et par suite, l'interprète a le devoir de régler cette question au mieux de la justice et de l'utilité sociales. Génv. *op. cit.*, p. 547.

2. Saleilles. De l'abus de droit dans le *Bulletin de la Société d'études législatives*, année 1905, p. 338. Il résulte de cette conception que le même acte peut tantôt ne faire naître aucune responsabilité à

blessé par l'éclat d'une machine (1), risque, si une locomotive à laquelle on ne peut reprocher aucun vice de construction, répand une fumée intense qui porte préjudice aux cultures environnantes, ou fait jaillir des étincelles qui mettent le feu aux arbres plantés le long de la voie ferrée, risque pour le propriétaire d'un établissement qui, recevant chez lui des malades, propage aux alentours la tuberculose, risque enfin pour l'industriel propriétaire d'une usine qui, malgré toutes les précautions prises, gêne ses voisins par le bruit de ses machines (2). Peu importe que l'auteur du dommage ait ou non commis une faute, qu'il se soit montré vigilant ou négligent, qu'il se soit entouré des conseils les plus avisés ; il sera

la charge de son auteur, tantôt être générateur d'obligation ; tout dépend des circonstances dans lesquelles il a été commis. « Rien d'illicite dans les émanations d'une usine située dans une ville manufacturière ou dans un quartier industriel, fait illicite au contraire et usage abusif dans les mêmes émanations se produisant au centre d'un quartier de luxe. » Saleilles, *op. cit.*, p. 333.

1. Cass., 16 juin 1896, D. 97.1.433 ; S. 97.1.17. C'est cet arrêt qui a été le point de départ de la jurisprudence qui, tout en invoquant les art. 1382 et suiv., semble bien avoir admis dans une certaine mesure les principes de la responsabilité risque. V. Saleilles. *Les accidents du travail et la responsabilité civile*, p. 1 et 3. M. Esmein a fait une très vive critique de cette décision dans S. 97.1.17. Le principe que pose cet arrêt a, du reste, été généralisé à l'égard des ouvriers, par la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail.

2. V. les exemples cités par Josserand. *De l'abus des droits*, *op. cit.*, p. 4.

déclaré responsable pour cette raison pleinement conforme à la justice et à l'équité, que s'il s'était abstenu d'agir, s'il n'avait pas eu d'usine ou de machine, il n'aurait pas créé de risques, il n'y aurait pas eu de victime. Puisqu'en définitive quelqu'un doit demeurer lésé, n'est-il pas juste de décider que ce doit être celui qui a commis le dommage plutôt que celui qui en a souffert (1)?

Appliquée aux personnes morales, cette théorie nous permet sans difficulté de les déclarer responsables : êtres fictifs, elles ne peuvent commettre de faute puisqu'elles n'ont aucune volonté propre, mais par leur existence même elles sont susceptibles de faire naître des risques, elles doivent en supporter la responsabilité.

Mais nous avons quelque scrupule à admettre dans sa généralité cette conception de la responsabilité risque à première vue si séduisante. Il est juste dans certains cas d'obliger une personne à réparer le

1. Voyez le Message du Conseil fédéral du 3 mars 1905 tendant à modifier le Code des obligations et à compléter le Code civil suisse. « Prenons par exemple le cas d'un propriétaire qui installe un moteur électrique dans son bâtiment après que des experts lui ont donné l'assurance que ses voisins ne seraient pas incommodés. Cette machine ne tarde pas à être la cause d'un dommage occasionné sans droit. Il n'y a pas eu de faute commise, il n'y a pas non plus installation défectueuse, ou vice de construction, il n'en est pas moins juste que le préjudice soit supporté par le propriétaire plutôt que par les tiers. » P. 14.

dommage par elle causé, indépendamment de toute négligence ou imprudence de sa part. Il en est notamment ainsi, lorsqu'on se trouve en présence de deux activités tout à fait inégales, dont l'une se développe de manière à faire courir autour d'elle des risques exceptionnels (1). L'on conçoit alors qu'une personne sans discernement soit contrainte d'indemniser la victime d'un dommage dont elle a été l'auteur inconscient : « Si l'équité l'exige, dit le Code fédéral suisse des obligations, le juge peut par exception condamner une personne même irresponsable à la réparation totale ou partielle du préjudice qu'elle a causé (2). » Mais il doit s'agir de circonstances exceptionnelles et non d'un principe formulé en termes généraux. Dans la majorité des

1. Conf. Michoud, *La théorie de la personnalité morale*, t. 2, p. 216. Que l'on ne dise pas, dans les exemples que nous avons cités plus haut, qu'il y a faute ou actes illicites. Il n'y a pas faute, puisque nous supposons que le propriétaire de l'usine a pris toutes les précautions possibles pour éviter d'incommoder ses voisins, que la Compagnie de chemins de fer a employé une locomotive du dernier modèle et du charbon de la meilleure qualité, il n'y a pas non plus acte illicite, sinon les personnes lésées pourraient obtenir de faire fermer l'usine ou d'interdire à la locomotive de circuler. Conf. Saleilles, *De l'abus du droit*, op. cit., p. 337. M. Planiol a essayé de démontrer que tous les faits générateurs de responsabilité rentrent dans l'une des trois catégories suivantes : faute contre l'honnêteté, faute contre l'habileté, faute contre la légalité, c'est-à-dire acte illicite (*Revue critique de législation et de jurisprudence*, année 1905, p. 279 et s.).

2. C. O. Art. 58. Conf. C. c. allemand, art. 329.

cas « si l'on réussissait à rendre l'homme responsable des pertes et des dommages qu'il peut causer sans avoir commis de faute, on aboutirait à la plus criante des injustices, on le condamnerait à la plus stupide immobilité, car il n'est peut-être pas un seul de ses actes, même inoffensif en apparence, qui ne puisse ensuite être pour quelqu'un l'origine de malheurs. La vie humaine comporte toujours des risques » (1).

Il est intéressant de remarquer que les législations récentes ont conservé l'ancien système de la responsabilité faute. C'est lui qu'admettent les articles 50 et 51 du Code fédéral suisse des obligations, et le message adressé le 3 mars 1905 par le Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale déclare : « relativement aux obligations qui dérivent des actes illicites, le projet n'a pas innové. Il part de l'idée qu'une réparation n'est due que dans le cas de faute, et il ne se rallie qu'exceptionnellement dans des espèces expressément déterminées par la loi, au principe de la responsabilité causale » (2). En ce qui concerne même la responsabilité du maître à raison des fautes de son préposé, le Code civil allemand, pas plus que le Code suisse, n'ont admis le principe de notre article 1384, qui ne permet pas au maître de dégager sa respon-

1. Planiol, *op. cit.*, p. 289.

2. Message, p. 12.

sabilité; ils mettent bien à sa charge une présomption de faute, mais qui peut être combattue par la preuve contraire (1).

Il n'est donc pas exact de dire qu'un courant général d'opinion tend à faire prévaloir la responsabilité risque sur la responsabilité faute. Beaucoup d'auteurs, même en France, restent fermement attachés à la notion de faute, et vouloir fonder la responsabilité des personnes morales sur l'idée de risque nous semble une base bien peu solide.

Du reste, même ainsi établie, la responsabilité des personnes morales ne saurait être aussi étendue que celle des personnes physiques. La jurisprudence admet, et plusieurs auteurs reconnaissent, que l'auteur du dommage, tout en accomplissant un acte qui, en lui-même, n'a rien d'illicite, peut être déclaré responsable s'il n'a agi que dans la seule intention de nuire à autrui. Tel est le cas du propriétaire qui fait des fouilles sur son terrain, uniquement dans le but de tarir des sources qui jaillissent sur le fonds du voisin, ou de l'individu qui construit une cheminée sur sa maison pour cacher la vue que l'on pouvait avoir de la propriété voisine (2). « Si un acte de ce genre n'a d'autre but que de nuire à autrui sans qu'il puisse s'expliquer par

1. C. O. Art. 61 et 62 (art. 1068 et 1069 du projet) Art. 831 du Code civil allemand.

2. Colmar, 2 mai 1855. D. 1856.2,9.

un intérêt appréciable pour celui qui en est l'auteur, il devient un abus de droit, c'est-à-dire un acte contraire au droit, auquel il n'est pas juste, et il serait antisocial que la loi vînt prêter son concours (1). » Dans ce cas, c'est l'intention maligne de l'auteur de l'acte qui fait naître sa responsabilité. Une telle intention ne saurait exister chez une personne fictive, inconsciente et sans volonté. Cependant il est inadmissible de dire que l'individu qui bouche la vue de son voisin avec la seule intention de lui nuire devra réparer le dommage causé, mais qu'aucune responsabilité ne saurait exister à l'égard du propriétaire, si la décision avait été prise par l'ensemble des membres d'une société, personne morale.

IV

La théorie de la fiction nous semble donc dangereuse dans ses conséquences. Conduits par la logique rigoureuse de leur raisonnement, quelques bons esprits ont cru pouvoir en conclure que la personne morale ne pourrait avoir à supporter aucune responsabilité délictuelle : tous sont obligés de reconnaître qu'avec un tel système, sa responsabilité ne saurait être aussi étendue que celle des personnes

1. Saleilles. De l'abus de Droit. *Bulletin*, p. 335.

physiques. Il est à craindre que le juge lui-même ne se laisse influencer par une conception juridique erronée, c'est pourquoi nous voulons en quelques mots démontrer que cette théorie, fautive dans son principe, ne s'impose nullement dans notre droit français.

Nous n'avons pas l'intention de faire ici une discussion approfondie de la théorie de la fiction et du principe sur lequel elle repose. Nous verrons plus tard si la notion de personne ne se retrouve que chez l'homme, et si dans la réalité, elle n'est pas applicable à tout groupement organisé. Qu'il nous suffise pour l'instant de remarquer que cette théorie ne résout rien et ne donne aucune réponse à cette question : qu'est-ce qu'une personne morale, à qui appartiennent les biens qui lui sont attribués ? La personne morale, nous répond-on, est un être fictif, autrement dit un être qui n'existe pas ; les biens qui lui sont attribués appartiennent à cet être fictif et non pas à ses membres, c'est-à-dire à personne. Et l'intervention du législateur, sorte de dieu créateur qui fait sortir du néant un être nouveau, ne facilite en rien la solution du problème. Car l'État qui donne naissance aux autres personnes morales, comment lui-même a-t-il pu naître ? Ce ne peut être la loi qui lui a donné naissance et qui lui a conféré les droits éminents qui lui appartiennent. Sa personnalité ne peut donc être une création légale, elle

est la conséquence de son existence même (1).

Le système de la fiction appliqué à la personnalité morale, tel qu'il a été exposé par Savigny et ses successeurs, méconnaît le rôle du législateur en cette matière. L'on disjoint deux idées, dont l'une ne devrait être que la conséquence normale de l'autre, l'existence de la corporation et sa capacité juridique (2).

Pour être personne morale, il ne suffit pas, d'après les théoriciens de la fiction, que l'association soit licite, c'est-à-dire qu'elle ne soit pas prohibée par la

1. Michoud. *La théorie de la personnalité morale*, t. I, p. 27, n° 12. Discours de M. de Lamarzelle au Sénat, 18 juin 1901. *Journal officiel*, Sénat, p. 896. « Et puis, si c'était l'État qui seul, pouvait donner la vie à l'association, créer cet être nouveau, comment donc l'État lui-même pourrait-il exister ? Qui aurait donné la vie à l'État, être juridique indépendant des individus qui le composent ? L'État lui-même, mais pour se donner la personnalité, il faut d'abord exister. On ne peut se tirer de ce cercle vicieux qu'en admettant que l'État éternel, qu'il n'a eu ni commencement, ni fin. »

2. Telle n'était pas la conception de nos anciens auteurs. Pour eux l'idée de personnalité était entièrement liée à l'idée de corporation, ils ne pouvaient concevoir l'une sans l'autre ; dès qu'une corporation était autorisée, elle naissait douée de la personnalité juridique. L'autorisation royale n'était pas une concession de la personnalité, c'était une reconnaissance juridique de la corporation qui lui permettait de vivre. Cf. Saleilles, *Histoire des Sociétés en commandite*, *Annales de Droit Commercial*, année 1895, p. 73 et s. V. également Capitant, *Introduction à l'étude du droit civil*, 2^e édit., 1904, p. 157 ; Hauriou. *Précis de droit administratif*, 3^e éd., p. 126.

loi, il faut encore que l'autorité administrative lui confère la grâce, sans laquelle elle ne peut rien, et dont l'absence réduit à néant son existence de fait. Avant la loi du 1^{er} juillet 1901 (1), l'association de moins de vingt personnes, la société savante ou philanthropique simplement autorisée, étaient licites, mais elles n'avaient aucun droit, leurs biens demeuraient les biens propres des associés, et restaient soumis au régime de l'indivision (2). Cette conception n'est-elle

1. C'est cette distinction entre l'existence de fait et la capacité juridique qui avait inspiré, dans leurs premiers projets, les auteurs de la loi de 1901. Le projet primitif du Gouvernement comme celui de la commission abolissait les articles 291 et suivants du Code pénal, et permettait, sous réserve de certaines formalités, aux associations de se former sans aucune autorisation préalable ; mais à ces sortes d'associations ils ne reconnaissaient aucune capacité juridique. Malgré les amendements accordant une capacité restreinte aux associations simplement déclarées, M. Vallé, rapporteur de la loi au Sénat, disait encore : « Votre commission a considéré, conformément aux principes les plus élémentaires de notre droit, qu'une distinction capitale était à faire entre la liberté d'association elle-même et la capacité de posséder qui n'en est pas un corollaire nécessaire, l'une relevant du droit naturel, l'autre du droit civil, et que la personnalité civile n'étant en somme qu'une fiction, il appartient au législateur d'en fixer les conditions et les limites. » (Projet de loi sur les associations, Rapport de M. Vallé au Sénat, suite du compte rendu *in extenso* du 6 juin 1901, *J. Off.*, p. 786.)

La même idée avait déjà été exprimée en termes analogues par M. Goblet. Proposition de loi sur les associations, *J. Off.*, Sénat, 21 décembre 1891, annexe 106, p. 832. Exposé des motifs.

2. Cette situation était si anormale que la jurisprudence corrigeant la rigueur du droit, appliquait aux associations simplement autorisées

pas arbitraire ou artificielle, et n'est-il pas étrange de déclarer que les parties demeurent copropriétaires alors qu'elles ne veulent pas l'être ?

V

Mais une question plus sérieuse se pose. Pouvons-nous, en cette matière, étudier les phénomènes juridiques qui se présentent à nous, librement, scientifiquement, si j'ose ainsi m'exprimer, sans être contraint de nous soumettre aux conceptions théoriques qui nous ont été antérieurement imposées par le législateur. Si nous voulions faire une étude purement doctrinale, l'on ne serait pas en droit de nous poser cette question, et nous n'aurions pas besoin d'y répondre. Il nous suffirait de critiquer le système établi par le législateur, d'édifier une théorie nouvelle, inutile dans l'état actuel de notre droit, utile seulement au point de vue de la *lex ferenda*, et destinée à remplacer dans la suite une conception qui nous était imposée jusqu'alors.

Mais tel n'est pas le but que nous poursuivons, c'est une étude pratique de droit français que nous voulons faire, et nous estimons avec M. Gény que,

un régime spécial, dit régime de l'individualité, et les rapprochait des associations personnes morales, V. Planiol, 1^{re} éd., t. 2, n^{os} 738 et suiv.

dans les solutions qu'il est appelé à donner, « l'interprète est tenu d'accueillir les conceptions positivement consacrées par la loi, et d'en déduire, comme de toute autre volonté légale, et suivant la portée de celle-ci, les conséquences qu'elles renferment » (1).

Nous pouvons en effet difficilement admettre, comme le font les partisans de la méthode historique, que la loi ne soit que l'expression momentanée d'une volonté passagère, que loin de s'imposer dans sa forme primitive, elle se détache en quelque sorte de la pensée qui l'a conçue pour vivre d'une vie propre et indépendante. La loi ainsi comprise n'aurait plus, il est vrai, cette rigidité qui oblige l'interprète à se confiner dans une formule étroite pour donner une solution aux nombreuses espèces qui se présentent à lui; soumise comme tous les êtres au grand principe de l'évolution, elle s'adapterait aux circonstances et au milieu, et tout en restant en apparence identique à elle-même, elle se modifierait suivant les

1. Gény. *Méthode d'interprétation et Sources en droit privé positif*, p. 466. V. également p. 62. « En tous cas, et si large qu'on veuille faire la part de l'indépendance individuelle, au regard de l'autocratie de la volonté générale, il n'est pas douteux, pour ce qui est de l'interprète, que la première règle de son activité consiste en une soumission entière à la loi qui se dresse devant lui comme la barrière suprême écartant *a priori* sur tous les points qu'elle a fixés, tout jugement personnel, toute appréciation tendant à faire échec dans son application positive à la solution consacrée d'en haut et pour tous. »

exigences de la vie sociale. Mais une telle loi ne serait plus en réalité une loi. Il aurait été inutile de la formuler, puisque sa formule ne servirait à rien et que le juge pourrait à son gré et sans scrupule en torturer le texte, pour en tirer des conséquences tout à fait différentes de celles qui ont été voulues ou prévues par le législateur. Ce serait le rétablissement de l'arbitraire du juge, et sous prétexte d'apporter plus d'équité dans les rapports entre les hommes, on détruirait entre eux toute sécurité.

Pour nous soustraire à toute objection, il importe de démontrer que le législateur n'a entendu, en matière de personnalité morale, imposer aucune conception doctrinale qui puisse lier la conscience du juge. Il est difficile de nier que les rédacteurs du Code n'aient partagé la théorie de la fiction, mais dans aucun article ils n'ont inséré la définition de la personnalité civile. Cette expression même ne se retrouve pas dans le Code, qui parle seulement d'établissements publics et d'utilité publique, de biens qui n'appartiennent pas à des particuliers, et jusqu'à une époque récente, nos lois ont observé la même réserve (1). Ne peut-on voir dans ce soin qu'a pris le législateur d'éviter toute expression qui pourrait être invoquée à l'appui d'un système théorique, la

1. La loi municipale du 5 avril 1884 est la première qui ait parlé de personnalité civile (art. 111).

preuve que, sans se soucier des conceptions doctrinales, il a entendu seulement nous donner des solutions pratiques? Quoi qu'il en soit, en 1901, lors de la discussion du projet de loi sur les associations, les questions relatives à la nature de la personnalité morale furent vivement discutées.

A cette époque, la théorie de la fiction était presque universellement enseignée en France. Beaucoup d'esprits pensaient que l'on pouvait consacrer législativement ce principe qui n'était pas alors sérieusement controversé. La majorité des projets et propositions de loi se montraient favorables à ce système (1). C'est lui qu'admettait M. Waldeck-Rousseau, dans le projet qu'il déposa au nom du Gouvernement sur le bureau de la Chambre, le 14 novembre 1899. Il déclarait nettement, dans son exposé des motifs, que la personne morale est un être fictif, créé par l'État et qui ne jouit de la capacité juridique qu'en vertu d'un privilège spécial que lui confère le législateur. Pour supprimer toute équivoque, l'article 10

1. Projet de loi déposé sur le Bureau de la Chambre des députés par M. Floquet le 5 juin 1888. *J. Off.*, Ch., 1888, annexe n° 2742, p. 711. Proposition de loi de M. Goblet au Sénat, 21 décembre 1891, *J. Off.*, 1891, Sénat, annexe n° 106, p. 832. Projet de loi de M. Fallières déposé sur le Bureau de la Chambre le 16 janvier 1892, *J. Off.*, Ch., 1892, annexe 1881, p. 98. « La personne civile n'est pas un produit naturel du contrat d'association, ce ne peut être qu'une création de la loi, et il appartient au législateur de dire comment elle doit naître, se développer et disparaître. » Exposé des motifs.

définissait la personnalité civile « une fiction légale en vertu de laquelle une association est considérée comme constituant une personne morale distincte de ses membres, qui leur survit, et en qui réside la propriété des biens de l'association (1). »

Le projet de la commission se rapprochait sensiblement de celui du Gouvernement. Son article 9 donnait la même définition de la personnalité civile, et le rapporteur ajoutait dans son exposé des motifs : « l'article 9 donne de cette personnalité une définition intéressante en ce qu'elle n'a pas encore été fixée jusqu'à présent par le législateur (2). » L'intention de la commission, comme celle du gouvernement, était donc bien d'imposer législativement la théorie de la fiction. Fort heureusement, une telle conception n'a pas triomphé. Déjà, dans leurs propositions de loi,

1. Projet de loi sur le contrat d'association. *J. Off.*, Ch., session extraordinaire, année 1899, page 125, annexe n° 1184. Déjà dans sa proposition de loi du 11 février 1882 (Ch., 1882, *J. Off.*, *Doc. p.*, 345, annexe n° 397), M. Waldeck-Rousseau avait jugé « nécessaire de définir la personnalité civile, parce que définir c'est justifier en même temps la nécessité d'une loi pour la concéder. » Cette définition se trouvait insérée dans l'article 7 qui déclarait la personnalité civile une fiction légale. Le projet de loi qu'il déposa sur le bureau du Sénat, le 23 octobre 1883 (*J. Off.*, Sénat, 1883, *Doc. p.*, 1018, annexe n° 4), reproduit presque textuellement l'exposé des motifs du projet de loi de 1882. L'article 14 donne la définition de la personnalité civile.

2. Rapport de M. Trouillot, *J. Off.*, du 1^{er} juill. 1900, annexe n° 1692, p. 1217.

MM. Cunéo d'Ornano (1), Charles Gras (2) et Lemire (3) avaient écarté la théorie de la personne fictive, et reconnaissaient le droit à toute association légalement constituée de posséder librement.

Les idées du gouvernement furent vivement attaquées à la Chambre lors de la discussion générale. M. l'abbé Gayraud développa un contre-projet tendant à accorder la personnalité morale à tout groupement régulièrement organisé (4). M. l'abbé Lemire critiqua la définition de la personnalité civile insérée dans la loi, la considérant à la fois comme inexacte, inutile et dangereuse (5). Lors de la discussion de l'article 5 du projet de loi, un grand débat devait s'engager sur la nature de la personnalité morale entre M. Waldeck-Rousseau et M. Piou, adversaire déterminé de la fiction. Mais la commission avait déjà pris les devants ; d'elle-même, elle proposa une nouvelle rédaction de cet article, accordant aux associations simplement déclarées une capacité restreinte (6). C'était

1. *J. Off.*, du 2 juillet 1898, Ch., annexe n° 29, p. 1131.

2. *J. Off.*, du 15 décembre 1890, Ch., annexe n° 417, p. 427.

3. *J. Off.*, du 8 décembre 1898, annexe n° 427, p. 346.

4. Ch., 24 janvier 1901, *J. Off.*, 25 janvier 1901, Débats, p. 213.

5. Ch., 29 janvier 1901, *J. Off.*, 30 janvier 1901, Débats, p. 213.

M. l'abbé Lemire admet la théorie de la propriété collective de M. de Vareilles-Sommières. A la même séance M. Cunéo d'Ornano présente un contre-projet dans lequel il critique la théorie de la fiction.

6. V. au sujet de l'article 5 l'intéressante discussion qui eut lieu à la Chambre le 4 février 1901, *J. Off.*, 5 février 1901, Débats, p. 283.

reconnaître qu'une association peut acquérir la personnalité morale sans intervention du législateur, c'était nier le rôle créateur de l'État, rejeter la théorie de la fiction, et détruire toute l'économie du projet primitif. Aussi lorsque la Chambre en vint à examiner l'article 9 du projet qui définissait la personne morale une fiction, sur la simple remarque de M. l'abbé Lemire, que cet article était devenu inexact et sans raison d'être, il fut supprimé sans discussion (1).

Nous avons cru intéressant de suivre l'évolution qui s'est faite dans l'esprit du législateur de 1901, pour bien nous convaincre, qu'il n'a entendu nous imposer aucune conception théorique, et que c'est volontairement et en connaissance de cause, qu'il n'a pas voulu insérer dans la loi une définition de la personnalité civile. Il n'est peut-être même pas téméraire d'affirmer qu'il a entendu répudier la théorie de la fiction, puisqu'en reconnaissant dans une certaine mesure la personnalité aux associations simplement déclarées, il a écarté la première et la plus grave des conséquences de ce système. Dans tous les cas, l'interprète reste libre, et nous pouvons, en notre matière, appliquer la libre méthode d'interprétation scientifique si largement préconisée par M. Géný : « A défaut de toute direction formelle et pour tous les points nombreux qu'il ne trouve nettement réso-

V. J. Off., du 26 février 1901, Ch., Débats, p. 551.

lus, ni par la loi, ni par la coutume, le jurisconsulte n'aura d'autre ressource que de scruter directement la nature des choses, et d'interroger lui-même les éléments sociaux dont il doit fixer la règle (1). » Or, si l'on refuse de se contenter d'un examen superficiel, si l'on veut pénétrer plus intimement la nature de la personne morale, on est contraint de reconnaître qu'en présence de tout groupement organisé « il n'y a que deux réalités possibles : ou bien tenir compte de la volonté commune, qui se dégage de la multiplicité des personnes associées, et faire de cette personnalité juridique, non plus fictive mais réelle, le sujet unique de l'actif social, ou bien s'abstenir de ce procédé d'unification, pour s'en tenir à l'idée d'un groupement collectif, qui possède en commun, gère en commun, détient en commun, de telle sorte que la collectivité seule ait des droits et les individus aucun (2). »

1. Gény. *Méthode d'interprétation et sources en droit privé positif*, p. 581.

2. Salcilles. Les personnes juridiques dans le Code civil allemand. Dans la *Revue du Droit public*, t. 15, p. 429.

CHAPITRE II

La responsabilité de l'être moral et la théorie de la propriété collective.

A l'encontre de la théorie de la fiction, les partisans de la propriété collective ne voient nullement dans la personne morale un être nouveau indépendant des individualités qui le composent (1).

1. BIBLIOGRAPHIE. — Van den Heuvel. *De la situation légale des associations sans but lucratif en France et en Belgique*. Paris, Bruxelles 1884. — Mongin. *Étude sur la situation juridique des Sociétés dénuées de personnalité*. Dans la *Revue Critique*, 1890, pages 697 et s. — Saleilles. *Histoire des Sociétés en commandite*. *Annales de droit commercial*. Année 1895, pages 10 et 49 et s., 1897, pages 29 et s. — De Vareilles-Sommières. *Note sur la personnalité morale, extrait du Congrès international de Droit comparé, 1900. Les personnes morales* (Paris, 1902). — Gény. *Méthode d'interprétation et sources en droit privé positif*. Jossierand. *Essai sur la propriété collective*. Dans le livre du Centenaire du Code civil (1, p. 357 et s.) — Planiol. *Traité élémentaire du droit civil*, 4^e édition, tome I, p. 970 et s. — Berthélemy. *Traité élémentaire de droit administratif*, 3^e édition, p. 28 et s.

V. L'examen critique de cette doctrine dans Michoud, *Revue du droit public*, t. 20, p. 392 et s. — *Théorie de la personnalité morale* t. I, p. 53 et s. — Capitant. *Introduction à l'étude du droit civil*. 2^e éd. 1904, p. 170 et s. — Saleilles. *De la personnalité juridique*, p. 386 et s.

Pour eux la fiction est un simple procédé d'exposition pour aider la pensée : « L'utilité de la fiction, dit M. de Vareilles-Sommières, c'est de peindre et de résumer élégamment un état de choses, de lui donner du relief et de la couleur, de simplifier la description d'une situation compliquée ; c'est d'être un excellent procédé de conception et d'exposition ; c'est de rendre des services à la science et à l'enseignement, c'est d'alléger le langage et même la pensée ; telle est l'utilité, toute l'utilité de la personnalité morale (1). »

Les droits que l'on attribue à l'être moral appartiennent en réalité aux membres qui le composent ; ce sont eux qui sont propriétaires, créanciers, débiteurs, ce sont eux qui sont responsables des délits ou quasi-délits qui ont pu être commis dans l'administration du patrimoine commun. Mais en vertu des conventions passées entre eux et qui ont été portées à la connaissance des tiers, ils ont soumis une portion de leur patrimoine à un régime spécial, le régime personnifiant (2). En se groupant, les mem-

1. De Vareilles-Sommières. *Les personnes morales*, p. 225, n° 484.

2. Nous donnons une idée générale du système, sans entrer dans le détail des théories qui ont été émises, tout en reconnaissant qu'au point de vue doctrinal il y a entre elles des nuances assez délicates à saisir. C'est ainsi que M. de Vareilles-Sommières ne voit dans la propriété collective qu'une forme particulière de l'indivision, tandis que MM. Planiol et Berthélemy l'en distinguent nettement.

bres de l'association ont affecté une partie de leurs biens au but qu'ils poursuivent en commun, et en raison même de cette affectation, le patrimoine collectif est soustrait à l'influence de chacun d'eux.

Il s'ensuit qu'aucun associé ne peut, sans le consentement de tous, disposer de sa part dans les objets communs, il ne peut également poursuivre isolément le recouvrement de sa part dans les créances sociales, mais il ne peut aussi être poursuivi sur ses biens propres par les créanciers de la Société. Il ne s'agit plus ni d'une propriété individuelle, ni même d'une propriété indivise, les associés possèdent alors collectivement, c'est-à-dire à eux tous envisagés comme n'étant qu'un (1).

La constitution d'un tel patrimoine, soustrait aux gages des créanciers propres de chaque associé, n'a rien en soi, ni d'anormal, ni d'antijuridique (2). Chacun peut à son gré disposer de son bien comme il l'entend, il peut, sauf en cas de fraude, soustraire

1. Nous pouvons, dit M. Berthélemy, être de trois manières propriétaires d'un champ ou d'un troupeau :

Individuellement, c'est-à-dire chacun pour une part divisée, pour un nombre déterminé de bêtes ;

Indivisément, c'est-à-dire chacun pour une quote-part de champ ou de troupeau.

Collectivement, c'est-à-dire à nous tous envisagés comme n'étant qu'un (*Traité él. de droit administratif*, 3^e éd., page 32).

2. V. Saleilles. *Hist. des Sociétés en commandite. Annales de droit commercial*, 1897, p. 29 et s.

par voie d'aliénation une portion de son patrimoine au gage de ses créanciers, pourquoi ne pourrait-il le faire par voie d'affectation volontaire ? A cela rien d'injuste : il aurait pu, par diverses libéralités, s'appauvrir définitivement, faire don à des œuvres philanthropiques, à des associations artistiques ou littéraires auxquelles il s'intéresse, à des groupements préalablement organisés, de sommes considérables ; il peut sans aucun doute, en s'associant avec d'autres individus, détacher de son patrimoine propre un certain nombre de biens, pour les affecter à la réalisation du but poursuivi en commun.

Ces biens ne sont nullement des biens sans maître (1), ils sont seulement soustraits au régime de la propriété individuelle, et possédés collectivement par l'ensemble des associés. Joignez à cette propriété collective, une administration centralisée, en apparence tout se passe comme si l'association était propriétaire du patrimoine commun, dans la réalité, et si l'on va au fond des choses, ce sont toujours les associés qui

1. C'est en ce sens que la théorie que nous exposons diffère essentiellement de la théorie de Brinz et de Bekker dite des droits sans sujets. Pour ces auteurs, les biens n'appartiennent pas nécessairement à quelqu'un, ils peuvent aussi appartenir à quelque chose, *pertinere ad aliquid* ; les biens des personnes morales appartiennent au but auquel ils sont affectés. V. pour l'exposition et la réfutation de cette théorie, Michoud, *Théorie de la personnalité morale*, t. I, p. 39 et s., et Saleilles, *De la personnalité juridique*, p. 475 et s.

sont titulaires des droits que l'on attribue à la personne morale.

II

Avec une telle doctrine, il semble qu'on ne puisse parler de responsabilité propre à la personne morale. « La personne morale, même n'étant qu'une fiction doctrinale, n'étant rien, ne peut encourir aucune responsabilité civile, ou pénale. Elle est incapable d'accomplir la moindre faute, la moindre infraction ; elle ne peut répondre des fautes des préposés dont elle n'est que le commettant imaginaire ni des dommages causés par les choses dont elle n'est que le propriétaire fictif : elle est aussi impuissante à réparer le mal qu'à le causer, aussi impuissable qu'impeccable (1). »

Mais ce n'est pas là, nous semble-t-il, qu'une simple question de mots. Si l'on admet, comme le font les partisans de la propriété collective, que l'idée de personne morale n'est qu'une image, une simple création de la pensée et du langage pour résumer élégamment un certain état de choses, nous croyons que l'on peut pousser plus loin la comparaison et parler encore de responsabilité de l'être moral. Seulement, il faut comprendre la portée de l'expression.

1. De Vareilles-Sommières. *Les personnes morales*, n° 1034.

Responsabilité de la personne morale, cela veut dire responsabilité collective des associés, qui à cause de la structure et du régime de l'association sont condensés dans notre esprit en une personne fictive (1).

La personne morale sera tout d'abord responsable des fautes tant délictuelles que contractuelles que les associés, agissant en cette qualité, auront commises tous ensemble dans la gestion d'une affaire ayant trait à l'entreprise sociale. Si l'hypothèse est rare, (car, en général, les associés sont trop nombreux pour pouvoir se concerter et agir en commun), elle est susceptible de se présenter. Mais la personne morale sera plus souvent responsable des délits ou quasi-délits commis par ses gérants ou préposés dans l'exercice de leurs fonctions. L'article 1384 doit s'appliquer ici comme dans les rapports entre particuliers. De même que le commettant répond des fautes de son préposé, les associés, pris dans leur ensemble, devront indemniser les tiers qui auront subi un dom-

1. De Vareilles-Sommières, *loc. cit.* C'est la même idée qu'exprime M. Planiol. *Traité élémentaire de droit civil*, 4^e édition, t. 2, p. 289 en note : « L'idée d'une responsabilité pour les personnes fictives se concilie de la façon la plus simple avec la théorie d'après laquelle ces prétendues personnes ne sont que des masses de biens possédées collectivement. Elle signifie que les agents qui administrent ces patrimoines collectifs engagent la masse par leurs fautes aussi bien que par leurs actes juridiques, quand ils agissent en ladite qualité. »

mage du fait de leurs représentants chargés de l'administration du patrimoine commun (1).

La personne lésée pourra, sans aucun doute, s'attaquer tout d'abord au patrimoine collectif; c'est le gérant qui a commis une faute, c'est en qualité de maîtres du patrimoine commun que les associés seront déclarés responsables. La victime du dommage trouve dans cette organisation collective, dans le droit de poursuivre directement la personne morale, un avantage considérable. Inutile comme en matière d'indivision de mettre en cause tous les associés, inutile de les assigner tous, il lui suffira de poursuivre le représentant de la personne morale qui agit au nom de tous ses coassociés, et pour gage des condamnations prononcées à son profit, elle aura tout le patrimoine social.

M. Michoud (2) ne pense pas que la théorie de la propriété collective puisse permettre de fonder rationnellement la responsabilité délictuelle des personnes morales. Les associés, dit-il, ne seront tenus des fautes de leurs représentants que si l'on peut considérer ces derniers comme leurs préposés au sens de l'article 1384, c'est-à-dire s'ils les ont eux-mêmes choisis et s'ils conservent à leur égard un certain droit de contrôle. Le patrimoine social ne pourrait

1. De Vareilles-Sommières, *op. cit.*, n° 1036.

2. Michoud, *Théorie de la personnalité morale*, t. 2, p. 230 et *Revue du droit public*, t. 20, p. 344.

être poursuivi directement, la victime du délit ne pourrait atteindre que certains associés, ceux qui, conformément à l'article 1384, ont commis une faute, soit dans le choix, soit dans la surveillance de leur préposé.

C'est, croyons-nous, malcomprendre le principe sur lequel repose la propriété collective. Sous ce régime les associés n'agissent, pas plus qu'ils ne possèdent, séparément. Leur action doit être commune, toute décision est censée émaner de l'ensemble des associés, et si, pour en faciliter la gestion, les associés confient l'administration du patrimoine collectif à quelques-uns d'entre eux, ce ne peut être que comme mandataires du groupe tout entier qu'agissent ces représentants.

III

Mais si le patrimoine social est insuffisant pour la désintéresser, la personne lésée pourra-t-elle poursuivre individuellement un ou plusieurs des coassociés ?

En matière de faute contractuelle, la question ne semble pas soulever de sérieuses difficultés. Sans doute, le contrat a été passé au nom de tous les coassociés, ce sont eux et non pas la personne fictive qui ont agi par l'intermédiaire de leurs représentants, mais en vertu de l'acte constitutif de la société, qui a dû

être porté à la connaissance des tiers, ils ont entendu limiter le montant des engagements collectifs au patrimoine commun. Les tiers qui ont contracté avec eux ont eu connaissance des statuts de l'association, ils ont accepté, pour toutes les suites du contrat, de n'avoir pas d'autre gage que l'avoir commun (1).

1. Cf. De Vareilles-Sommières, *op. cit.*, n° 1038. Cette conception de la propriété en main commune et de limitation du gage des créanciers sociaux au patrimoine commun n'est pas étrangère à notre jurisprudence. V. notamment Tribunal civil de Dieppe, 4 juillet 1899, confirmé par arrêt de la Cour de Rouen, 27 décembre 1899. *Le Droit*, 8 février 1900 et *La Loi*, 28 février 1900.

La Société des Courses du Tréport avait été assignée en paiement de différents travaux qui avaient été commandés par ses administrateurs, et n'avaient pas été soldés. Le tribunal de Dieppe, après avoir déclaré que la Société des Courses du Tréport constituait en réalité, non pas une société, mais une association dépourvue de personnalité civile qui, grâce à l'autorisation préfectorale dont elle était pourvue, pouvait être valablement représentée en justice sans qu'il fût nécessaire de mettre en cause tous les associés, ajoute :

« Attendu qu'il résulte de ces principes :

« 1° Que la Société civile des Courses du Tréport ne constitue ni une société, ni une personnalité juridique;

« 2° Que les membres de la dite société entre lesquels il existe une association de fait, ont été valablement assignés en la personne de leurs administrateurs ;

« Que par suite toute condamnation intervenant contre la société serait en principe applicable aux membres de ladite société pour leur part virile dans la dette commune par application des articles 1220, 1222 et 2092 du Code civil, et notamment aux membres du conseil d'administration individuellement désignés dans l'assignation.

« Attendu toutefois que l'article 8 des statuts de la société dispose

Mais lorsqu'il s'agit de fautes délictuelles commises par un représentant ou un préposé de la société, aucune limitation n'est plus permise, car s'il est possible en vertu d'une convention librement acceptée par l'autre partie de s'exonérer des conséquences de ses contrats, il ne peut être permis de rejeter ou d'atténuer par avance la responsabilité de ses délits ou quasi-délits.

M. de Vareilles-Sommières est formel en ce sens(1), et c'est à la même solution qu'aboutit M. Planiol lorsqu'il voit dans tout délit accompli par le syndicat, une faute collective, engageant la responsabilité de tous les syndiqués. « C'est toujours la même cause dit-il, qui obscurcit toutes ces matières, la présence de cette personne irréaliste et intangible que nous mettons à la place des individus associés et qui nous

que les actionnaires ne sont engagés que jusqu'à concurrence du montant de chaque action, qu'au delà tout appel de fonds est interdit ;

« Que cette clause peut faire échec au droit de poursuite des créanciers lorsqu'il résulte des circonstances de la cause que les créanciers ont connu et accepté la limitation à leur mise des engagements contractés par les associés.

« Attendu, en effet, que la règle d'après laquelle le débiteur répond sur tous ses biens des engagements par lui contractés, *n'est pas d'ordre public, qu'il peut y être dérogé par convention spéciale ; etc...* »

1. De Vareilles-Sommières, *op. cit.*, n° 1038. « Mais s'il s'agit d'une faute délictuelle, la victime du dommage peut au besoin poursuivre les associés sur leurs biens personnels, car, en pareil cas il n'a point accepté une limitation de leur responsabilité et de ses droits. »

les cache. La vérité et la justice veulent qu'on en arrive à la responsabilité individuelle de tous les individus associés, sauf à rechercher, pour la rendre plus lourde, celle des chefs et des meneurs... S'il est possible d'admettre une limitation du risque quand il s'agit des spéculations d'argent au profit des actionnaires ou des commanditaires d'une société, il n'y a aucune bonne raison pour autoriser une limitation, ni à plus forte raison une suppression totale de la responsabilité en matière d'actes illicites (1). »

Nous estimons donc que la théorie de la propriété collective doit conduire en matière de responsabilité à une solution tout à fait opposée à celle de la fiction. Tandis qu'avec cette dernière conception, ni l'être moral ne saurait être déclaré responsable, puisque, étant sans volonté, il est incapable de commettre aucune faute, ni les associés ne peuvent avoir à supporter individuellement aucune responsabilité, puisqu'ils sont demeurés personnellement étrangers au délit, avec la théorie de la propriété en main commune, la victime du délit pourra s'adresser pour obtenir réparation du préjudice causé, non seulement au patrimoine commun, mais encore aux biens propres de chacun des associés.

Un tel résultat, tout à fait équitable lorsqu'il s'agit

1. Planiol, note sous D. 1907,2.32. Jugement du Tribunal civil de la Seine du 5 décembre 1905.

des sociétés civiles ou en nom collectif ou même d'associations dépourvues de personnalité, nous paraît inadmissible lorsqu'on se trouve en présence de véritables personnes morales. Dira-t-on, lorsque le maire ou un employé de la commune commet un délit, que chacun des habitants doit être personnellement responsable des fautes de son préposé? Le simple bon sens répond non. Et cependant si l'on admet que le patrimoine communal n'appartient pas à un être réel ou fictif, la Commune, qu'il est la propriété collective de l'ensemble des habitants qui le gèrent et l'administrent par l'intermédiaire de leurs représentants, l'on est obligé de convenir que cette solution est la seule qui soit logique.

IV

La grande erreur des partisans de la propriété collective est de vouloir généraliser et d'étendre à tous les groupements une conception qui ne s'applique qu'à quelques-uns d'entre eux (1). Il est indénia-

1. On a fait à la théorie de la propriété collective appliquée au droit français deux objections: l'une tirée de l'article 2092, l'autre tirée de l'article 543. L'article 2092 décide que quiconque s'oblige personnellement doit remplir ses engagements sur tous ses biens; il est impossible par suite, dit-on, de restreindre les droits des créanciers qui ont traité avec les représentants des associés, au patrimoine social. Mais cet article n'est pas d'ordre public, et l'on peut fort bien admettre

ble que c'est elle qui rend le mieux compte de la réalité des choses en matière de communauté entre époux, de société civile, de société en nom collectif ou en commandite simple (1) et d'association dépourvue de personnalité ; mais il est impossible de l'étendre à l'État, aux départements et aux communes, aux associations à but idéal, comme aux syndicats professionnels.

L'élément patrimonial n'a pas, dans tous ces groupements, le rôle que voudraient lui attribuer M. de Vareilles-Sommières et ses partisans. « Qui donc, demande M. Capitant, définirait l'État : une masse de biens qui appartiennent à tous les nationaux (2) ? »

qu'en vertu de conventions connues des tiers, les associés ont pu limiter les droits de ces derniers au patrimoine social. C'est la solution admise par la jurisprudence ; V. jugement du Tribunal de Dieppe précité.

Quant à l'article 543 il énumère les droits réels que l'on peut avoir sur les biens ; or, dit-on, le système de la propriété collective crée une nouvelle forme de la propriété. La réponse est facile, il ne s'agit pas, avec cette théorie, de créer une nouvelle forme de propriété, mais de donner une explication de la personnalité civile lorsqu'elle est reconnue par la loi. Cf. Saleilles, *De la personnalité juridique*, p. 403 et s.

1. V. Masse, *Caractère juridique de la communauté entre époux*. Saleilles, *Histoire des Sociétés en commandite*. Jossierand, *Essai sur la propriété collective*, *op. cit.*, p. 366 et s. Capitant, *Introduction à l'étude du droit civil*, p. 170. Michoud, *Théorie de la personnalité morale*, t. I, p. 178.

2. Capitant, *Introduction à l'étude du droit civil*, 2^e éd., p. 178. V. de même Larnaude (*Revue du droit public*, 1906, p. 580) : « Si l'on songe à cette grande personne morale qu'est l'État, et à tous les droits

Sans doute une personne, quelle qu'elle soit, physique ou morale, a nécessairement un patrimoine, « elle peut posséder fort peu de choses ; n'avoir ni biens, ni droits d'aucune sorte, ou même comme certains aventuriers, n'avoir que des dettes : elle a néanmoins un patrimoine. Patrimoine ne signifie pas richesse ; un patrimoine ne renferme pas nécessairement une valeur positive, il peut être comme une bourse vide et ne rien contenir (1). » Mais puisque patrimoine ne signifie pas richesse mais plutôt capacité d'acquérir, ne devons-nous pas en conclure que l'existence de la personnalité morale n'implique pas nécessairement l'existence d'une richesse collective (2) ?

qu'il exerce et est appelé à exercer dans l'ordre de la puissance publique comme dans celui de la gestion des énormes intérêts qu'il représente, est-ce qu'il ne paraît pas plus que singulier et d'un paradoxe vraiment outrancier de supprimer ainsi d'un trait de plume la personnalité morale ? »

1. Planiol, *Traité élémentaire de droit civil*, 4^e éd., t. I, p. 671.

2. Cette remarque permet de répondre à une objection formulée par M. Planiol contre la personnalité morale et qui à première vue pourrait sembler décisive en faveur de la propriété collective. Le canton, dit-il, a reçu toute une organisation administrative, et cependant n'est pas considéré comme une personne morale, pourquoi ? parce qu'il n'y a pas de domaine cantonal ; la section de commune au contraire, dépourvue de tout organe, privée de tout représentant, est considérée comme une personne, pourquoi ? Parce qu'elle a des biens. V. Planiol, *Traité élément.*, 4^e éd., t. I, p. 976. Ne semble-t-il pas ici que M. Planiol commette la confusion entre la richesse et le patrimoine contre laquelle il nous mettait lui-même en garde. Si le canton n'est pas personne morale, ce n'est pas parce qu'il n'a pas de biens, mais

Comme l'aventurier dont parle M. Planiol, l'association peut n'avoir pas un sou dans sa caisse. « Elles sont nombreuses les personnes juridiques qui ne possèdent point de richesses ou dont les richesses ne jouent dans leur existence ou dans leur fonctionnement qu'un rôle tout à fait secondaire et presque négligeable ; dira-t-on d'une association d'étudiants, d'un syndicat professionnel, que leur personnalité est synonyme de propriété collective ? Ce serait fausser l'esprit même de pareils groupements (1). »

Les partisans de la théorie que nous critiquons, tout en exagérant l'importance de l'élément patrimonial, négligent un élément beaucoup plus considéra-

parce que pour des raisons d'ordre administratif, la loi ne lui a pas reconnu la capacité d'en avoir. Est-ce à dire que du jour où une législation nouvelle lui reconnaîtrait cette capacité, il deviendrait synonyme de propriété collective ? Personne, je crois, n'oserait le soutenir. Les uns bénéficiaires de larges libéralités pourraient acquérir rapidement des richesses assez considérables, tandis que d'autres pourraient demeurer fort longtemps sans rien posséder. Dira-t-on que les premiers ont la personnalité morale et que les autres ne l'ont pas ?

La façon dont la personnalité a été reconnue au département a pu contribuer à tromper les partisans de la propriété collective sur le rôle d'une masse de biens en cette matière. Par décret certains biens furent attribués aux départements, qui de ce fait devinrent de simples subdivisions administratives, de véritables personnes morales. Mais le pouvoir central aurait pu agir différemment et déclarer le département capable d'acquérir certains biens, de profiter de certains impôts sans faire naître immédiatement une propriété collective départementale, il lui aurait également donné la personnalité morale.

1. Jossierand, *op. cit.*, p. 362.

ble pour la constitution de la personnalité morale : c'est la mise en commun des activités individuelles en vue de l'œuvre à accomplir ou du but à atteindre. C'est même cet effort vers un but idéal qui constitue l'essence des associations philanthropiques, scientifiques, artistiques ou littéraires. Ce que recherchent leurs membres, ce n'est pas la constitution d'un patrimoine destiné à les enrichir, c'est le soulagement des pauvres ou des malades, le développement des sciences, des arts ou de l'industrie, leur propre perfectionnement au point de vue moral ou intellectuel. Les biens que peuvent acquérir de telles personnes morales, ne sont pas le but qu'elles se proposent, ils ne sont pour elles qu'un moyen d'atteindre des fins supérieures (1).

L'insuffisance de la théorie de la propriété collective apparaît mieux encore en matière de fondations. M. de Vareilles-Sommières ne voudrait y voir que des associations élargies, mais une pareille conception est en tous points inadmissible. Prenons une fondation établie en vue de soigner les malades ou de secourir les pauvres : quels seront les propriétaires des biens dont elle dispose ? Les malades actuellement en traitement à l'hôpital, les pauvres actuellement secourus ? Sans aucun doute, non puisque la fondation est de sa nature perpétuelle et que ses

1. Michoud *op. cit.*, t. I, p. 63.

bienfaits sont susceptibles de s'étendre à toutes les personnes qui remplissent les conditions prévues par les statuts. Mais alors les propriétaires des biens de la fondation seraient des personnes indéterminées et indéterminables, et la difficulté s'accroît encore lorsque l'on envisage les fondations de prix destinés à récompenser les personnes ayant rendu des services à la société, ou de bourses pour des étudiants. L'on est obligé de convenir que les biens qui les constituent n'appartiennent à personne, mais au but auquel ils sont affectés ; pour nous ils appartiennent à la personne morale.

CHAPITRE III

La responsabilité de l'être moral et la théorie de la réalité des personnes morales (1).

I

Si nous ne sommes pas parvenu jusqu'ici à fonder d'une façon rationnelle ou satisfaisante pour l'équité

1. BIBLIOGRAPHIE. — Hauriou, *Précis de droit administratif*. De la personnalité comme élément de réalité sociale, *Revue générale du droit, de la législation et de la jurisprudence*, année 1898, p. 5 et 119. *Leçons sur le mouvement social*, 5^e leçon. *Principes de droit public*, Paris, 1910, « La personnalité juridique », ch. XIV, p. 639 à 695. Boistel, *Cours de philosophie du droit*, t. II, *Conception des personnes morales*. Rapport présenté au deuxième Congrès international de philosophie tenu à Genève du 4 au 8 septembre 1904, Genève, 1905, Kündig, éditeur. Saleilles, *Les associations dans le nouveau Code civil allemand* dans le Congrès sur le droit d'association, Paris, 1899. *Théorie générale de l'obligation*, n° 320. Les personnes juridiques dans le Code civil allemand, extrait de la *Revue de droit public*, t. XV. *De la personnalité juridique, histoire et théories*. Paris, 1910. Michoud, La notion de la personnalité morale, *Revue du droit public*, t. XI. Responsabilité de l'État, *id.*, t. III et IV. *Théorie de la personnalité morale*, 2 vol., 1906 et 1909. Capitant, *Introduction à l'étude du droit civil*, 2^e éd., p. 170 et suiv. Mestre, *Les personnes morales et le problème de leur responsabilité pénale*. Thèse Paris, 1899.

la responsabilité des personnes morales, cela tient à ce que les conceptions que nous venons d'examiner, et qui nous ont servi de point de départ dans la recherche du problème que nous nous sommes posé, sont ou superficielles, ou erronées. Les partisans de la fiction se contentent d'une explication qui n'en est pas une ; dire qu'une association ou une fondation sont des personnes fictives, c'est dire en vérité qu'elles n'existent pas, et tout raisonnement à l'égard de ces êtres sans existence n'est qu'arbitraire, puisqu'ils n'ont que les droits et les obligations qu'on veut bien fictivement leur reconnaître. Quant aux partisans de la propriété collective, il semble qu'eux aussi ne sont pas allés au fond des choses, que fascinés en quelque sorte par les sociétés et les associations à but économique, ils ne se sont pas aperçus que dans nombre de groupements ou d'établissements ayant un but plus élevé, plus idéal, il y a autre chose que la mise en commun d'un patrimoine social.

En droit, comme dans toutes les sciences positives, lorsqu'un phénomène nouveau dont l'explication ne nous a pas encore été donnée se présente à nous, il faut pour parvenir à la découverte de la vérité, adapter les conceptions théoriques aux faits et non pas les faits aux conceptions théoriques (1). La science

1. Voyez Duguit, *L'État, le droit objectif et la loi positive*, p. 241.

du droit, comme celle des mathématiques, possède en elle une force de déduction considérable qui permet de tirer les conclusions les plus rigoureuses des principes qui auront été antérieurement posés. Si donc, nous voulons éviter les erreurs qui sont la conséquence logique et irrémédiable d'un mauvais point de départ, nous devons nous efforcer d'établir scientifiquement nos prémisses, le principe qui doit servir de base à nos conceptions juridiques. Avant la méthode déductive doit apparaître la méthode inductive, c'est-à-dire celle qui permet de s'élever de l'examen des phénomènes particuliers aux conceptions générales et théoriques (1).

En cette délicate matière de la personnalité morale plus que partout ailleurs, c'est ainsi qu'il importe de procéder. Nous devons examiner les faits, c'est-à-dire prendre les personnes morales telles qu'elles se présentent à nous, les analyser, les disséquer en quelque sorte, voir comment elles agissent et comment elles vivent, si ce sont de purs fantômes insaisissables ou des réalités douées d'un organisme et d'une vie propre (2). C'est alors seulement que faisant

1. Il faut procéder du mieux connu au moins connu. V. Hauriou, *Principes de droit public*, p. 642.

2. Un examen même superficiel des personnes morales permet d'écarter une théorie dite organique ou biologique qui tend à assimiler les sociétés au corps humain. Si la comparaison est permise entre les cellules du corps humain et les cellules du corps social qui sont

usage de la méthode déductive, qui viendra vérifier et corroborer nos observations, nous pourrions déterminer si ces personnes morales sont responsables et quelle est la mesure de leur responsabilité.

II

Nous disons que certains groupements, certains établissements sont des personnes morales. Or, pour constituer une personne, il faut antérieurement exister, posséder une individualité distincte de celle des autres êtres répandus dans la société. Tous les individus ne sont pas des personnes, mais toute personne comprend nécessairement en elle un individu. Les deux notions diffèrent profondément, la notion d'individualité se retrouve chez tous les êtres depuis les simples minéraux jusqu'aux êtres immatériels, c'est une notion purement objective, tandis que la notion de personnalité nécessite d'autres éléments, d'ordre subjectif, qui ne se retrouvent que chez certains d'entre eux (1).

les hommes, les membres de l'homme et les organismes sociaux, toute assimilation doit être écartée entre des éléments si dissemblables. V. dans le sens de cette théorie: Worms, *Organisme et société*, Paris, 1896.

1. Hauriou, De la personnalité comme élément de réalité sociale, *Revue générale du droit*, A. 1898, p. 6 : « Une personne c'est un individu en tant que doué d'une vie subjective raisonnable; tous les individus n'ont point ce privilège. Un caillou est un individu qui n'est pas

Ce qui constitue la personnalité chez l'homme, pour M. Boistel (1), c'est la puissance supérieure de direction qu'il a sur tous ses actes et que ne possèdent ni les animaux, ni les plantes; la personnalité pour lui réside essentiellement dans la volonté, dans le pouvoir qu'a l'homme d'agir librement et de se décider en connaissance de cause. M. Michoud attache moins d'importance à cet élément subjectif de la volonté, ou plutôt il considère qu'il est inutile que la volonté existe chez l'individu même doué de personnalité; elle n'est pour lui qu'un élément externe qui peut se trouver chez une personne autre que le titulaire du droit. Il définit le droit subjectif un intérêt garanti par une force de volonté et juridiquement protégé par la loi. Pour qu'il y ait droit subjectif et par suite personnalité, il suffit que la loi reconnaisse

doué de vie subjective, un animal est un individu doué de vie subjective, mais comme il est dénué de raison, il ne constitue pas non plus une personne. » Dans son nouvel ouvrage (*Principes de droit public*), M. Hauriou a insisté sur la nécessité de dégager tout d'abord l'organisme social, l'élément objectif de la personne morale avant de chercher en elle une réalité subjective. « Nous allons procéder de l'objectif au subjectif, c'est-à-dire que nous allons reprendre pied dans l'individualité objective de la nation aménagée d'une manière raisonnable et que nous allons montrer comment la personnalité juridique jaillit à un moment donné de cet arrangement et comment elle est conditionnée. » *Principes de droit public*, p. 642. C'est cette méthode que nous suivons.

1. Boistel, *Conception des personnes morales*, op. cit., p. 188. *Cours de philosophie du droit*, t. II, p. 23.

un lien entre la volonté externe et l'intérêt qu'elle protège, qu'elle la considère comme une force mise au service de ce dernier. Il est juste de reconnaître que cette conception permet seule d'expliquer comment les enfants et les fous peuvent être sujets de droits bien que dénués par eux-mêmes de volonté (1).

Au reste, peu nous importe le rôle exact de la volonté comme fondement de la personnalité, qu'il nous suffise de remarquer, qu'externe ou interne, elle en est un élément essentiel. Si nous voulons prétendre que les associations ou les fondations sont des personnes, nous devons trouver soit en elles-mêmes, soit dans d'autres personnes chargées d'agir en leur nom, une volonté capable de protéger leurs intérêts et leurs droits, comme de remplir leurs obligations.

Mais cet élément de réalité subjective n'est pas encore suffisant pour faire d'un individu une personne au sens juridique du mot. Les esclaves dans l'antiquité étaient doués d'intelligence et de volonté au même titre que les citoyens, et cependant ils n'étaient pas des personnes, ils n'avaient aucun droit. La loi, dans les débuts de l'ancienne Rome tout au moins, leur refusait tout droit d'acquérir ou de posséder, ils n'avaient ni biens, ni famille, ils étaient des choses dont le maître avisé devait, selon les préceptes de

1. Michoud, *Théorie de la personnalité morale*, t. I, §§ 45 et suiv.

Caton, se débarrasser comme d'objets inutiles, lorsqu'ils étaient devenus vieux ou infirmes et incapables de travailler. Pourquoi donc ces hommes qui étaient des personnes au point de vue philosophique, ne l'étaient-ils pas au point de vue juridique? Parce qu'ils n'avaient, ou plutôt, parce que la loi ne leur reconnaissait aucune valeur sociale. De même l'individu qui, antérieurement à la loi du 31 mai 1854, était frappé de mort civile, n'avait plus ni patrimoine, ni famille, la société l'avait jugé dangereux, il était déchu de ses droits, il ne constituait plus une personne.

Réalité objective, subjective et sociale (1), tels sont les trois éléments qui constituent la personnalité au point de vue juridique. Les retrouvons-nous dans l'ensemble des établissements ou groupements auxquels on donne généralement le nom de personnes morales (2)?

1. Le drame de la personnification, dit M. Hauriou, est en deux actes : premier acte, constitution d'une individualité objective complète, d'un automate social..., deuxième acte, apparition de la substance subjective. Hauriou, *Principes de droit public*, p. 645. Il y a, selon nous, un troisième acte : reconnaissance par le milieu social de la personnalité.

2. Nous avons emprunté ces idées à notre maître M. Saleilles, dans le cours de doctorat qu'il nous a professé dans l'année scolaire 1907-1908. V. Saleilles, *De la personnalité juridique*, p. 575 et suiv.

III

L'élément objectif apparaît tout d'abord. « Il est incontestable qu'une association, un établissement, une fondation, lorsqu'ils ont fonctionné un certain temps, prennent aux yeux de tous une individualité de fait, qui n'est autre que l'individualité sociale. Une Société de courses ou de concours hippique, une Société de patronage, une Société de secours mutuels, ne sont plus au bout de quelques années, des comités composés de tels ou tels membres, elles sont la Société, le Patronage, la Mutuelle,... il ne faut pas dire qu'elles sont devenues des êtres, abstraits ou fictifs, car elles ont une réalité concrète, quoiqu'en partie psychique, elles ont un local, un mobilier, un budget, un personnel, et de plus, elles existent dans la pensée de tous ceux qui les connaissent, mais cette existence s'est séparée de celle des individus, membres du comité (1). »

Ce qui établit la réalité objective de la personne morale, ce qui fait son unité, c'est que toutes les for-

1. Hauriou, *Revue générale du Droit de la législation et de la jurisprudence*, A. 1898, p. 126. M. Hauriou ne fait que reproduire presque textuellement un passage de son *Précis de droit administratif* (3^e éd., p. 124). Toutefois il ne parle plus ici, comme il l'avait fait précédemment, de personnalité de fait mais d'individualité, sa théorie s'est précisée, il distingue nettement l'individualité de la personnalité.

ces qui participent à son organisation et qui la constituent tendent vers un même but. Les éléments du corps social ne sont pas simplement juxtaposés, ils sont reliés entre eux, et tous ensemble, ils fonctionnent d'une façon régulière et harmonieuse en vue d'un idéal commun. Le corps social cesse alors d'être un corps inerte, il devient un être vivant, doué d'une activité propre tendant à la réalisation du but en vue duquel il a été constitué.

Mais déjà nous voyons apparaître dans la personne morale une réalité non plus seulement objective mais subjective; l'intérêt qu'elle poursuit ne se confond pas avec celui des membres qui la composent (1). L'association scientifique dont le savant fait partie, ne recherche pas l'intérêt des associés, mais celui de la science ou plutôt celui du genre humain tout entier auquel doivent profiter les progrès de la science; l'association charitable qui a pour but de secourir les pauvres ou les malades, n'a pas été instituée en vue de soulager la misère ou les souffrances des personnes généralement riches ou bien portantes qui la composent. Les personnes morales de droit public, l'État, les départements, les communes, qui ont une existence durable et presque infinie, n'hésitent pas à sacrifier les intérêts individuels au bien commun;

1. Michoud, *Théorie de la personnalité morale*, § 53, p. 113 et s.
Capitant, *Introduction à l'étude du droit civil*, p. 170.

souvent elles grèvent de charges considérables les générations présentes, en vue de bienfaits dont elles ne profiteront pas, et qui ne serviront qu'aux générations futures, qui n'ont rien fait pour en jouir. Lorsque l'État déclare la guerre à un peuple voisin, il se peut que l'intérêt de tel citoyen soit de demeurer en bons termes avec la nation belligérante, et cependant, sans hésiter, il fait le sacrifice de sa fortune ou même de sa vie si l'intérêt supérieur de l'État l'exige.

A cet intérêt collectif correspond une volonté collective chargée de le protéger. En se groupant, les associés détachent une partie de leur activité personnelle qui cesse d'être individuelle pour devenir sociale (1). Ce sont toujours les volontés individuelles qui lui servent de base, mais toutes, réunies en un faisceau unique, groupées et concentrées en vue d'un même but, constituent un tout bien différent de chacune d'elles (2).

C'est qu'en effet, ce que je veux comme individu ne

1. Boistel, *Cours de philosophie du droit*, t. II, p. 23.

2. C'est ce qu'a très nettement mis en lumière M. Jossierand, lorsque, insistant sur les différences entre la *Gesamte Hand* et la personnalité morale, il montre que ce qui caractérise cette dernière, c'est l'unification des forces et des volontés individuelles. « Elle (la personnalité morale) ramasse en une résultante unique toutes les forces engagées dans une entreprise, elle réalise la synthèse des volontés individuelles qui, au prix de leur individualité même, viennent se fondre dans le creuset commun pour constituer l'être moral, en qui se résumeront tous les droits, toutes les aspirations, comme toutes

correspond nullement à ce que je puis vouloir comme membre de la collectivité (1). Français, je veux la grandeur et la prospérité de mon pays, individu je recherche ma richesse et mon bien-être. L'ouvrier syndiqué chargé de famille, peut individuellement désirer ardemment la continuation du travail : à la maison, une femme et des enfants attendent, pour se nourrir, son salaire quotidien. Qu'importe, il obéira aux injonctions du syndicat parce que l'intérêt commun l'exige. Dira-t-on que la volonté du syndicat se confond avec celle de l'ouvrier syndiqué ?

Si j'osais faire une comparaison entre la volonté individuelle et la volonté collective, je dirais que cette dernière est à la fois plus stable et plus puissante. Elle est plus stable, car les intérêts qu'elle protège sont aussi plus durables. Les collectivités, du moins certaines d'entre elles, ne périssent pas ; par le renouvellement continu des éléments, des molécules qui les composent, elles sont destinées à vivre éternellement ou du moins fort longtemps. Aussi voit-on les sociétés se préoccuper plus de l'avenir

les charges de la collectivité. » Josserand, *Essai sur la propriété collective*, dans le *Livre du Centenaire du Code civil*, p. 364. Cf. Saleilles, *De la personnalité juridique*, p. 584.

1. Chaque individu, dit fort bien Jean-Jacques Rousseau dans son *Contrat social*, peut comme homme avoir une volonté particulière, contraire ou dissemblable à la volonté générale qu'il a comme citoyen, son intérêt particulier peut lui parler tout autrement que l'intérêt commun. *Contrat social*, 1-7.

que les particuliers, les engagements qu'elles contractent sont de longue durée et elles modifient difficilement les décisions qu'elles ont prises.

Si la volonté de la personne morale est plus stable, c'est aussi qu'elle est plus lente à se dégager. L'homme veut instantanément, la volonté de la personne morale n'apparaît que lorsque tous les organismes qui lui permettent de s'exprimer ont été mis en mouvement. Mais ses effets sont alors plus puissants que ceux de la volonté individuelle, ce que l'individu n'oserait pas entreprendre, la collectivité le fait. « En se groupant, ce n'est pas seulement l'addition, mais la multiplication de leur énergie que les hommes réalisent. Le groupement réveille les volontés endormies, suscite des volontés nouvelles, donne à chacun le sentiment de la force collective ; et grâce à ces influences multiples, grâce aussi à cette action mystérieuse qui naît des goûts et des aspirations dans les assemblées, se développe la volonté collective, bien supérieure en intensité, différente par conséquent de la somme des volontés individuelles (1). »

Nos deux premiers points sont acquis. Possédant une réalité objective et subjective, l'être moral constitue une personne au point de vue purement philosophique (2). Pour qu'il en soit également ainsi au

1. Mestre, *op. cit.*, p. 137.

2. Cf. Boistel, *Cours de Philosophie du droit*, t. II, p. 24.

point de vue juridique, une condition de plus est nécessaire, il faut que le milieu social accepte sa personnalité. « Il ne suffit pas en effet que le groupement ait une personnalité, il faut qu'on la lui reconnaisse. Sans cela, aucune efficacité sociale. L'esclave avait beau croire à sa personnalité, le milieu n'y croyait pas, socialement parlant, elle était inexistante (1). » Or, il est juste que la société reconnaisse l'existence de tout groupement qui, loin de se présenter à elle comme un rouage inutile, recherche le but qu'elle tend elle-même à atteindre, c'est-à-dire le bonheur de l'homme et son perfectionnement intellectuel ou moral.

Cette valeur sociale on la retrouve sans difficulté dans l'association. « Elle vise le développement et la garantie d'intérêts individuels ; elle tend à profiter soit aux associés, soit à des bénéficiaires inconnus auxquels s'adresse en quelque sorte le but idéal poursuivi par elle. Si donc ces mêmes intérêts ont une valeur sociale chez l'individu, ils en auront une décuplée lorsqu'ils auront pour se réaliser, toute la puissance qui ressort de l'union collective (2). » Mais on la rencontre aussi dans la fondation. Qu'il s'agisse d'hôpitaux pour les malades, de bibliothèques pour les étudiants, de secours à distribuer aux pauvres, son but est éminemment humanitaire et social. Sans

1. Hauriou, *Leçons sur le mouvement social*, 5^e leçon, p. 154.

2. Saleilles. *De la personnalité juridique*, p. 588 et 589.

doute, lorsque l'œuvre en vue duquel elle a été instituée est accomplie, elle devient sans utilité, et la laisser subsister, lui maintenir les ressources dont elle dispose, serait rendre improductives des richesses considérables. Elle doit alors cesser d'être, ou se transformer. Nous ne nions pas la nécessité d'un contrôle administratif, d'un conseil de surveillance qui doit empêcher la fondation de distraire inutilement une partie des biens de la société, mais lorsque celle-ci s'est rendu compte que loin de lui nuire, la fondation lui rend des services considérables, elle doit lui reconnaître, non seulement l'existence, mais encore la capacité nécessaire pour la réalisation du but qu'elle poursuit.

L'État ne crée pas la personne morale, il se borne à la reconnaître ; semblable à l'officier de l'état civil qui enregistre la naissance de l'enfant né vivant et viable, il constate seulement l'existence des personnes morales qui possèdent les trois éléments essentiels à la vie juridique. A une condition toutefois, c'est que l'être moral se présente à lui. La société ignore les personnes morales qui ne se sont pas fait connaître conformément aux lois. Et ceci nous explique pourquoi le législateur de 1901 refuse toute personnalité aux associations qui ne se sont soumises à aucune déclaration ; leur existence de fait ne peut être méconnue, mais elles ne constituent pas des personnes morales.

Il serait exagéré de conclure qu'avec la théorie de la réalité, la capacité de la personne morale dût être toujours illimitée. Non seulement l'État peut refuser d'inscrire sur ses registres les groupements qui ont un but illicite, mais encore il peut, pour des raisons d'ordre administratif et en vue de l'intérêt général, restreindre la capacité des personnes morales dont le développement exagéré pourrait être une source de dangers pour lui comme pour les particuliers. Les corps et communautés ne meurent pas ; leur permettre d'acquérir indéfiniment, ce serait les laisser accaparer toutes les richesses du pays. Mais ne voyait-on quelque chose d'analogue en Droit romain, où l'État ne reconnaissait qu'une capacité restreinte aux latins et aux pérégrins, car leur nombre était toujours croissant et il eût été dangereux de leur accorder pleinement le droit de cité. Cependant, latins et pérégrins étaient bien des personnes. Ce qu'il importe donc de remarquer, c'est que lorsque l'État limite la capacité d'acquérir ou de posséder des personnes morales, il ne fait qu'user du droit supérieur qui lui appartient sur tous les individus, mais s'il leur laisse la pleine capacité juridique, ce n'est pas un privilège qu'il leur accorde, il leur reconnaît simplement les droits qui, normalement, leur appartiennent.

Comme toute personne, l'être moral a nécessairement un patrimoine. Ce patrimoine lui appartient en propre, il est nettement distinct de celui de cha-

cun des associés, il ne répond pas de leurs dettes et ne peut être engagé individuellement par chacun d'eux (1). Dans ce patrimoine social, les partisans de la propriété collective ne veulent voir qu'un ensemble de biens soumis à un régime spécial de la propriété, et possédé en commun par l'ensemble des associés. Mais ils avouent que tout se passe comme si l'être moral en était le véritable propriétaire ; or nous savons que cet être moral n'est pas une simple fiction, mais une réalité juridique ; nous devons donc en conclure qu'il est bien propriétaire non pas en apparence seulement, mais aussi dans la réalité. L'analyse rapide que nous avons faite de la personnalité morale, nous permettra sans difficulté de nous rendre compte si nous sommes en présence d'un patrimoine collectif, appartenant à l'ensemble des associés, ou s'il s'agit au contraire d'un bien non seulement soustrait à l'influence de ces derniers, mais encore sur lequel ils n'ont aucun droit de propriété, et qui appartient véritablement à l'être moral distinct réellement et juridiquement de l'ensemble des membres qui le composent (2). Il y aura propriété collective

1. Saleilles, *Les associations dans le nouveau droit allemand*, *op. cit.*, p. 236-237. « Au fait subjectif de la vie collective s'ajoute ce fait indéniable d'une masse séparée et distincte, fonctionnant à part et n'ayant en fait aucun lien de rapprochement et de dépendance avec tout autre patrimoine individuel. » V. également Boistel, *Conception des personnes morales*, *op. cit.*, p. 185 et 186.

2. On a beaucoup discuté sur la limite du concept de la personna-

ou même simple indivision, toutes les fois qu'un des éléments essentiels de la personnalité fera défaut, dans le cas contraire, nous nous trouverons en présence d'une personne morale.

C'est ainsi qu'à notre avis on doit refuser la personnalité civile, non seulement aux sociétés en participation, mais aussi aux sociétés civiles et en nom collectif auxquelles manque toute réalité subjective car elles ne poursuivent pas un intérêt distinct de celui de leurs membres, ainsi qu'à tous les groupements qui ne se sont pas soumis aux déclarations imposées par la loi, car alors la société les ignore, ils n'ont aucune valeur sociale.

Sociétés civiles et en nom collectif, associations non déclarées, mais qui se sont fait connaître des tiers et ont par leurs statuts soustrait le patrimoine collectif à l'influence propre de chacun des associés, ne sont pas de simples indivisions, elles ne sont pas

lité. V. les différents critères proposés dans Michoud, t. I, p. 151 et suiv. M. Michoud reconnaît la personnalité : 1° aux associations à but idéal, 2° aux associations à but égoïste qui ont un personnel variable (P. 173, 174, 178). Pour qu'un groupement ait la personnalité morale, M. Capitant exige : 1° qu'il ne soit pas constitué *intuitu personæ*, 2° qu'il soit un groupement ouvert dont les éléments susceptibles de se modifier sans cesse perdent toute individualité. (Capitant, *op. cit.*, p. 174). Ces deux conceptions sont fort justes, toutefois

nous semble plus simple de dire qu'une association n'est pas personne morale lorsque l'un des trois éléments essentiels à l'existence de la personnalité fait défaut.

non plus des personnes morales, elles constituent une masse de biens soumise au régime de la propriété collective.

L'importance de la distinction est grande au point de vue qui nous intéresse. En matière de propriété collective, si les associés peuvent, par des conventions particulières insérées aux statuts, mettre leur propre patrimoine à l'abri des réclamations des créanciers sociaux, et limiter aux biens communs les conséquences des obligations contractées au nom de la société, il n'en est ainsi que pour les dettes contractuelles : pour les dettes délictuelles ou quasi-délictuelles au contraire, ils doivent en répondre, non seulement sur le patrimoine commun, mais encore sur leurs biens propres. Tout autre est la solution lorsqu'on se trouve en présence de personnes morales. Les associés ne peuvent être personnellement poursuivis, pas plus pour les délits ou quasi-délits commis par les administrateurs ou les gérants dans l'exercice de leurs fonctions, que pour les engagements contractés par eux au nom de la société. La personne morale a seule commis une faute soit par elle-même, soit par l'intermédiaire de ses représentants ou de ses préposés, seule, elle doit en supporter la responsabilité (1).

1. Nous ne voulons pas dire que l'auteur du délit ne sera pas personnellement responsable de la faute par lui commise, ce que nous

IV

Nous avons admis que, dans notre législation, la responsabilité ne peut en général résulter que d'une faute imputable à l'auteur du dommage. Or, pour pouvoir commettre une faute et par suite pour pouvoir être déclaré responsable, il faut aussi pouvoir prévoir les conséquences de ses actes.

Nous reconnaissons fort bien avec M. Michoud que, pour qu'il y ait personnalité, il n'est pas nécessaire que la volonté réside dans la personne même de l'individu sujet de droits, mais nous croyons indispensable que la personne déclarée responsable soit par elle-même capable de vouloir.

Les enfants et les fous sont des personnes, ils ont une volonté légale, celle de leurs tuteurs, mais nul n'oserait prétendre qu'ils auront à supporter la responsabilité des délits ou quasi-délits commis par ces derniers dans l'administration de leurs biens. Appliquée aux personnes morales, la théorie de la volonté externe conduirait aux mêmes conséquences. Leur volonté, nous dit M. Michoud, n'est pas réelle, elle

voulons indiquer c'est que contrairement à ce qui a lieu en matière de propriété collective, les associés non gérants ne pourront être poursuivis pour une faute qui leur est étrangère.

est légale (1), l'on devrait en conclure, à notre sens, qu'elle ne peut engager leur responsabilité délictuelle. C'est pour éviter cette objection que nous nous sommes efforcé de démontrer que, chez toute personne morale, était susceptible de se dégager une volonté collective, nettement distincte de celle des individus qui la composent.

Si la conception que nous nous sommes faite des personnes morales est exacte, nulle difficulté ne se présente pour les déclarer responsables de délits

1. Cette conception de la volonté légale rapproche quelque peu la théorie de M. Michoud de la théorie de la fiction. Les partisans de la fiction admettent en effet que l'être moral créé fictivement par la loi peut avoir une volonté légale qui n'est autre que celle de ses représentants. Tel est notamment l'avis de M. Jacquelin qui, cependant, se montre favorable à la théorie de la fiction. (*Principes dominants du contentieux administratif*, p. 224.) Si nous critiquons cette conception, c'est que, si nous admettons que le législateur peut en vertu du phénomène de la représentation décider que les actes juridiques accomplis par une personne produiront leurs effets dans la personne d'une autre, il ne peut sans injustice décider qu'un délit ou quasi-délit commis par une personne seront réputés avoir été accomplis par une autre. M. Michoud, nous le verrons, admet, il est vrai, la théorie de l'organe, mais si cette conception permet fort bien d'expliquer la responsabilité d'un être moral doué de volonté réelle, nous ne pouvons concevoir comment l'organe pourra exprimer la volonté d'une personne qui n'en a pas, ou plutôt qui n'a qu'une volonté légale qui n'est autre que celle de son organe. L'injustice que nous signalons subsiste, car la loi en déclarant la personne morale responsable met à sa charge un délit qui, en réalité, n'est pas le sien, puisque ce n'est que légalement qu'elle a commis une faute.

ou de quasi-délits. Mais quelle sera la nature et l'étendue de cette responsabilité? L'être moral pourra-t-il être poursuivi directement en vertu des articles 1382 et 1383 du Code civil, ou n'aura-t-il à supporter que la responsabilité indirecte de l'article 1384, à raison des fautes de ses représentants ou de ses préposés; sera-t-il seul responsable, ou bien sa responsabilité laissera-t-elle pleinement subsister celle de l'auteur du délit; d'autre part, si une condamnation intervient, soit contre lui, soit contre son représentant, n'auront-ils pas l'un contre l'autre des recours réciproques permettant de répartir plus équitablement la responsabilité qui, en définitive, doit incomber à chacun d'eux? Autant de questions auxquelles il nous faut maintenant répondre, mais que nous ne pouvons résoudre avant d'avoir examiné préalablement celle-ci : comment la personne morale agit-elle, comment peut-elle manifester au dehors son existence, comment peut-elle en un mot engager sa responsabilité.

V

La personne morale tout d'abord sera responsable, conformément à l'article 1384 du Code civil, des délits ou quasi-délits commis par ses préposés, dans l'exercice de leurs fonctions. Lorsqu'une personne morale

se sert pour l'accomplissement des actes de la vie matérielle d'ouvriers ou d'employés, il est juste que comme toute personne, elle réponde et du choix qu'elle a fait et de la surveillance qu'elle a dû exercer.

Mais beaucoup plus délicate, est la question de savoir comment la personne morale doit être déclarée responsable des fautes commises par ses administrateurs ou ses gérants. Les tribunaux se contentent trop souvent de dire que ces derniers sont les représentants légaux de la personne morale, et que par suite ils engagent sa responsabilité par leurs délits ou quasi-délits. L'explication est insuffisante parce qu'elle ne va pas au fond des choses.

Qu'il s'agisse d'un mandataire ou d'un représentant légal, le principe de la représentation ne permet pas de mettre à la charge du représenté les conséquences de la faute délictuelle commise par son représentant. Nous savons que l'enfant ne peut être poursuivi à raison des délits commis par son tuteur ; mais les règles du mandat sont elles-mêmes insuffisantes pour obliger le mandant à réparer les fautes commises par son mandataire dans l'exécution de son mandat. Je n'ai pas donné l'ordre à la personne que j'ai chargée de la gestion de mes affaires de causer un dommage aux tiers, l'obligation qu'elle fait naître en commettant un délit ne rentre pas dans son mandat, je ne dois pas en répondre.

Toutefois, le mandataire est en même temps un

préposé ; si je ne lui ai pas donné l'ordre de commettre un délit, j'avais du moins l'obligation de le choisir et de le surveiller de façon qu'il fût incapable d'en commettre. Si les tiers sont victimes de ses agissements, ce n'est pas en vertu de l'article 1998 que je serai déclaré responsable, mais en vertu de l'article 1384.

Faisant application des mêmes principes, l'on devrait également déclarer les personnes morales responsables en leur qualité de maîtres ou de commettants des délits ou quasi-délits commis par leurs administrateurs ou leurs gérants. Mais une théorie d'origine allemande beaucoup plus subtile, plus séduisante au premier abord et en apparence plus exacte, est venue jeter beaucoup d'obscurité en cette matière. Je veux parler de la théorie de l'organe. Exposée par Gierke, dans sa théorie de la *Genossenschaft* (1), elle jouit actuellement, tant en France qu'en Allemagne, d'une autorité considérable. C'est elle qui, en partie, a inspiré les rédacteurs du Code civil allemand, et M. Huber, le savant auteur du Code civil suisse, la reproduisit dans l'exposé des motifs de son avant-projet (2).

1. Gierke, *Das deutsche Genossenschaftsrecht. Die Genossenschaftstheorie und die deutsche Rechtssprechung*. Pour la bibliographie très complète relative à cette théorie : V. Michoud, *Théorie de la personnalité morale*, t. I, p. 131. Étude critique dans Duguit, *Études de droit public*, liv. 2, pages 30 et suiv.

2. Exposé des motifs de l'avant-projet, p. 51.

De même que les hommes ont des yeux pour voir, une bouche pour parler, des mains pour agir (1), les personnes morales, disent Gierke et ses partisans, agissent et expriment leur volonté par l'intermédiaire de personnes physiques qui sont leurs organes. Et l'on nous met en garde contre toute confusion entre l'organe et le représentant. « L'organe incarne en quelque sorte la volonté du groupe, qu'il exprime ou qu'il réalise ; le représentant garde sa volonté propre, et agit simplement pour le compte du représenté : c'est la volonté même de la personne morale qui anime l'organe ; le représentant agit au contraire par lui-même, mais pour autrui (2). » Par l'organe voulant et agissant, c'est la personne morale qui veut et agit, la volonté et l'acte de l'organe sont la volonté et l'acte même de la personne juridique (3). On distingue par suite deux sortes d'organes ; les organes de décision et les organes d'exécution, les premiers établissent la volonté de la personne morale, les seconds l'exécutent.

1. G. Krüger. *Die Haftung der juristischen Personen aus unerlaubten Handlungen nach gemeinem Recht und bürgerlichem Gesetzbuche*, p. 22. Les organes dans le cercle de leurs attributions servent à la personne juridique, de même que les yeux servent à la personne physique pour voir et les mains pour écrire.

2. Mestre, *op. cit.*, p. 211-212.

3. L'on en conclut que par l'intermédiaire de son organe la personne morale peut être de bonne ou de mauvaise foi, se trouver dans un état de connaissance ou d'ignorance qui entraîne des effets juridiques. V. Michoud, *op. cit.*, p. 143.

A côté de ses organes, la personne morale comme toute personne physique pourra posséder des employés ou préposés, qui n'expriment plus sa volonté, mais au contraire agissent sous sa surveillance et sous ses ordres.

Le véritable intérêt d'une telle théorie réside dans les conséquences que l'on peut en tirer quant à la responsabilité des personnes morales : c'est pour cette raison que nous devons y insister. La personne morale devra supporter deux ordres de responsabilités. Responsabilité directe à raison des fautes de son organe, responsabilité indirecte en cas de délit ou de quasi-délit commis par ses préposés.

Telle est en quelques mots la théorie de l'organe ; un examen plus approfondi de cette conception permettra seul de nous rendre compte que, fautive dans son principe, elle est funeste dans les conséquences qu'elle engendre quant à la responsabilité des personnes morales.

La notion de l'organe tout d'abord est fautive dans son principe. Elle réside dans une fiction, la plus considérable de toutes et telle que jamais imagination de jurisconsulte n'avait osé en concevoir. Dire qu'en vertu du phénomène de la représentation une personne est réputée avoir accompli un acte juridique qui, dans la réalité, est le fait d'une autre, nous l'admettons sans difficulté, mais prétendre que cet acte est l'acte même de la première, c'est ce que nous

ne pouvons comprendre. Au point de vue métaphysique, comme au point de vue juridique, il est impossible de concevoir que l'acte accompli par l'organe cesse d'être le sien propre pour devenir le fait de la personne morale : l'on comprend aussi peu ce transfert de volonté de la personne de l'organe à celle de l'être moral, que ce dédoublement de la personnalité de l'organe, qui tout en agissant lui-même, n'exprime pas sa propre volonté. Si l'ensemble des volontés individuelles est nettement distinct de chacune des volontés du groupe, comme l'édifice est différent de chacune des pierres qui le composent, la volonté d'un individu ne peut être celle de la personne morale, pas plus que la pierre, à elle seule, ne peut constituer l'édifice tout entier. La comparaison que l'on veut faire entre les organes de la personne morale et les organes du corps humain va tout à l'encontre du résultat que l'on cherche à atteindre et du principe que l'on veut établir. Les organes de l'homme ne sont pas par eux-mêmes doués de volonté, ce sont de simples instruments qui lui permettent de manifester extérieurement sa pensée, et d'exécuter les actes qu'il a conçus. C'est sa volonté qui les anime et qui les vivifie, c'est elle qui, en quelque sorte, ordonne à la bouche de parler, ou à la main d'agir, la vie descend de la volonté de l'homme à son organe ; dans la théorie que nous critiquons, au contraire, elle remonte de l'organe à la personne morale.

La théorie de l'organe semble méconnaître l'existence d'une volonté collective telle que nous nous sommes efforcé de la dégager. La volonté collective, avons-nous dit, est celle qui résulte de l'ensemble des volontés individuelles qui, sous la direction imposée par les statuts, tendent vers un but poursuivi en commun ; à sa formation participent non seulement l'ensemble des membres actuels du groupement, mais aussi ceux qui, ayant présidé à son institution, perpétuent leur volonté par l'intermédiaire des statuts. Une telle conception de la volonté collective où la retrouvons-nous avec la théorie de l'organe ? N'est-ce pas jusqu'à l'évidence nier son existence que de dire avec Jellinek : « si derrière le représentant il y a une autre personne, derrière l'organe il n'y a rien (1). » L'État, dit ailleurs ce même auteur, ne peut exister qu'au moyen de ses organes ; si on supprime par la pensée les organes, il ne reste point l'État support des organes, mais un néant juridique (2). S'il n'y a rien derrière ce qu'on appelle les organes de l'État, en conclut fort bien M. Duguit, c'est que la personnalité de l'État est une pure fiction, c'est qu'il n'y a que les organes (3).

Au surplus, nul ne saurait nous dire quelle est la

1. Jellinek. *System der subjectiven öffentlichen Rechte*, p. 29.

2. Jellinek. *Allgemeine Staatslehre*, p. 512, cité d'après Duguit. *L'État, le droit objectif et la loi positive*, Introduction, p. 8.

3. Duguit, *loc. cit.*

différence exacte entre l'organe et le représentant de la personne morale. Le mandataire, répond M. Michoud, est choisi par la personne qu'il représente, l'organe au contraire, « est conçu comme faisant partie essentielle de la personne morale ; il n'est pas créé par elle, il est créé en même temps qu'elle, par les forces sociales qui ont produit sa naissance et en même temps déterminé sa constitution (1). » Sans doute, il arrive que les premiers directeurs d'une société soient désignés par les statuts, que le premier gérant d'un établissement nouveau soit choisi par son fondateur, mais lorsque le choix des administrateurs ou des gérants ne résulte pas des statuts, lorsque l'un d'eux venant à mourir ou à cesser ses fonctions, il faut procéder à son remplacement, l'on ne peut dire que l'organe nouvellement institué ait une existence concomitante à celle de la personne morale : il est né postérieurement, il a lui-même été créé par une volonté qui lui était supérieure et préexistante. La distinction qu'on établit entre les organes directs et les organes indirects n'enlève rien à la force de notre objection. Si ceux-ci sont choisis par ceux-là, les organes directs eux-mêmes, qui donc est-ce qui les nomme ?

La personne morale, il est vrai, ne peut exister sans un certain nombre d'éléments essentiels, de même

1. Michoud, *La théorie de la personnalité morale*, t. I, p. 136.

que l'homme ne peut vivre sans la présence de ses principaux organes, mais ce ne sont pas les organes pris individuellement qui constituent la personne morale pas plus que la personne physique, c'est leur ensemble, et la volonté de l'être moral ne peut être exprimée par un seul organe, mais seulement par tous agissant collectivement (1).

Lorsque l'on considère individuellement ces soi-disant organes, le maire d'une commune, le gérant d'une association, l'administrateur d'une société anonyme, rien ne s'oppose à ne voir en eux que les représentants de la personne morale au nom de laquelle ils agissent. Si une personne, peu soucieuse de ses intérêts, ou incapable en raison de quelque infirmité de s'occuper de ses propres affaires, charge un tiers de l'administration de ses biens, dira-t-on qu'elle a dans ce gérant un organe et non pas un représentant?

Je ne vois aucune bonne raison pour déclarer que l'administrateur délégué d'une société anonyme est un organe de la personne morale, alors que le fondé

1. Comparez Hauriou, *Principes de droit public*, p. 655 : « Il y a dans cette construction un point faible si on l'établit directement par rapport à la personne morale. Comment l'organe pourrait-il être considéré comme une partie de la personne juridique puisque celle-ci est par définition indivisible. » M. Hauriou admet que les organes ne sont pas à la personne morale, mais à l'individualité objective

de pouvoirs d'un riche industriel qui gère une entreprise analogue à celle de ladite société ne serait que son représentant (1).

Fausse dans son principe, la théorie de l'organe, avons-nous dit, est funeste dans ses conséquences. Elle conduit en effet aux résultats suivants :

1° L'acte de l'organe étant l'acte de la personne morale, celle-ci sera responsable de la faute commise par tous ses organes, même de ceux dont elle n'aura eu ni le choix, ni la surveillance (2).

2° Elle ne sera d'autre part responsable que si l'or-

1. L'on a adressé à la théorie de l'organe une critique que nous ne croyons pas justifiée. Cette théorie, pense M. Duguit, se détruit elle-même, la volonté de l'être moral pouvant être contradictoire suivant qu'elle est exprimée par tel ou tel organe. Mais l'homme lui-même peut, sur la même question, changer d'avis; mieux conseillé et mieux éclairé, il peut abandonner une opinion qu'il avait antérieurement adoptée. « Dans les deux cas, il s'agit d'une révision de l'affaire qui se produit à l'intérieur de la personne ; la seule différence, c'est que dans l'individu le processus de cette révision se passant dans son intelligence, échappe à notre vue, au lieu que dans la personne morale, les divers stades de la délibération mettent en rapport les unes avec les autres plusieurs personnes physiques, et peuvent être saisis par la réglementation juridique. » Michoud, *Théorie de la personnalité morale*, p. 147, t. I.

2. Michoud, Responsabilité de l'État, *Revue du droit public*, année 1895, t. III, p. 423. Mestre, *Les personnes morales et leur responsabilité pénale*, p. 214. V. également Jacquelin (qui admet cependant la théorie de la fiction), *Principes généraux du contentieux administratif*, p. 268.

gane est lui-même capable de commettre subjectivement une faute (1).

3° Pour que l'acte de l'organe engage la responsabilité de l'être moral, il faut que non seulement il soit accompli dans l'exercice de ses fonctions, mais encore qu'il constitue un acte de fonction (2).

4° Le délit puni par la loi que commet l'organe engendre la responsabilité pénale de la personne morale (3).

5° Enfin, logiquement, il est impossible d'admettre selon nous que l'organe soit personnellement responsable du délit civil ou pénal qu'il aura pu commettre en cette qualité (4).

Nous verrons mieux dans la suite ce que ces con-

1. Michoud, *Théorie de la personnalité*, t. II, p. 236.

2. Michoud, *op. cit.*, p. 237.

3. Mestre, *op. cit.*

4. On ajoute généralement une autre conséquence de la théorie de l'organe. V. Michoud, *Responsabilité de l'État*, *op. cit.*, p. 424. Mestre, p. 214. Certains auteurs, nous dit-on, prétendent que l'on n'est pas responsable du préposé de son préposé. V. not. Laurent, *Principes du droit civil*, t. XX, nos 571 et 581. Seule par suite la théorie de l'organe permet d'expliquer sans difficulté que la personne morale puisse être déclarée responsable de l'employé nommé par son administrateur ou de son gérant. Mais cette limitation de la responsabilité au préposé du premier degré ne repose sur aucun fondement. La responsabilité bien au contraire remonte de degré en degré pour venir en définitive frapper le maître qui doit réparer les fautes de toutes les personnes qui travaillent à son service. V. Cass., 5 novembre 1855, D. 1856.1.353.

séquences ont de défectueux, il nous suffisait pour l'instant de les signaler.

VI

La personne morale n'a pas des organes, mais des représentants. La théorie de la représentation est une invention féconde des jurisconsultes, qui permet non seulement aux mineurs et aux incapables, mais encore à toutes personnes qui, en raison de l'absence, de l'âge, de la maladie ou de l'infirmité ne peuvent agir par elles-mêmes, de participer aux actes de la vie juridique. C'est le représentant qui agit, mais les effets des conventions qu'il a conclues, passent en quelque sorte par-dessus sa tête, pour venir se fixer directement dans la personne du représenté, seul véritable intéressé. Elle est un moyen facile pour des personnes riches, mais négligentes, de se décharger sur des tiers du soin de leurs affaires.

Or, n'y a-t-il pas une analogie frappante entre la personne morale et le maître infirme ou négligent. La personne morale sans doute possède une volonté qui lui est propre, mais elle l'exprime difficilement. Cette volonté ne peut résulter que d'une décision prise par l'ensemble des organismes composant l'être moral, et réunis suivant ces formes corporatives en vue du but poursuivi en commun. Pour l'obtenir, il faudra

convoquer l'assemblée générale qui, sur les rapports qui lui seront faits par les conseils d'administration ou de surveillance, votera une résolution en conformité avec les statuts. En temps normal la volonté de la personne morale demeure en quelque sorte latente et tacite, il lui faut faire effort pour l'exprimer extérieurement.

Elle n'est pas un être muet, mais elle parle difficilement, elle ne se désintéresse nullement de ses affaires, mais ne peut par elle-même s'en occuper que rarement ; aussi pour la gestion de ses intérêts et l'administration de son patrimoine, a-t-elle recours à des tiers chargés d'agir en son nom.

Je comparerais volontiers la société anonyme à un riche et puissant industriel qui, incapable de s'occuper par lui-même de ses nombreuses affaires, laisse à des gérants le soin de surveiller ses usines, ou de diriger ses entreprises ; l'association charitable, au philanthrope qui met à la disposition des pauvres, des sommes considérables en priant des tiers de les distribuer en son nom. Ainsi font les personnes morales, parce qu'il leur est difficile d'exprimer leur volonté, parce que, êtres immatériels, il leur est impossible d'agir matériellement elles-mêmes, elles se servent de représentants pour atteindre le but en vue duquel elles ont été constituées. Semblable au maître négligent qui s'en remet à des tiers du soin de ses affaires, la personne morale, lorsqu'elle s'est donné des

représentants, s'abstient généralement de les surveiller ; l'assemblée générale ne se réunit que quelques fois par an, l'association se contente généralement d'approuver tacitement les actes de ses gérants, il faut des circonstances graves pour qu'elle se décide à révoquer un administrateur incapable ou infidèle.

La personne morale nous apparaît nettement alors comme une personne négligente. Elle a su lorsqu'elle a choisi des représentants qu'il lui serait difficile de les surveiller, elle a su, d'autre part, que ces représentants étaient susceptibles de causer des dommages aux tiers ; s'ils commettent un délit ou quasi-délit, elle doit en supporter pleinement la responsabilité. Si l'article 1384 ne mettait à la charge du maître, une présomption irréfragable de faute à raison des délits de son préposé, il eût été bon d'admettre une telle présomption à l'égard de la personne morale, car si son représentant commet une faute, on peut à coup sûr lui imputer à elle-même une négligence, sinon dans le choix, du moins dans la surveillance de son préposé (1).

1. Le Code civil allemand établit à la charge du maître une présomption de faute à raison des délits commis par ses préposés, mais cette présomption peut être combattue par la preuve contraire. (Art. 831.) Appliquer ce principe aux personnes morales c'eût été faire naître une foule de difficultés, car jamais l'être moral ne pourrait démontrer qu'il avait pris toutes les précautions nécessaires pour éviter la faute de son préposé. Aussi, dans une certaine mesure, nous compre-

VII

D'une telle conception, il résulte que la personne morale peut avoir à supporter deux sortes de responsabilités. Une responsabilité directe, lorsque, agissant selon les formes corporatives, elle aura pris une décision préjudiciable aux tiers ; une responsabilité indirecte lorsque le délit ou le quasi-délit aura été accompli par l'un de ses représentants ou préposés.

Contrairement à la solution admise avec la théorie de l'organe, la responsabilité directe sera très rare, elle n'aura lieu que lorsqu'il y aura émanation de la volonté collective, lorsqu'il y aura eu délit collectif, accompli en conformité avec le but poursuivi par la collectivité. Il faudra, comme disaient les anciens canonistes, que la décision ait été prise *pulsata campana et communicato concilio*. Mais alors, à notre sens, la responsabilité de la personne morale ne sera plus seulement civile, mais pénale, sciemment, en connaissance de cause, l'être moral a commis un délit, il devra non seulement réparer le dommage

nous fort bien que les rédacteurs du Code aient rendu la personne morale responsable objectivement des fautes de ses administrateurs et gérants. (Art. 31.) Mais pour arriver à un tel résultat, il était inutile d'admettre la théorie de l'organe, il suffisait d'invoquer des raisons d'utilité pratique.

causé, mais encore subir la peine infligée par la Société (1).

Un tel délit collectif est fort rare ; il est néanmoins susceptible de se commettre. En matière de société, il aura lieu toutes les fois qu'une assemblée générale convoquée en exécution des statuts aura pris une décision illicite et dommageable aux tiers ; en matière de syndicat, lorsque la mise à l'index d'un ouvrier aura été votée par l'ensemble des ouvriers

1. Les partisans de la théorie de l'organe exagèrent la responsabilité pénale des personnes morales, ils l'admettent toutes les fois qu'un organe a commis un délit réprimé par la loi pénale. — C'est l'opinion de Gierke et de son école. V. Gierke, *die Genossenschaftstheorie*, p. 771 et s. et en France : Mestre, *Les personnes morales et le problème de leur responsabilité pénale*. M. Michoud qui l'avait rejetée dans sa *Responsabilité de l'État* (n° 17 et s.), l'admet en partie dans son ouvrage sur la personnalité morale (t. II, p. 244 et s.).

L'ensemble des auteurs et la jurisprudence déclarent avec raison qu'en principe la personne morale ne peut avoir à supporter aucune responsabilité pénale. Les peines sont personnelles, elles ne peuvent atteindre que le véritable auteur de l'acte (Cass. crim., 17 décembre 1891, S. 92.1.267 ; D. 92.1.365). Mais il en est autrement s'il est fait exception à cette règle par une loi spéciale. (Cass., 4 nov. 1898, S. 1901.1.57 et la note de M. Roux.) Tout récemment la Cour de cassation a maintenu aux dépens de la Compagnie du P.-L.-M. la confiscation d'une locomotive et de son tender qui avaient servi à introduire du tabac en fraude. (Cass., 22 mars 1907, S. 1907.1.473.) Cette solution très critiquable en fait, et qui doit appeler l'intervention du législateur, nous paraît pleinement justifiée dans l'état actuel de notre droit, car la confiscation est une mesure pénale qui frappe le propriétaire de l'objet qui a servi à la contrebande.

syndiqués, réunis sous la présidence du comité directeur. Le délit collectif, on le conçoit sans difficulté, dans certaines communes de ces petits cantons suisses, où le peuple s'assemble sur la place publique pour prendre part directement au gouvernement de la cité (1). Mais, je le répète, ce n'est que fort rarement que la personne morale exprime extérieurement sa volonté, ce n'est qu'exceptionnellement qu'elle peut par elle-même commettre un délit. Nulle difficulté du reste dans ce cas, on lui fera purement et simplement application, comme à toute personne, de l'article 1382 du Code civil.

Mais en général, la faute provient du représentant ou du préposé de la personne morale ; celle-ci ne doit avoir à supporter qu'une responsabilité indirecte. Etablir à cet effet distinction entre ce représentant et le simple préposé de la personne morale, est une solution tout à fait antijuridique. M. Tissier a semblé la soutenir dans une note au Sirey (2) : « Sans doute, dit-il, les communes comme toutes les personnes sont responsables des faits de leurs préposés, en tant que ces faits se rattachant aux fonctions des préposés ; mais elles peuvent encourir une responsabilité personnelle et directe. La commune, représentée par

1. Sur ces Assemblées générales de citoyens ou Landsgemeinde dans certains cantons Suisses, voir Esmein, *Éléments du droit constitutionnel*, p. 335.

2. Dijon, 12 avril 1894, S. 96.2.137.

la municipalité peut commettre des fautes, causer des dommages, elle en est responsable directement. Dans le cas où un dommage est causé par le maire, représentant légal de la commune, ayant agi comme administrateur des biens de la commune, il peut être très juridique de dire qu'il y a faute de la commune. Nous croyons même que le maire ne peut être considéré comme un préposé, dans le sens de l'article 1384, il est non pas un préposé, mais le représentant légal de la commune, personne morale, comme le tuteur est le représentant du mineur. » A la vérité, M. Tissier, sous le non de représentant, voit en réalité un organe, il devait donc en conclure que la commune est directement responsable des fautes de son maire. Une telle conception est, nous le savons, sujette à de vives critiques dans son principe, mais elle est tout à fait logique dans ses conséquences. Si, au contraire, on rejette, comme nous le faisons, la théorie de l'organe, qu'il s'agisse d'un mandataire ou d'un représentant légal, il faut reconnaître que la faute du représentant n'est pas celle du représenté, qu'elle ne peut faire naître à la charge de ce dernier, qu'une responsabilité indirecte (1).

1. C'est la solution que semble admettre un récent arrêt de la Cour de cassation : « Attendu que s'il est vrai que les administrateurs d'une société ou ses directeurs statutaires ne sont que les mandataires des associés, il est non moins vrai que les associés sont responsables du choix qu'ils ont fait de ces mandataires... qu'en statuant

VIII

Pour que la personne morale soit responsable, il faut qu'on puisse lui imputer une faute conformément à l'article 1384, soit dans le choix, soit dans la sur-

comme il l'a fait, l'arrêt attaqué n'a violé aucune des dispositions visées au moyen, qu'il a fait au contraire une exacte application de l'article 1384 du Code civil, P. C. M. Rejette, etc... » Société anonyme des Magasins généraux de Gray c. Greffuhle, Cass. req., 7 août 1906. *Journal des Sociétés*, 1909, p. 169.

Toutefois il est certain que la jurisprudence est très hésitante sur ce point. Bien souvent c'est l'article 1382 qu'elle vise pour rendre les personnes morales responsables des fautes de leurs représentants, elle a notamment décidé à maintes reprises que le maire, représentant légal de la commune, la rend directement responsable de ses délits ou quasi-délits, V. notamment Lyon, 22 juillet 1875, S. 75.2.241 ; Cass., 25 janvier 1885, S. 88.1.54 ; Lyon, 7 décembre 1894, S. 95.2.180. Solution implicitement admise dans Cass., 23 mai 1905 et 15 janvier 1906, *J.* 1907.1.81. « Attendu que si une commune a, dans la personne de son maire, un représentant légal dont les actes régulièrement faits l'obligent par l'effet du mandat, et dont les fautes commises dans l'exercice de ce même mandat, la rendent responsable envers les tiers, conformément au droit commun par application de l'article 1382 du Code civil, etc... » Nous ne pouvons trop relever une telle contradiction, si le maire n'est en définitive, comme semble le dire la Cour de cassation, qu'un représentant légal, il ne peut en cette qualité rendre la personne morale directement responsable de ses délits ou quasi-délits, car la faute du représentant n'est pas celle du préposé, il ne peut faire naître à sa charge qu'une responsabilité indirecte, résultant de l'article 1384 du Code civil.

Sur les différents cas d'application, soit de l'article 1382, soit de l'article 1384, V. Michoud, *Théorie de la Personnalité morale*, t. II, p. 234.

veillance des personnes qu'elle a préposées à la gestion de ses intérêts. La théorie de l'organe conduit à une solution toute différente (1). La personne morale sera responsable des délits commis par ses organes, même s'il lui ont été imposés par une autorité supérieure, même s'ils sont soustraits à sa surveillance, car l'organe n'exprime pas sa volonté propre, mais celle de la personne morale. D'autre part, la personne morale ne sera responsable des fautes de ses préposés que si elle a pu elle-même les choisir et les surveiller par l'intermédiaire de ses organes.

Résultat curieux, les partisans de la fiction se rencontrent sur ce point avec les partisans de la théorie de l'organe (2). Lorsque le délit a été commis par un

1. V. Michoud, Responsabilité de l'État, *Revue du droit public*, 1895, t. III, p. 423. Mestre, *Les personnes morales et leur responsabilité pénale*, p. 214.

2. Toutefois, M. Bouvier qui admet dans sa thèse que le seul fondement de la responsabilité des personnes morales est la volonté de la loi, en conclut assez logiquement que la personne morale est toujours responsable des faits de ses agents. « D'après moi, il n'y a aucune distinction à faire entre les administrateurs et mandataires quelconques des personnes civiles, qu'ils soient élus, choisis ou imposés, ils engagent toujours la responsabilité de l'être moral... Cette responsabilité découle d'une obligation légale, elle résulte de l'autorité seule de la loi ; il n'y a donc aucun motif de séparer les divers préposés ; la personne morale sera garante de tous au même titre. » Bouvier, *op. cit.*, p. 224-225. C'est là une conséquence assez inattendue de la théorie de la fiction qu'il s'agisse de représentants directs

représentant immédiat, « il est extrêmement important, dit M. Jacquelin, de ne pas fonder en pareil cas la responsabilité sur l'article 1384 et de ne pas la considérer comme indirecte, car il faudrait alors reconnaître que cette responsabilité fait absolument défaut toutes les fois que les représentants légaux de la personne morale n'ont pas été choisis par elle, ce qui se produit pour ainsi dire toujours (1). »

La question, en effet, n'est pas sans intérêt, elle devait, semble-t-il, avoir une importance toute particulière avant la loi municipale du 5 avril 1884. Sous le régime de la loi du 28 pluviôse an VIII, les maires étaient nommés soit par le premier consul, soit par le préfet dans les villes de moins de 5.000 habitants. La loi du 31 mars 1831 tout en restreignant le choix du pouvoir central à trois candidats pris sur la liste des conseillers municipaux, laissait encore au roi

ou de préposés, la personne morale n'a pu en réalité les choisir elle-même puisqu'elle n'a aucune existence ni aucune volonté propre. V. Bouvier, *loc. cit.*

1. Jacquelin, *Principes dominants du contentieux administratif*, p. 268. M. Jacquelin admet la théorie de la fiction (p. 264) mais il reconnaît aux personnes morales une volonté légale qu'exprime ses représentants immédiats. Il distingue en effet les représentants directs et les préposés de la personne morale, et cette distinction le conduit à décider « que la personne morale est susceptible d'encourir tantôt la responsabilité directe de l'article 1382 lorsque la faute a été commise par son représentant immédiat, tantôt la responsabilité indirecte de l'article 1384 lorsque la faute émanera de son préposé, p. 267. »

dans les grandes villes, au préfet dans les communes de moindre importance le soin de nommer les maires et leurs adjoints. Sous de telles législations, si le maire n'avait pas été considéré comme un organe, mais comme un simple représentant de la commune, personne morale, il eût été impossible de déclarer celle-ci responsable des fautes qu'il aurait pu commettre dans l'administration du patrimoine communal (1).

L'objection est loin d'être sans réplique, elle a pour point de départ une fausse conception de la notion de préposé. Pour qu'une personne soit considérée comme un préposé, il n'est pas nécessaire que le maître l'ait choisie par lui-même, il suffit qu'il n'ait pas protesté contre sa nomination : qu'il y ait eu sinon choix effectif, du moins choix tacite. Si donc les habitants, dans une législation où la municipalité n'est pas élective, ont accepté sans protestation aucune le choix fait par le pouvoir central, on peut dire avec raison que le maire est tout à la fois le représentant et le préposé de la commune qui doit être déclarée civilement responsable de ses délits ou quasi-délits. Mais si le maire a été imposé à la commune, si malgré de vives protestations de la part des habitants, la nomination a été maintenue par le pouvoir central, nous affirmons nettement qu'il ne peut être considéré pas plus comme un organe que comme un

1. V. Jacquelin, *loc. cit.*

préposé, et qu'il ne peut rendre la commune responsable de toutes les fautes qu'il aura pu commettre dans l'administration du patrimoine communal (1). Toute autre solution serait profondément injuste ou antijuridique. Serait-il possible d'admettre que si pour des raisons politiques, le gouvernement imposait à une commune un maire notoirement incapable, qui non content de dilapider le patrimoine communal, commettrait dans sa gestion des fautes lourdes et susceptibles de léser les tiers, cette commune pût être déclarée responsable des délits et quasi-délits d'un agent contre la nomination duquel elle n'a cessé de protester de toute son énergie, et dont l'inexpérience et l'incurie menacent de la conduire à la ruine ?

Elle devra exécuter les obligations contractuelles résultant des conventions passées avec les tiers, si désastreuses fussent-elles, car le maire est le représentant légal de la commune, comme le tuteur est le représentant du mineur, mais, seul, ce maire indigne

1. Sous l'empire de la législation actuelle, et dans le cas où le maire refuserait ou négligerait de faire un des actes prescrits par la loi, on peut se demander si le délégué spécial nommé par le préfet pour les accomplir engagerait par ses délits la responsabilité de la commune. Il semble bien qu'il s'agisse ici d'un représentant imposé, dont la commune n'a pas à répondre. Nous croyons toutefois que cette dernière solution doit être rejetée, car le fait dommageable aurait pu être écarté s'il n'y avait pas eu négligence ou refus du maire, c'est-à-dire s'il n'y avait pas eu faute commise par le représentant de la commune. V. Fuzier-Hermann, *v° Commune*, n° 988.

sera responsable de ses délits, car la commune a protesté contre son choix et il ne peut être par suite considéré comme un préposé.

D'autre part la théorie de l'organe conduirait à cette conséquence que jamais la personne morale ne serait responsable des fautes commises par un préposé s'il n'a été désigné par l'un de ses organes. Or, la jurisprudence nous montre que sans distinguer entre représentant immédiat ou préposé, la personne morale est déclarée responsable des fautes de ses agents, toutes les fois que par une acceptation tacite elle peut être considérée comme ayant participé à leur choix ; mais que d'autre part elle est dégagée de toute responsabilité, si elle n'a pu ni les surveiller, ni leur donner des ordres.

Olivier, préposé de l'octroi de la ville de Marseille, était occupé avec le sous-brigadier Tricon à mettre en sûreté des objets qui avaient été saisis, lorsque, présumant sans raison sérieuse que certaines personnes voulaient enlever de force les objets, il tira un coup de carabine et blessa un sieur Lieutaud. Celui-ci obtint contre Olivier et Tricon une condamnation solidaire de 1.000 francs à titre de dommages-intérêts. Ces derniers étant insolvables, Lieutaud introduisit une nouvelle instance devant le Tribunal civil de Marseille tendant à faire déclarer l'octroi de cette ville civilement responsable du préjudice qui lui avait été causé. Par jugement confirmé par un arrêt

de la Cour d'Aix, le Tribunal de Marseille fit droit à sa demande.

L'administration de l'octroi se pourvut en Cassation contre cette décision invoquant comme premier moyen une fausse application des articles 1384 et 1998 du Code civil. Il est bien vrai, disait le pourvoi, que les maîtres et commettants sont responsables des dommages causés par leurs commis, domestiques et préposés. Mais l'administration d'un octroi ne peut être responsable des faits de ses employés car cette administration qui est une branche de l'administration publique, ne nomme pas ses employés aux termes de l'article 155 de la loi du 28 avril 1816 et de l'article 156; le préposé en chef de l'octroi est nommé par le ministre des Finances, et les autres sont nommés par les préfets; ces préposés sont purement des fonctionnaires publics: si donc ils ne sont pas nommés par l'administration de l'octroi, ils ne sont pas ses préposés, l'administration ne peut donc pas être responsable.

La question était posée d'une façon très précise: l'article 1384 a-t-il été violé par la décision qui a rendu une administration responsable de la faute d'un employé qui n'a pas été choisi directement par elle. La Cour de Cassation a rejeté le pourvoi (1).

1. V. cette espèce rapportée au *Répertoire* de Dalloz, v° *Responsabilité*, n° 627, note 1. Dans le même sens: Riom, 1^{er} décembre 1831, Dalloz, *Rép.*, *eodem verbo*, n° 639. L'administration de l'octroi de Cler-

Nous pensons qu'elle a bien jugé, car l'employé n'avait pas été imposé à l'administration de l'octroi : tacitement du moins elle l'avait accepté. Il était donc bien son préposé.

Mais ce qu'exige la Cour de Cassation pour qu'une personne morale soit responsable du fait de son préposé c'est qu'elle puisse lui donner les ordres ou tout au moins le surveiller. Dans un arrêt du 9 juin 1884 la Cour d'appel d'Aix avait déclaré l'Institut des Frères des écoles chrétiennes civilement responsable du délit commis par l'un de ses membres dans ses fonctions d'instituteur communal adjoint, en invoquant ce seul motif que l'instituteur était nommé et révoqué par l'institut. Cet arrêt fut cassé. La Cour de

mont-Ferrand et l'administration des contributions indirectes avaient été déclarées civilement responsables de la faute d'un sieur Bedel leur préposé qui avait tué d'un coup de pistolet un individu soupçonné d'intentions frauduleuses. L'administration des contributions indirectes s'était pourvue en Cassation contre la décision de la Cour de Riom, prétendant que Bedel n'était pas le préposé des contributions indirectes, mais bien de l'octroi, qu'il était nommé par le préfet, non par la régie. La Chambre des requêtes a rejeté le pourvoi : « Attendu qu'il est constaté en fait par l'arrêt attaqué : 1° que dans l'espèce Bedel était tout à la fois préposé de la mairie et préposé de la régie des contributions indirectes au moment où il a commis le fait qui a donné naissance à l'action civile ; 2° que le préposé agissait dans ce moment, tant dans l'intérêt du maire que dans celui de la régie, etc... » Il est donc de toute évidence que la jurisprudence n'attache qu'une importance secondaire au choix du maître pour déclarer ce dernier responsable du fait de son préposé.

Cassation estima que pour qu'il y eût responsabilité civile il était indispensable qu'il fût établi que postérieurement à son installation, l'instituteur était resté sous les ordres de l'institut (1).

Le pouvoir de donner des ordres, et ce droit de surveillance que la jurisprudence exige pour déclarer le maître responsable des fautes de son préposé aboutit, dans la pratique, à des solutions tout à fait opposées à celles auxquelles devrait nous conduire la théorie de l'organe. Dans des circonstances tout à fait analogues les arrêts décident que la personne morale est responsable des fautes de ses simples préposés parce qu'elle pouvait les surveiller, tandis qu'elle n'est pas tenue de réparer les délits commis par ses représentants directs dans l'exercice de leurs fonctions, s'ils possèdent une autorité propre, et si par suite elle n'a pu leur donner des ordres. Je vois une double application de ce principe dans la responsabilité qui incombe à la commune, soit à raison des délits ou quasi-délits commis par les pompiers ou les officiers de sapeurs-pompiers au cours d'un incendie, soit à raison des fautes des agents de police ou du maire dans les actes relatifs à la police municipale.

1. Cass., 25 octobre 1886, S. 1887.1.457. Il est à remarquer que conformément aux arrêts précédemment indiqués, la Cour de cassation avait affirmé que l'instituteur communal, bien que sa nomination par le supérieur fût soumise à l'approbation du préfet, devait être considéré comme le préposé de l'Institut.

Le 1^{er} avril 1904, un violent incendie avait éclaté à Bordeaux, et détruit une grande partie du collège de Tivoli. La Société civile de Saint-Joseph de Tivoli, propriétaire du collège, voulut poursuivre la ville de Bordeaux comme civilement responsable des fautes qu'avait pu commettre Luthard, commandant des sapeurs-pompiers, au cours de l'incendie. Sans même admettre l'examen des faits dont la Société offrait de faire la preuve, la Cour de Bordeaux l'a déboutée de sa demande : « Attendu que suivant une jurisprudence fixée par plusieurs arrêts de la Cour de Cassation, les compagnies de sapeurs-pompiers sont des institutions communales fonctionnant sous la surveillance de l'autorité municipale, et que ceux qui, avec ou sans grade, en font partie, sont en principe les agents ou représentants de la commune qui les emploie. Mais attendu que cette jurisprudence ne saurait être prise dans un sens trop absolu, qu'elle doit subir les restrictions qui résultent de la loi. Or attendu que l'article 6 du décret du 10 novembre 1903, sur l'organisation des corps de sapeurs-pompiers reproduit la disposition suivante entièrement contenue dans l'article 20 du décret du 29 décembre 1875 relatif au même objet : En cas d'incendie, la direction et l'organisation des secours appartient exclusivement à l'officier commandant qui donne seul des ordres aux travailleurs, l'autorité locale conserve ses droits pour le maintien de l'ordre pendant le sinistre ; Attendu qu'il résulte de

ce texte que l'officier des sapeurs-pompiers chargé du commandement dans l'incendie a , pour toutes les mesures se rattachant à l'extinction du feu, une autorité qui lui est propre, qu'il cesse au cours de ce service, en ce qui touche les mesures précitées, d'être dans la dépendance de l'autorité municipale ; *qu'il est interdit à celle-ci de lui donner des ordres* ou instructions se référant au service par lui accompli dans les conditions techniques qu'il juge utiles, que les faits dommageables qu'il commettrait en accomplissant cette tâche ne sauraient dès lors engager, en vertu de l'article 1384 § 3, la responsabilité de la commune dont en d'autres circonstances il est suivant la jurisprudence susvisée le représentant ou l'agent, qu'il suit de là que la ville de Bordeaux doit échapper à toute responsabilité dérivant des actes étroitement liés aux mesures que le commandant Luthard ordonnait et dirigeait en vue d'éteindre l'incendie du collège de Tivoli (1). »

Le commandant de sapeurs-pompiers serait plutôt un organe qu'un simple préposé, or la responsabilité de la commune a été écartée parce qu'elle ne peut lui donner des ordres. Le simple sapeur-pompier, qui, lui, n'est qu'un préposé, engage d'après la jurisprudence la responsabilité de la commune à raison de ses délits ou quasi-délits, parce qu'il demeure soumis

1. Bordeaux, 26 mars 1906, S. 1908.2.17.

à sa surveillance et à son autorité. La Cour de Cassation a même décidé que la commune était responsable des dégradations commises par un pompier venu du dehors, car en travaillant à éteindre l'incendie, il était devenu son préposé (1).

C'est à la même idée, croyons-nous, qu'il faut rattacher la distinction qu'admet la jurisprudence entre les fautes des maires et celles des agents municipaux dans les actes relatifs à la police municipale.

Par une suite d'arrêts récents la Cour de Cassation a décidé que la commune ne saurait avoir à supporter aucune responsabilité, à raison des fautes commises par le maire dans l'exercice de ses pouvoirs de police (2). Or, à la même époque, la même année, en

1. V. D. *Suppl. au Rép.*, v° *Responsabilité*, n° 878. Cass. req., 3 janvier 1883, D. 1883.1.211.

2. La question ici semble plus complexe, car nous sommes sur les limites du droit civil et droit administratif. Jusqu'à ces dernières années, les tribunaux judiciaires se déclaraient toujours compétents en matière de responsabilité des communes, sans distinguer entre les actes relatifs à la police municipale et les actes relatifs à la gestion du patrimoine communal. Par une série d'arrêts récents, rendus à la suite de diverses demandes en dommages-intérêts dirigées contre la ville de Boulogne-sur-Mer, la Cour de cassation a décidé que l'autorité judiciaire est incompétente pour statuer sur une faute du maire accomplie dans l'exercice de ses pouvoirs de police. Mais ce qu'il importe de remarquer c'est qu'elle a déclaré que cette faute, fût-elle soumise à l'appréciation des tribunaux judiciaires, ne saurait engendrer la responsabilité de la commune, car dans l'exercice de ses pouvoirs de police le maire est un magistrat de l'ordre administratif

1906 la Cour de Cassation rendait la ville de Nîmes responsable des délits commis par un agent de police dans l'exercice de ses fonctions. Dans un cas il s'agit d'un soi-disant organe, irresponsabilité de la commune, dans l'autre d'un simple préposé, la commune est déclarée responsable. « *A priori*, dit M. Appert, il paraît bizarre qu'une personne ait à supporter le poids des fautes que commettent ses préposés, et soit à l'abri de toute action du fait de ses propres fautes. Transportée dans le domaine du droit commun, cette théorie semblerait inadmissible. Si je dois indemniser les passants qu'écrase mon cocher, comment concevoir qu'ils soient désarmés lorsque moi-même je conduis la voiture. Telle est pourtant en matière administrative la distinction qu'on veut faire, puisque le maire est considéré comme l'organe de la commune, de telle sorte que lorsqu'il agit c'est la commune qui est censée faire l'acte (1). »

Quelle est donc la raison qui a guidé la Cour de Cassation dans ces solutions en apparence contradictoires. C'en'est pas, croyons-nous, cette considération que le maire dans l'exercice de ses attributions de police est un représentant de l'État et non de la commune. L'ensemble de la doctrine comme la juris-

investi d'une délégation *directe* de la puissance publique. V. Cass., 3 avril 1905, S. 1906.1.353. Cass., 23 mai 1905 et 15 janvier 1906, S. 1907.1.81.

1. Appert, note sous S. 1907.1.81, précité.

prudence s'accordent à reconnaître que la police municipale est affaire d'ordre purement local (1). Du reste, pour être logique il eût fallu admettre que l'agent de police n'était lui aussi qu'un préposé du pouvoir central ne pouvant engager la responsabilité de la commune. Si la Cour de Cassation a admis les solutions qui précèdent, c'est qu'inconsciemment peut-être, elle s'est laissé guider par cette idée, que le maire dans l'exercice de ses pouvoirs de police était investi d'une autorité propre, tandis que les agents de police n'agissent que sous le contrôle de l'autorité municipale, et engagent par suite la responsabilité de la commune conformément à l'article 1384 du Code civil.

Ces quelques exemples suffisent à nous montrer que la jurisprudence attache moins d'importance au choix qu'à la possibilité d'une surveillance active pour déclarer la personne morale responsable des fautes de ses représentants ou préposés, écartant ainsi délibérément les conséquences de la théorie de l'organe.

D'autre part, à notre avis, la personne morale est toujours responsable des actes accomplis par son

1. V. Michoud, Responsabilité des communes, *Revue du droit public*, année 1897, n° 19. Berthélemy, *Traité élémentaire de droit administratif*, 3^e édition, p. 206, note 1. Montpellier, 28 mai 1900, S. 1901.2.273. V. les auteurs et arrêts cités par M. Appert, S. 1907.1.31.

représentant dans l'exercice de ses fonctions, même s'il ne s'agit pas d'un acte de fonction. M. Michoud le conteste, et fait encore ici une distinction entre l'organe et le préposé, le premier n'engageant la responsabilité de l'être moral que s'il accomplit un acte de fonction, c'est-à-dire si l'acte a directement pour but l'intérêt de l'être moral. Il cite des exemples : « Une commune, dit-il, ne sera pas responsable des dommages occasionnés par son maire, qui, dans l'exercice de ses fonctions aurait, par une imprudence de fumeur, allumé un incendie dans la propriété d'un tiers. » De même « une compagnie de chemins de fer ne saurait être responsable des faits dommageables commis par les membres de son conseil d'administration, si, alors qu'ils sont réunis en conseil, l'un d'eux avait, pour des causes étrangères aux affaires de la compagnie, maltraité une personne entrant dans la salle des délibérations (1) ».

Ces deux exemples ne nous convainquent nullement. Il nous semble, au contraire, de toute évidence que si un maire visitant un quartier de sa commune, pour se rendre compte soit des travaux d'assainissement utiles à entreprendre, soit des immeubles nécessaires à exproprier pour le percement d'une nouvelle rue, mettait le feu, par une imprudence de fumeur, à l'une des maisons qu'il examine, la com-

1. Michoud, *Théorie de la personnalité morale*, t. II, p. 238.

mune devrait être civilement responsable du préjudice causé. Il serait profondément étrange que la victime du dommage eût une action en responsabilité contre la commune si le dommage avait été causé par une imprudence de l'architecte envoyé par le maire, alors qu'elle ne pourrait rien lui réclamer si la faute avait été commise par le maire lui-même.

Quant aux membres du conseil d'administration, qui, pour une cause étrangère aux affaires de la compagnie, maltraitent un tiers entrant dans la salle des délibérations, leur situation est en tous points analogue à celle de l'employé qui se livrerait à des voies de fait sur une personne entrant inopinément dans son bureau. Dans un cas comme dans l'autre, si l'on considère que les membres du conseil d'administration ou l'employé ont agi dans l'exercice de leurs fonctions, la compagnie doit être déclarée responsable du dommage qu'ils ont causé.

Enfin il est inutile pour que la responsabilité de la personne morale soit engagée, que l'on puisse reprocher à son représentant une faute subjective. L'article 1384 a une portée générale, il est basé sur une présomption de faute de la part du commettant, il ne tient pas compte de la valeur subjective de l'acte accompli par le préposé. Si le représentant de la personne morale est atteint de démence, celle-ci a eu tort de n'avoir pas procédé à son remplacement, ou de ne l'avoir pas suffisamment surveillé. Mais je

ne vois encore ici aucune bonne raison pour dire que la personne morale ne sera pas responsable de la faute commise inconsciemment par un administrateur alors qu'elle le serait si dans les mêmes circonstances le délit avait été commis par un de ses employés.

IX

Nous avons dit qu'en principe c'est l'article 1384 que l'on doit invoquer pour fonder la responsabilité des personnes morales. Il importe toutefois de remarquer que l'article 1384 n'est lui-même qu'une application de l'article 1382, renforcé par une présomption de faute. Or, il arrive fréquemment que, lorsqu'un délit ou un quasi-délit a été commis par un des nombreux préposés de la personne morale, il est impossible de déterminer quel est le véritable auteur de la faute. Laissera-t-on la victime sans aucun recours? Sans aucun doute, non. La personne morale a commis une faute dans le choix ou dans la surveillance de son préposé. Mais dans ce cas, il sera difficile d'invoquer l'article 1384 puisqu'il est impossible de déterminer le véritable auteur du dommage. C'est donc avec raison que la jurisprudence déclare alors la personne morale responsable en vertu de l'article 1382 (1).

1. Notamment les Compagnies de chemins de fer sont déclarées responsables en vertu de l'article 1382 lorsque, avant le départ du

D'autre part on fera sans difficulté application aux personnes morales de l'article 1384 § 1^{er}, lorsque le dommage aura été causé par une chose dont elle avait la garde. C'est ainsi que la Cour d'Appel de Grenoble a décidé que lorsqu'un particulier avait été blessé par un arbre planté sur une place publique, la Ville à laquelle appartenait cet arbre devait être déclarée responsable de l'accident, si elle ne prouve qu'il est dû au cas fortuit ou à la force majeure (1).

Quant aux articles 1385 et 1386, personne n'a jamais contesté leur application aux personnes morales (2).

train, toutes les précautions n'ont pas été prises pour éviter un accident. V. notamment Grenoble, 13 février 1894, D. 98.2.376. Amiens, 10 nov. 1896, D. 97.2.309. Paris, 20 février 1896, D. 98.2.243. Bordeaux, 12 janvier 1903, D. 1904.2.330. Dans tous les cas, la faute a bien été commise par un surveillant ou un employé, mais comme il est impossible de déterminer quel est le préposé qui a mal fait son service, les tribunaux fondent la responsabilité de la Compagnie sur l'article 1382 et non pas sur l'article 1384.

1. Grenoble, 10 février 1892, S. 93.2.205.

2. La ville de Paris, propriétaire de l'église Saint-Eustache, a été déclarée responsable envers les tiers des accidents causés par le défaut d'entretien de l'édifice. Conseil d'État, 9 août 1893, S. 95.3.76.

CHAPITRE IV

Responsabilité personnelle des Agents de la Personne Morale

La personne morale est tenue d'indemniser les tiers des délits ou quasi-délits commis par ses représentants ou préposés, mais il arrive fort souvent qu'elle soit insolvable. Un syndicat ne peut disposer que de bien faibles ressources ; condamné, il peut se dissoudre. La victime de ses agissements illicites n'aura plus devant elle qu'une ombre, un fantôme contre lequel elle ne pourra obtenir réparation du préjudice qui lui aura été causé. La personne morale sera-t-elle donc seule responsable, et l'auteur du délit ne pourra-t-il être personnellement poursuivi ?

Une fausse conception de l'être moral aboutit sur ce point aux conséquences les plus déplorables. Si l'individualité de l'auteur du délit disparaît, si elle s'absorbe en quelque sorte dans celle de la personne morale, celle-ci seule est réputée avoir agi, et par suite seule doit être déclarée responsable. Ce résultat

fâcheux, M. Planiol (1) l'attribue à la théorie de la fiction, nous y verrions plutôt une conséquence de la théorie de l'organe. L'acte de l'organe ne lui appartient pas, il est l'acte de la personne morale, l'organe ne saurait donc être personnellement responsable. Nous reconnaissons fort bien, avec M. Michoud, qu'au point de vue psychologique, c'est l'organe qui a agi, mais il importe de ne pas confondre le domaine du droit avec celui de la philosophie. Or, si au point de vue psychologique, l'acte de l'organe est le sien propre, il est impossible d'admettre qu'il soit aussi

1. Planiol, note sous Seine, 5 décembre 1905, D. 1907.2.32. « L'effet le plus fâcheux que produise l'inutile et funeste fiction de la personnalité morale, est le déplacement de responsabilité qui en résulte. Des hommes associés sont toujours des hommes agissant personnellement ; et cependant quand ils veulent accomplir en commun des actes illicites, qui leur sont personnellement profitables, ils cessent d'être des hommes personnellement responsables de leurs actes. A l'abri de cette espèce de voile que la loi étend sur eux, leur individualité s'efface, la responsabilité qui, logiquement et moralement, est la leur, passe à cet être fictif qui s'appelle l'être moral, et ils y gagnent le bénéfice monstrueux de devenir irresponsables : leurs victimes ont affaire non pas à eux, bien qu'ils soient les seuls réellement existants et réellement coupables, mais bien à une personne qui n'existe pas. » Nous ne croyons pas que l'irresponsabilité des membres et des agents de la personne morale soit une conséquence nécessaire de la théorie de la fiction, car les auteurs qui ne voient dans la personne morale qu'un être fictif fondent sa responsabilité sur l'article 1384. Or, tout le monde admet que le préposé est personnellement responsable des délits par lui commis.

l'acte de la personne morale. La théorie de l'organe est donc une conception purement juridique. Mais alors puisque à ce dernier point de vue, l'acte de l'organe est l'acte de la personne morale, que c'est elle-même qui a agi, qui a été déclarée directement responsable en vertu de l'article 1382, nous ne pouvons concevoir comment la faute pourrait être celle de l'organe, comment celui-ci pourrait également être déclaré responsable, en vertu du même article 1382, d'un délit qui, vient-on de nous dire, n'est juridiquement pas le sien. Plus exactement la théorie de l'organe conduit à la distinction admise en droit administratif, entre la faute de service et la faute personnelle. L'organe a-t-il commis une faute de service? C'est la volonté de la personne morale qu'il a exprimée, c'est l'acte de la personne morale qu'il a accompli, elle seule doit être déclarée responsable. A-t-il commis une faute personnelle? Il ne peut être considéré comme ayant agi dans la limite de ses attributions, il a cessé d'être organe, lui seul sera responsable du dommage qu'il a pu causer à des tiers.

Tels sont en effet les résultats auxquels aboutit M. Percerou, dans une lettre adressée à M. Saleilles, relative à la responsabilité des fondations (1).

1. *Bulletin de la Société d'Études Législatives*, 1909, p. 179. On doit logiquement aboutir aux mêmes résultats en matière d'associations, si l'on admet la théorie de l'organe, car comme le fait fort bien

Supposons, dit-il, un asile d'aliénés. Si par suite d'une mauvaise organisation générale du service, un aliéné s'échappe et blesse un tiers, qui devra supporter la responsabilité du dommage causé ? La fondation, répond M. Percerou, car les directeurs n'avaient pas pleine liberté pour agir, ils devaient se soumettre à l'organisation établie par l'acte de la fondation et fonctionnant sous le contrôle du conseil de surveillance. Prenons d'autre part une fondation destinée à verser des secours aux ouvriers pauvres. Si les directeurs agissent à l'encontre du but de la fondation, si par exemple, ils refusent arbitrairement des secours aux ouvriers de tel patron, rendant de ce fait le recrutement de son personnel difficile, seuls ils devront être déclarés responsables et non pas la fondation (1). Dans le premier cas, les directeurs ont commis une simple négligence dans l'exécution de leur service, ils ont agi en qualité d'organes, leur faute est celle de la personne morale qui, seule, est responsable ; dans le second, ils ont commis une faute personnelle qui ne pouvait engager que leur propre responsabilité.

remarquer M. Berthélemy (*Bull.*, 1909, p. 263), si les fondations sont de droit public dans leur origine, elles sont de droit privé dans leur fonctionnement.

1. La question se présenterait exactement sous le même aspect s'il s'agissait non plus d'une fondation, mais d'une association charitable dont le but serait de donner des soins aux aliénés ou de distribuer des secours à des ouvriers pauvres.

Cette conception est très séduisante ; elle a un grand tort : elle restreint le nombre des personnes responsables, elle diminue les garanties de la victime du délit. La distinction entre la faute personnelle et la faute de service peut, dans une certaine mesure, se justifier en droit administratif, car l'État étant toujours solvable ne cause aucun préjudice aux tiers en prenant seul à sa charge la responsabilité de certaines fautes commises par ses fonctionnaires ; mais les personnes morales de droit privé ont souvent des ressources insuffisantes pour faire face aux condamnations prononcées contre elles ; restreindre à leur patrimoine les droits de la victime, ce serait parfois ne lui donner qu'un recours illusoire (1).

1. Dans une note au Dalloz, M. Planiol, afin de pouvoir déclarer les membres des syndicats personnellement responsables de leurs délits, avait soutenu que la personne morale ne pouvait avoir à supporter aucune responsabilité. Les personnes morales sont « des fictions instituées pour la commodité de certains actes juridiques, mais qui ne peuvent pas servir de paravent pour les auteurs d'actes délictueux ». Seul l'agent qui a commis un délit doit être déclaré responsable. « Le fonctionnaire qui dépasse ses pouvoirs ou qui agit contrairement aux lois n'engage que sa propre personne. Quelle raison supérieure y aurait-il pour décider autrement en faveur des meneurs d'un syndicat ? Serait-ce le désir de laisser leurs victimes sans recours utiles ? » Planiol, note sous Lyon, 2 mars 1894, D. 94.2.305. C'est là une exagération dans un autre sens. La responsabilité individuelle des membres de l'association ne fait pas disparaître celle de la collectivité considérée comme personne morale, en admettant le cumul des responsabilités, nous supprimons le paravent et l'argument tombe. V. Brémont

Les principes que nous avons admis en matière de personnalité morale nous conduisent à une solution plus équitable. Qu'il s'agisse d'un représentant ou d'un simple employé, l'agent de la personne morale sera toujours responsable des délits ou quasi-délits qu'il aura commis. « La théorie de la représentation juridique, qui exempte le gérant des conséquences de ses actes pour les reporter entièrement sur le représenté, est applicable aux personnes morales comme aux autres, mais toujours avec la même restriction ; elle n'est vraie que pour les actes contractuels et leurs effets licites. Dès que l'acte prend un caractère illicite, le principe de la responsabilité individuelle reconquiert tout son empire (1). »

Après quelques hésitations, la jurisprudence a nettement affirmé la responsabilité personnelle des gérants des syndicats. « Attendu, dit le Tribunal civil de la Seine, dans un jugement du 5 décembre 1905, que si en principe les directeurs et administrateurs d'un syndicat ne répondent pas personnellement vis-à-vis des tiers des actes accomplis par eux en cette qualité dans les limites des statuts, il n'en saurait

dans la *Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1899, p. 136. V. également Séon, *Étude sur la responsabilité pénale et civile des syndicats professionnels*, thèse Dijon, 1900, p. 178. Bohler, *Personnalité et responsabilité civile des syndicats professionnels*, Thèse Aix, 1905, p. 262.

1. Planiol, note sous D. 94.2.305 cité.

être de même si le fait qui leur est reproché, même prévu par les statuts est un fait illicite ; que dans ce cas leur responsabilité individuelle demeure engagée vis-à-vis des tiers qui éprouvent un préjudice du fait de leurs agissements... Que décider autrement aboutirait à rendre inefficace les décisions de justice en présence d'un syndicat personne morale qui, pour se soustraire aux condamnations qu'il a encourues, aurait recours à la dissolution au lendemain même du jugement qui les aurait prononcées, et se transformerait en changeant de nom en un syndicat nouveau, refusant par suite de prendre à sa charge le passif de l'ancien syndicat ; qu'un pareil résultat serait contraire à toute équité, comme à l'intérêt bien entendu des syndiqués eux-mêmes, etc... »

Ce sont les mêmes arguments qui, plus récemment encore, furent invoqués par la Cour d'appel de Montpellier (1). Blaquière, expulsé du syndicat dont il fai-

1. Montpellier, 20 février 1908, S. 1909.2.249. « Attendu que s'il est vrai que le représentant d'une personne morale est autorisé à s'abriter derrière celle-ci, c'est à la condition que l'acte qu'il accomplit ou qu'il exécute en son nom, soit licite et rentre dans la limite des statuts qui la régissent ; que lors, au contraire, que l'acte revêt un caractère manifestement illicite et que l'agent s'y associe en y prenant en connaissance de cause une part active et personnelle, il cesse d'être un mandataire pour devenir un véritable complice au sens de la loi ; que sa responsabilité est alors engagée au même titre et dans les mêmes conditions que celle de la personne morale au nom de laquelle il agit ; qu'une telle solution est non seulement conforme aux princi-

sait partie, fut renvoyé par son patron à la suite d'une démarche faite par Pioch, président de la Chambre syndicale des dockers, et Bocquet, arbitre du syndicat des merrains. Il actionna ceux-ci en réparation du préjudice causé. Pioch et Bocquet répondirent que n'ayant fait qu'exécuter une décision du syndicat ils ne pouvaient être assignés qu'en leur qualité de représentants du syndicat et non en leur nom personnel. La Cour de Montpellier les déclara personnellement responsables du préjudice subi par Blaquièrre.

Mais pour que l'agent de la personne morale soit responsable, il faut qu'on puisse lui reprocher d'une façon précise une faute. C'est pourquoi le Tribunal de la Seine a déclaré le demandeur recevable, mais mal fondé en sa demande et l'en a débouté, car il n'indiquait pas « par quels actes ou sous quelle forme se serait traduite la part active et personnelle qu'aurait prise à la mise à l'index les anciens membres du syndicat chargés de l'administration ». M. Planiol a vi-

pes du droit, mais qu'en outre, elle est commandée dans l'espèce par des considérations impérieuses d'équité; qu'il est évident que si la victime des agissements ou des décisions plus ou moins arbitraires d'un syndicat n'avait d'action que contre cette association, son recours serait presque toujours illusoire, par la raison que pour se soustraire aux conséquences de la condamnation prononcée contre lui, le syndicat ne manquerait pas de se dissoudre, sauf à se reconstituer le lendemain avec les mêmes personnes, mais sous un autre nom. » V. également Paris, 7 décembre 1903, confirmant Seine, 14 mai 1901, D. 1905. 2.98.

vement critiqué cette solution. « Cette jurisprudence, dit-il, rend stérile le principe salulaire que les juges ont commencé par proclamer sur la responsabilité personnelle des syndiqués. Il devient, en effet, nécessaire qu'il y ait eu deux fautes distinctes commises, l'une par le syndicat agissant collectivement, l'autre par ses directeurs agissant personnellement. Il y a eu deux responsabilités indépendantes, et les chefs du syndicat sous la seule condition d'avoir soin de ne jouer, en apparence au moins, qu'un rôle passif, pourront impunément se faire les exécuteurs des décisions collectivement prises, et dont ils auront été les instigateurs sous la coulisse. La preuve de leur faute personnelle devient à peu près impossible pour les tiers. » Et plus loin : « Pour que la morale et l'équité fussent satisfaites, il faudrait admettre que les actes accomplis par le syndicat sont, ce qui est la vérité, l'œuvre des syndiqués eux-mêmes et qu'il n'est pas besoin pour les rendre responsables de relever à la charge de ceux-ci une faute personnelle distincte de la faute collectivement commise (1). » Ces critiques ne nous semblent justifiées qu'en partie. Sans doute la faute relevée à la charge du syndicat constitue une présomption de faute contre les gérants, et même contre l'ensemble des syndiqués, car les décisions du syndicat sont généralement pri-

1. Planiol. Note sous D. 1907.2.32 cité.

ses et exécutées en commun, mais il faudrait tout au moins, réserver individuellement à chacun des membres du syndicat la preuve contraire, leur permettre d'établir qu'ils n'ont participé en aucune mesure à l'acte délictueux.

C'est du reste la solution admise par la jurisprudence, lorsque la faute a été commise non pas par un seul individu mais par un collège, une collectivité. De nombreux arrêts décident que si, en principe, la responsabilité des membres du conseil de surveillance des sociétés en commandite par actions, et des administrateurs des sociétés anonymes est individuelle, elle devient solidaire toutes les fois qu'il y a faute commune et indivisible et qu'il est impossible de déterminer la part de responsabilité de chacun d'eux.

Les administrateurs de la société la Mana avaient embauché un certain nombre d'ouvriers pour exploiter des placers, situés à la Guyane, et s'étaient engagés pour les décider à partir à leur fournir la nourriture et le logement ainsi que les soins médicaux qui pourraient leur être utiles. L'un des ouvriers, nommé Beurrier, mourut à la suite de l'abandon dans lequel il avait été laissé durant sa dernière maladie. Par arrêt en date du 4 juin 1900, la Cour de Paris condamna solidairement tous les administrateurs de la société à indemniser les parents du défunt, du préjudice matériel et moral qu'ils avaient subi. L'un des administrateurs, M. Hersent, se pourvut en Cas-

sation contre cette décision, mais le pourvoi fut rejeté. « Attendu, dit la Chambre des requêtes, que Beurrier atteint de fièvres, expira sans qu'aucun remède lui ait été donné, que dans ces circonstances il a été justement apprécié par l'arrêt attaqué, que les torts de la Compagnie et l'abandon dans lequel Beurrier a été laissé dans sa dernière maladie constituent une faute dont étaient responsables solidaiement tous les administrateurs de la Compagnie, le départ de la responsabilité entre chacun d'eux ne pouvant, en l'état de la cause, être établie... Rejette(1). »

Il ne suffit pas pour que l'administrateur puisse écarter toute responsabilité, qu'il démontre qu'il n'a pas pris part au vote, ou même qu'il n'a pas assisté à la délibération. En ne cherchant pas à éclairer ses collègues de ses conseils, il a commis une négligence, il faut, s'il veut éviter toute condamnation personnelle, qu'il proteste contre la décision prise, et fasse constater son dissentiment. Il s'ensuit que la responsabilité des administrateurs ou des gérants d'une personne morale peut varier suivant l'époque à laquelle sa protestation a été formulée.

Le 28 septembre 1870, en exécution d'une délibé-

1. Cass. req., 20 janvier 1902, S. 1902.1.280. V. également Lyon, 17 août 1865, S. 1866.2.232 ; D. 1866.2.194. Cass., 25 février 1879, affaire du Crédit foncier suisse, S. 1881.1.46 ; D. 1880.1.20. Cass., 15 juillet 1895, S. 1895.1.349 et les renvois, Lyon-Caen et Renault, Traité, t. II, n° 825.

ration du conseil municipal, un piquet de la garde nationale de la commune de Caluire, commandé par un officier et accompagné de trois adjoints, envahit le noviciat des Frères de la Doctrine Chrétienne. Les novices furent expulsés, un grand nombre d'animaux, de denrées, d'objets mobiliers de toutes sortes disparurent, les bâtiments furent détériorés, des dommages considérables furent causés, s'élevant à la somme totale de 104.734 fr. 55, d'après les estimations des experts.

La Cour de Lyon (1) déclara tout d'abord la commune responsable des délits de ses représentants, puis, examinant la demande des Frères à l'égard du maire et des seize conseillers municipaux, cosignataires de la délibération du 27 septembre 1870, elle proclama en termes généraux leur responsabilité personnelle: « Considérant que ce sont eux qui ont pris l'initiative de toutes les mesures violentes, vexa-

1. Lyon, 22 juillet 1875. S. 75.2.241. Cet arrêt est un des plus intéressants que nous ayons rencontré sur les questions de responsabilité en matière de personnalité morale, car il les résume toutes.

1° La personne morale (la commune) est responsable des fautes commises par ses représentants (les conseillers municipaux); 2° les agents de la personne morale sont personnellement responsables de leurs délits mais leur responsabilité cesse du jour où par une protestation régulière en la forme, ils ont manifesté leur intention de ne pas se solidariser avec leurs collègues; 3° la personne morale a un recours contre ses représentants pour l'indemniser des condamnations prononcées contre elle

toires, spoliatrices, dont les Frères ont été victimes . Que sous le prétexte mensonger de l'intérêt de la défense nationale, ils ont donné libre carrière à leurs mauvaises passions ; Que leur but était d'expulser les Frères, de détruire leur établissement et de faire de leur propriété une propriété communale ; Que l'intention de cette ridicule et odieuse confiscation est nettement révélée par les délibérations prises par le conseil municipal, les 3 et 9 octobre 1870, délibérations tenues secrètes et qui n'ont point été soumises à l'approbation du préfet ; Considérant que Vassel et les seize conseillers municipaux doivent personnellement aux Frères, la réparation du dommage qu'ils leur ont causé par leurs agissements coupables. »

Mais tous ne doivent pas être traités de la même façon. « Considérant qu'il y a lieu toutefois de distinguer entre les conseillers municipaux, que si Vassel, Razurel, Pierrot, Benoit Rivière, Faure, Chatelet, Truchet, Ducotté, Montfalcon, Combe et Crassard doivent être condamnés à réparer solidairement la totalité du dommage s'élevant à la somme de 104.734 fr. 55, il convient de tenir compte dans une certaine mesure des protestations formulées par Simon Rivière, Brunier, Chabaud, Bouvet, Colomb et Bertrand. En ce qui concerne Simon Rivière et Brunier : Considérant qu'il est établi qu'ils ont protesté dès le 9 octobre 1870 contre les actes du conseil municipal, qu'ils

ne peuvent être responsables que du dommage causé aux Frères, jusqu'à ce jour ; que la Cour possède les éléments nécessaires pour les fixer à la somme de 5.000 francs comprise dans celle de 21.492 fr. 36 mise à la charge de la commune ; Considérant que les autres conseillers municipaux Chabaud, Bouvet, Colomb et Bertrand n'ont songé à protester qu'à la date du 16 octobre 1870, alors que le 14 octobre, les Frères avait fait signifier aux vingt-trois conseillers municipaux de Caluire, une énergique protestation, avec sommation d'avoir à s'abstenir de procéder à la vente annoncée, leur déclarant qu'ils les rendaient personnellement responsables ; que leur protestation quelque tardive qu'elle ait été, prouve du moins qu'ils ont voulu et ont dû rester étrangers à tout ce qui a été fait depuis ; qu'ils doivent être condamnés solidairement avec les dix premiers conseillers municipaux, et Vassel à réparer tout le dommage accompli jusqu'au 16 octobre, s'élevant à la somme de 20.802 fr. 36, composée, etc... »

Les décisions de l'arrêt nous paraissent parfaitement motivées. La responsabilité des gérants de la personne morale ne cesse que du jour où ils ont protesté contre l'acte illicite.

II

Supposons maintenant que le délit ait été accompli, non plus par un représentant de la personne morale, mais par un agent inférieur, un simple employé. Tout d'abord et sans aucun doute, l'agent sera personnellement responsable de la faute par lui commise par application de l'article 1382, et la personne morale civilement responsable, en vertu de l'article 1384. Mais la responsabilité ne viendra-t-elle pas également frapper la série des agents intermédiaires qui ont choisi le préposé qui travaille sous leurs ordres et qu'ils sont chargés de surveiller ? La responsabilité remonterait ainsi de degré en degré, frappant tout d'abord l'auteur de l'acte délictueux, puis en quelque sorte par ricochet toute la série hiérarchique de ses supérieurs pour venir atteindre les administrateurs et les gérants, et en définitive la personne morale. Nous avons relevé sur ce point deux arrêts qui semblent contradictoires.

Denis Lacaze, préposé salarié de la Société des Courses de Saint-Palais, avait placé sur la piste une haie qui ne devait être dressée qu'à l'épreuve suivante. Le cheval « Zut », appartenant à M. Fournas, s'arrêta brusquement devant l'obstacle et désarçonna son cavalier, tandis que son unique concurrent, la jument « Désirée », passa sans encombre et continua sa

course. Le cheval « Zut », remonté presque immédiatement, rejoignit la jument, mais fut cependant battu par elle d'une tête au poteau d'arrivée et n'obtint que le second prix. M. de Fournas assigna M. de Saint-Jayme et autres les commissaires de la Société des Courses, tant en leur nom personnel que comme représentants de la dite société. La Cour de Pau, dans un arrêt du 1^{er} avril 1908, les déclara personnellement responsables de la faute de Denis Lacaze, se fondant sur ce seul motif qu'ils avaient personnellement commis une faute, soit dans le choix, soit dans la surveillance de leur préposé. Saint-Jayme et les autres commissaires se pourvurent en Cassation contre cet arrêt, prétendant qu'ils ne pouvaient être condamnés qu'ès-qualités. La Chambre des Requêtes rejeta le pourvoi (1).

1. Cass., req., 11 mai 1909. *Gazette du Palais*, 19 juin 1909. Attendu, d'après l'arrêt attaqué, que le 23 juillet 1905 sur l'hippodrome de Saint-Palais, au moment où était couru le prix du Gouvernement course plate pour anglo-arabes, Denis Lacaze, préposé salarié de la Société des courses, plaça sur la piste une haie qui devait être dressée seulement dans la course suivante, que, arrivé à la hauteur de cet obstacle imprévu, le cheval « Zut », appartenant à de Fournas, s'arrêta brusquement et désarçonna son cavalier ; que la jument « Désirée » son unique concurrent, passa sans encombre et continua la course ; que remonté presque immédiatement, le cheval « Zut » rejoignit la jument, mais fut battu cependant par elle d'une tête au poteau d'arrivée, et n'obtint que le deuxième prix ;

Attendu que de Fournas avait assigné les demandeurs en cassation

Si le principe que paraît admettre la Cour de Cassation était généralisé, l'on devrait déclarer tous les agents supérieurs de la personne morale responsables des délits des agents inférieurs considérés comme leurs préposés. Inutile, pour aboutir à une solution meilleure, d'admettre la théorie de l'organe. Car de deux choses l'une, ou bien on considère que les organes, dans la mesure de leurs attributions, n'ont ni

pris tant en leur nom personnel que comme commissaires de la Société des Courses de Saint-Palais en réparation du préjudice que lui avait causé Denis Lacaze ; qu'il invoquait à leur encontre la faute qu'ils avaient commise en ne surveillant pas la piste pendant la course ;

Attendu que pour déclarer les commissaires personnellement responsables, l'arrêt attaqué s'est fondé sur ce qu'ils avaient commis une faute personnelle, *soit dans le choix de leur préposé, soit en ne le surveillant pas* ;

Attendu que ces motifs qui répondaient directement et en fait aux conclusions d'appel des demandeurs en cassation ne sauraient être considérés comme dubitatifs, qu'il suffit en effet de les rapprocher de ces conclusions qui, reconnaissant un défaut de surveillance, invoquaient l'excuse d'ailleurs rejetée de la force majeure, pour reconnaître qu'ils affirment l'existence d'une faute certaine ;

Attendu, d'autre part, que si les commissaires de la Société des Courses de Saint-Palais, mandataires de la Société, la représentaient à l'égard des tiers, ils n'en étaient pas moins tenus personnellement à réparer le dommage causé par leur faute ;

D'où il suit qu'en constatant cette faute, l'arrêt attaqué, lequel est suffisamment motivé, a donné une base légale à sa décision, et n'a violé aucun des textes susvisés ;

Rejette...

volonté, ni personnalité propre, mais que la personne morale veut et agit par leur intermédiaire, et l'on doit alors logiquement en conclure qu'ils ne peuvent jamais encourir aucune responsabilité personnelle ; ou bien on doit admettre que, tout en exprimant la volonté de la personne morale, ils conservent leur individualité et deviennent, par suite, responsables du dommage par eux causé, et la situation reste la même qu'avec notre théorie de la représentation.

Mais, rendre les gérants de la personne morale responsables de la faute des agents inférieurs, c'est à notre avis faire une fausse application de l'article 1384. Pour que la présomption de faute établie par cet article fonctionne, il faut qu'il y ait relation de maître à préposé, que l'employé soit au service de la personne déclarée civilement responsable. Or nulle relation semblable n'existe entre l'agent inférieur de la personne morale et son supérieur hiérarchique. Ce n'est pas à celui-ci que son travail profite : l'employé subalterne est le préposé de la personne morale, non celui de ses administrateurs ou de ses gérants.

La solution donnée par la Cour de Pau n'est pas inexacte ; elle est insuffisamment motivée. Denis Lacaze était le préposé de la Société des Courses et non pas de ses commissaires, l'article 1384 leur était inapplicable. Seul l'article 1382 pouvait être invoqué ; mais il ne suffisait pas alors de relever en

termes généraux contre les commissaires une faute, soit dans le choix, soit dans la surveillance du préposé de la Société : il était indispensable d'établir d'une façon précise la faute dont on entendait les déclarer responsables. C'est la solution qui fut donnée dans un arrêt du 30 mai 1908, par la Cour d'appel de Paris.

Maillard, caissier du Syndicat agricole de Cerisiers, avait détourné les fonds qu'il avait reçus pour payer différents fournisseurs. L'un d'eux, Ducancel, assigna le Syndicat en paiement des fournitures faites, et obtint contre lui un jugement de condamnation confirmé par arrêt de la Cour de Paris, du 23 juin 1907. Sur ces entrefaites, le Syndicat s'étant dissous, Ducancel ne put obtenir l'exécution des condamnations prononcées à son profit. Il introduisit, dès lors, une nouvelle demande contre les membres du bureau du Syndicat, afin d'obtenir une condamnation contre eux, tant en leur nom personnel que comme civilement responsables des fautes de leur préposé. Dans leurs conclusions les demandeurs affirmaient la responsabilité nécessaire et indéfinie des membres du bureau à raison des fautes commises par les agents d'un syndicat. La personnalité juridique, disaient-ils, attribuée par la loi aux syndicats, sociétés, et groupements de toutes sortes, ne saurait aboutir à une assimilation complète avec les personnes humaines voulantes et agissantes. On ne comprend pas une personne mo-

rale commettant un quasi-délit comme celui dont le Syndicat de Cerisiers a été déclaré responsable, sans l'intervention des membres agissants qui l'administrent et le représentent, d'où il suit qu'en condamnant dans son arrêt antérieur le Syndicat agricole de Cerisiers, à réparer le préjudice subi par l'appelant, la Cour a implicitement jugé que la faute commise ne pouvait qu'émaner des représentants légaux du syndicat.

Par arrêt du 30 mai 1908 (1) la Cour d'appel de Paris l'a débouté de sa demande. Elle décida que

1. Paris, 30 mai 1908. *Gazette des tribunaux*, 14 août 1908, *Droit*, 30 août 1908.

« La Cour :... Considérant en droit, sur les conclusions principales, qu'il n'est pas possible de prétendre que les membres du bureau d'un syndicat soient eux-mêmes responsables du quasi-délit ou de la faute imputée au syndicat, par cela seul, qu'étant membres du bureau, ils devaient être considérés comme les auteurs de la faute, que leur personnalité ne peut se confondre à ce point avec celle du syndicat qu'ils administrent, et qu'il est spécifié nettement à l'article 14 des statuts qu'ils ne contractent en raison de leur gestion aucune obligation personnelle ni solidaire relativement aux engagements pris par le syndicat ;

Considérant qu'ils ne peuvent donc être responsables comme membres du bureau que d'une faute précisée et justifiée dans les formes du droit commun, soit par application de l'article 1382 ;

Considérant que l'article 1384 ne peut donc être invoqué contre eux, puisqu'on ne peut les rendre responsables individuellement du choix que le bureau avait fait de Maillard comme secrétaire ou même comme encaisseur ; que Maillard était préposé du syndicat et non des membres du bureau, et que le syndicat a été précisément condamné

les membres du bureau d'un syndicat ne pouvaient être personnellement responsables en cette qualité que s'il est relevé contre eux une faute dans les termes de l'article 1382 du Code civil, mais que l'article 1384 ne leur est pas personnellement applicable, car tout individu employé au service du syndicat est le préposé du syndicat et non pas des membres du bureau.

Nous ne pouvons trop approuver une telle décision. La solution contraire préconisée par le demandeur « s'appliquant non seulement aux syndicats, mais aux sociétés, n'aboutirait à rien moins qu'à rendre les membres du conseil d'administration d'une grande société, comme le Chemin de fer du Nord, par exemple, responsables des méfaits de l'un de ses innombrables agents (1) ».

par l'arrêt précité devenu définitif, comme étant le commettant de Maillard ;

Considérant sur les conclusions subsidiaires que l'article 1384 est seul applicable dans la cause, et qu'il appartient à Ducancel de préciser et d'établir les fautes qui peuvent entraîner la responsabilité collective ou individuelle des membres du bureau ; que si par application de l'article 1382, les membres du bureau d'un syndicat ont, dans certains cas, été condamnés pour des actes illicites auxquels ils s'étaient associés, c'est toujours à raison d'une faute bien déterminée commise envers des tiers...

Confirme... »

1. Note dans *Gazette des tribunaux*, 14 août 1908.

CHAPITRE V

Recours réciproques entre la personne morale et ses agents.

Dans tous les cas, qu'il s'agisse d'un représentant ou d'un simple préposé, la victime du délit pourra demander réparation du préjudice causé, soit à la personne morale, soit à l'auteur du dommage. Elle peut même, si elle craint leur insolvabilité, les poursuivre l'un et l'autre. Toute distinction entre la faute de service et la faute personnelle est ici inadmissible. Mais si on laisse de côté les tiers, à l'intérieur de la personne morale, il semble que l'on puisse admettre une distinction analogue. Refuser tout recours entre la personne morale et son agent serait une solution peu équitable ; elle aurait pour résultat de faire dépendre la responsabilité de chacun d'eux de la façon dont l'instance primitive a été engagée. La personne morale a-t-elle été seule poursuivie ? elle aurait seule à supporter le poids d'une faute qui bien souvent n'est pas la sienne ; est-ce l'auteur du délit qui est condamné ? il serait tenu à réparer

intégralement un délit qu'il n'a peut-être commis qu'en exécutant des ordres qui lui ont été antérieurement donnés (1).

En premier lieu, il est certain, que la personne morale déclarée civilement responsable, invoquant à son profit l'article 1382, pourra demander à l'auteur du délit réparation du préjudice que par sa faute il lui aura causé (2). Cette action récursoire, la Cour de Lyon (3) n'a pas hésité à l'admettre au profit de la commune de Caluire, contre le maire et les conseillers municipaux. Elle la lui accorde même contre le préfet, Challemel-Lacour, qui avait sanctionné la délibération illicite prise par le conseil municipal. « Considérant, qu'il résulte de tout ce qui précède que la responsabilité de la commune ne se trouve engagée que par la faute de Vassel (le maire), des conseillers municipaux et de Challemel-Lacour, dans la mesure qui vient d'être déterminée ; qu'il y a donc lieu de

1. Tout recours réciproque entre la personne morale et son représentant nous semble impossible à admettre avec la théorie de l'organe, car si l'on conçoit difficilement, comment à l'égard des tiers, l'organe qui a exprimé la volonté de la personne morale peut être personnellement responsable, on peut encore moins comprendre comment, à l'intérieur même de la personne morale, il pourrait y avoir tout à la fois unité et dualité.

2. Sur le recours des maîtres et commettants contre leurs préposés. V. Sourdat, *Traité de la responsabilité*, 5^e éd., t. II, nos 770-771 et 907.

3. Lyon, 22 juillet 1875, précité.

lui accorder recours contre Vassel et les dix premiers conseillers municipaux ci-dessus désignés pour le montant total des condamnations qui seraient prononcées contre elle, contre les six autres jusqu'à concurrence des sommes mises à leur charge et contre Challemel-Lacour (1) de la somme de 36.876 fr. 36 à laquelle il est personnellement condamné. »

Ce recours intégral accordé à la personne morale contre les auteurs du délit constitue, croyons-nous, dans bien des cas, une exagération. A moins de faute inexcusable de la part de l'agent, d'acte en contradiction formelle avec le but poursuivi en commun, et avec la volonté tacite de l'ensemble du groupement, il nous paraît plus équitable de n'accorder à la personne morale qu'un recours limité contre ses représentants ou préposés. En leur confiant des missions délicates ou difficiles, la personne morale ne peut-

1. Ce recours contre le préfet nous paraît plus difficilement admissible. Le préfet ne peut être considéré ni comme le représentant, ni comme le préposé de la commune, il a agi comme représentant du pouvoir central. Sa faute n'aurait donc pu donner naissance à la responsabilité civile de la commune, mais plutôt à celle de l'État. Or, d'après les principes admis en droit administratif, l'État ne peut être déclaré responsable à raison d'actes d'autorité (sauf certaines atténuations récentes admises par des raisons d'équité par le Conseil d'État. V. not. Cons. d'État, 27 février 1903, aff. Zimmermann et Ollivier. S., 1905, 3.17, 29 mai 1903, aff. Le Berre, S., 1904, 3.121 et la note de M. Hauriou). Le préfet seul pouvait être déclaré responsable, s'il était considéré comme ayant commis une faute personnelle.

elle être considérée comme consentant à prendre à sa charge une partie des risques qu'elle fait courir aux tiers? L'agent n'agit pas dans son intérêt propre, ce n'est pas lui mais la personne morale qui profite de son travail et de ses efforts. Il a parfois rendu à cette dernière d'éminents services, il est juste qu'elle supporte, en partie du moins, les conséquences des fautes légères qu'il a pu commettre.

La ville de Mâcon avait été déclarée civilement responsable du préjudice causé à diverses personnes qui avaient souscrit un emprunt mensongèrement présenté par un banquier comme émis par elle, alors que son maire avait connu les manœuvres frauduleuses auxquelles s'était livré le banquier, et n'avait protesté au nom de la ville que trop tard, et d'une façon insuffisante.

La Cour de Dijon (1) accorda un recours en garan-

1. Dijon, 12 avril 1894. S., 1896.2.137. « La cour sur le recours en garantie formé par la ville de Mâcon contre Thévenin (son maire). Attendu que si par application des principes édictés par l'article 1382, il suffit que le préjudice subi par Gacon ait eu pour cause une faute commise par la ville de Mâcon, ou le maire son représentant légal, les mêmes principes ne sauraient être étendus à l'action récursoire dirigée par la ville contre Thévenin, qu'en effet cette action est basée uniquement sur les fautes commises par Thévenin en sa qualité de maire, dans l'exécution du mandat qui lui avait été confié de représenter la ville de Mâcon et de sauvegarder ses intérêts dans tous les actes se rattachant au traité intervenu avec Mary Rainaud ; qu'en sa

tie à la ville de Mâcon contre Thévenin son maire, mais prenant en considération sa bonne foi, la gratuité de son mandat, et les circonstances dans lesquelles il s'était trouvé, elle décida que la responsabilité de Thévenin devait être atténuée, et le condamna en conséquence à indemniser la ville de Mâcon jusqu'à concurrence du septième des condamnations prononcées contre elle.

L'arrêt fait application des principes généraux posés par l'article 1992 sur la responsabilité du mandataire. La solution serait la même à l'égard d'un simple préposé : « Il faut se rappeler que, même

qualité d'administrateur des biens de la commune, le maire est le mandataire légal de la collectivité municipale, que rien dans la loi n'autorise à admettre en principe que le maire agissant en cette qualité soit affranchi envers la commune des obligations incombant en vertu des articles 1991 et 1992 du Code civil, à toute mandataire dans l'exécution de son mandat ; qu'on ne saurait donc prétendre qu'il ne répond que du dol et de la fraude ; qu'il y a lieu toutefois, soit pour apprécier le caractère des fautes personnelles par lui commises, soit pour déterminer l'étendue de sa responsabilité, de tenir compte tant de sa bonne foi que de la gratuité de son mandat, et des circonstances dans lesquelles il s'est trouvé....

Par ces motifs :

Statuant sur le recours en garantie formé par la ville de Mâcon contre Thévenin son ancien maire. Déclare recevable et bien fondé ledit recours en garantie.

Dit toutefois que la responsabilité de Thévenin doit être atténuée. Le condamne en conséquence à garantir et indemniser la ville de Mâcon jusqu'à concurrence du 1/7 de la condamnation en principal et intérêts prononcée contre elle au profit de Gacon.

en considérant la responsabilité du préposé à l'égard du maître comme quasi-délictuelle, on peut la restreindre quand la faute a été partagée par le maître ; on peut considérer qu'il y a faute commune ; on peut arriver au partage de la responsabilité, et en définitive à n'admettre que pour partie le recours intenté par le maître contre le préposé auteur du dommage (1). »

C'est bien ce qu'exprime la Chambre des Requêtes dans un arrêt du 24 février 1886 : « Attendu en droit que la personne civilement responsable a un recours contre celui qui par son fait a causé le dommage qu'elle a été condamnée à réparer ;

« Que lorsque, indépendamment de la responsabilité qui lui incombe, elle a participé au délit ou au quasi-délit, les tribunaux sont autorisés à répartir entre elles et l'auteur du dommage le montant des réparations dans certaines proportions, suivant la gravité des torts imputables à chacun, etc... (2). »

Pour déterminer l'étendue de la responsabilité qui en définitive doit demeurer à la charge de l'agent de la personne morale, il faudra tenir compte de nombreux éléments, savoir si l'acte du préposé a été accompli de sa propre initiative ou s'il a été inspiré par le sentiment collectif, s'il est ou non conforme aux statuts, s'il résulte d'une décision prise par l'as-

1. Note de M. Tissier sous arrêt précité.

2. Cass. req., 24 février 1886, S. 86.1.460.

semblée générale (1). Il se peut aussi que la faute soit une conséquence de la mauvaise organisation des services. Par négligence ou par économie la personne morale ne dispose que d'un personnel insuffisant. Malgré tous leurs efforts, les employés ne peuvent assurer d'une façon régulière le service auquel ils sont préposés ; il serait injuste de leur faire supporter en totalité le préjudice qui en résulte pour les tiers.

Prenons un exemple. Des règlements fixent le nombre de voyageurs qui doivent avoir accès à certaines heures sur les quais du métropolitain. Si les employés, en nombre insuffisant pour veiller à l'exécution de ces prescriptions, laissent envahir les quais et pénétrer dans les voitures un nombre trop considérable de voyageurs, et si un accident vient à se produire, donnera-t-on à la Compagnie un recours contre ses préposés pour l'indemniser des condamnations pro-

1. Conf. Saleilles, *De la personnalité juridique*, p. 331. Pour déterminer dans quelle mesure la personne morale pourra recourir contre l'agent auteur du délit « il faudra tenir compte de bien des éléments complexes, du point de savoir si l'acte avait été décidé par le comité de direction ou exécuté de sa propre initiative par un agent d'exécution, et lorsqu'il a été voulu par ce comité de direction, s'il peut être considéré comme inspiré par le sentiment collectif, et les tendances des associés, ou d'une façon générale des bénéficiaires intéressés, toutes questions qui devraient entrer en ligne de compte, et qu'il faudrait laisser à l'appréciation des tribunaux, mais dont aucune ne pourrait être opposable aux tiers. »

noncées contre elles ? Nous croyons plus équitable de répondre que non, car le véritable auteur du quasi-délit, c'est la Compagnie qui par la mauvaise organisation de ses services a déterminé l'accident.

Nous irions plus loin, et nous pensons que si l'employé a fait tous ses efforts pour accomplir son service, et si néanmoins il est déclaré personnellement responsable, parce qu'il n'a pu, à l'égard des tiers, établir la preuve complète de son innocence, il pourra se retourner contre la Compagnie et lui demander réparation des condamnations prononcées contre lui. Il en serait de même, à notre avis, si de bonne foi, l'agent de la personne morale avait exécuté les décisions illicites prises par l'assemblée générale, ou obéi aux prescriptions insérées dans les statuts.

DEUXIÈME PARTIE

RESPONSABILITÉ DES ASSOCIATIONS DÉNUÉES DE PERSONNALITÉ (1).

I

La loi du 1^{er} juillet 1901 proclame la liberté d'association. Les articles 291 et suivants du Code pénal sont abolis, tout groupement peut en principe se former librement, sans autorisation préalable. Mais seules les associations qui se sont fait connaître de l'autorité administrative et des tiers, jouissent d'une capacité juridique plus ou moins étendue; les autres, celles qui, en se constituant, n'ont rempli aucune formalité, sont simplement licites, elles ont une existence de fait que reconnaît le législateur, elles ne sont pas des personnes morales.

1. BIBLIOGRAPHIE. Trouillot et Chapsal, Du contrat d'association, dans les *Lois nouvelles*, année 1901; Josserand, Essai sur la propriété collective, dans le Livre du *Centenaire du Code civil*, p. 370 et s. Capitant, *Introduction à l'étude du droit civil*, 2^e éd., p. 200 et s.; Michoud, *Théorie de la personnalité juridique*, t. I, p. 420; Planiol, *Traité élémentaire de droit civil*, 4^e éd., t. II, n^o 2015; Margat, De la condition juridique des associations non déclarées, dans la *Revue trimestrielle de droit civil*, année 1905, p. 235 à 260. Hauriou, *Droit administratif*, 6^e éd., page 263 et s.

Le Code civil suisse consacre une solution toute différente, il reconnaît la personnalité juridique pleine et entière à toutes les associations à but idéal qui ont exprimé dans leurs statuts la volonté d'être organisées corporativement. Cette solution est la seule vraiment logique, si l'on admet, comme nous avons essayé de l'établir, que tout groupement organisé, qui manifeste extérieurement son existence et sa vitalité, constitue une personne réelle, possédant une volonté distincte de celle de chacun de ses membres, et par suite capable de droits et d'obligations.

Ces principes n'avaient pas encore suffisamment pénétré en France en 1901 pour être admis par le législateur. On écarta le principe de l'autorisation préalable, mais on refusa tous les avantages de la personnalité aux associations non déclarées.

Les premiers commentateurs s'en tinrent à cette rigoureuse interprétation de la loi. Non seulement ils pensèrent que les associations non déclarées ne pouvaient ni contracter, ni ester en justice, mais ils leur dénièrent le droit de posséder un patrimoine ou même de recevoir des cotisations pour l'accomplissement du but en vue duquel elles avaient été constituées (1). La loi, disaient-ils, a entendu prohiber à

1. V. Trouillot et Chapsal, *Du contrat d'association dans les Lois nouvelles*, 1901, p. 470. V. également Discours de M. Vallé au Sénat, 5 juin 1901. *J. off.*, p. 877.

leur égard le régime dont jouissaient antérieurement à 1901 certaines associations qui, simplement autorisées par arrêté préfectoral, pouvaient, par l'intermédiaire de mandataires institués par les statuts, ester en justice et accomplir divers actes de la vie juridique (1) ; elle a interdit formellement aux associations non déclarées d'emprunter à chacun de leurs membres une portion de leur individualité.

A l'appui de cette interprétation, on invoque les travaux préparatoires. Le projet primitif permettait de joindre à l'association de personnes une société de biens (2). Il a été écarté en raison du danger qu'il présentait, d'immobiliser à perpétuité sur une ou plusieurs têtes les biens du patrimoine commun. Toutes les stipulations annexes, contrat de société, communauté, indivision, sont frappées de nullité par l'article 17. « Cette prohibition générale s'explique par cette raison que, si l'on avait laissé à ces associations la faculté d'emprunter la personnalité de leurs membres, qui est illimitée, elles seraient arrivées indirectement à bénéficier de tous les avantages découlant de l'existence morale, alors que les associations déclarées, qui sont vues avec faveur par la loi, ne jouis-

1. Sur l'individualité des associations simplement autorisées. V. Planiol, 1^{re} éd., t. I, n^{os} 738 et s.

2. L'idée d'une société de biens pouvant s'adjoindre à l'association était une conception chère à M. Waldeck-Rousseau et qu'il a plusieurs fois exposée lors de la discussion de son projet de loi.

sent que d'une capacité juridique limitée (1). » La nullité de l'article 17 est d'ordre public, elle pourra être prononcée soit à la diligence du ministère public, soit à la requête de tout intéressé.

Avec une telle conception, la constitution d'un patrimoine collectif et pourvu d'affectation étant interdite, inutile de parler de responsabilité délictuelle ou contractuelle de l'association ; seuls les associés pourront être poursuivis personnellement sur leurs biens propres, à raison des contrats passés avec les tiers, ou des délits par eux commis.

II

Mais cette stricte interprétation de la loi n'est pas celle qui devait prévaloir dans la suite. M. Vallé qui l'avait admise comme rapporteur, lors de la discussion devant le Sénat, devait l'abandonner comme ministre, quelques années plus tard (2), et M. Waldeck-Rousseau écrivait le 12 février 1902 au préfet de la Manche : « De ce qu'une association ne réclame

1. Trouillot et Chapsal, *op. cit.*, p. 496.

2. « Lors de la discussion de la loi devant le Sénat, d'une façon tout à fait incidente, j'ai dit que les associations dont les membres payaient des cotisations devaient se soumettre à la déclaration. Mon interprétation n'a pas été suivie et j'abandonne très volontiers sur ce point l'opinion que j'avais émise comme rapporteur. » Discours de MM. Vallé à la Chambre, 24 juin 1904, *J. off.*, p. 1663

pas le bénéfice de la personnalité civile restreinte, il ne s'ensuit pas que ses membres ne pourront pas constituer à l'aide des cotisations un fonds commun, destiné à faire face aux dépenses nécessitées par la réalisation de l'objet qu'ils entendent poursuivre au moyen de leur association (1). »

L'argument tiré de l'article 17 repose sur une confusion. Cet article ne vise que les actes qui tendraient à donner à l'association non déclarée, par des moyens détournés, le bénéfice de la personnalité; il n'interdit nullement l'existence à son profit (2) d'une masse de biens affectés au but qu'elle poursuit. La personnalité morale est autre chose que la possession d'un patrimoine pourvu d'affectation, elle nécessite la présence d'une personne nouvelle, seule sujette de droits et d'obligations et indépendante des individus qui la composent (3). Interdire à l'association de recueillir des cotisations, ce serait lui interdire presque toujours l'existence; quel est en effet le groupement qui peut vivre sans un minimum de ressources, ne serait-ce que celles nécessaires aux frais du local où doivent se réunir les associés (4)? La loi même semble implicitement reconnaître ce droit à l'association

1. Cité par M. Vallé dans son discours.

2. Capitant, *Introduction à l'étude du droit civil*, p. 202.

3. V. Michoud, *op. cit.*, t. I, p. 151 et s. et 424.

4. V. Margat, De la condition juridique des associations non déclarées dans la *Revue trimestrielle de droit civil*, 1905, p. 243.

non déclarée. L'article 4 permet à tout membre d'une association, dont la durée est illimitée, de se retirer, mais lui impose l'obligation de payer les cotisations échues et celles de l'année courante : or cet article ne distingue pas entre les différentes sortes d'associations, et mis au début de la loi il est logique de conclure qu'il doit avoir une portée générale (1).

D'autre part, rien dans la loi n'oblige l'association à dépenser, à mesure qu'elles entrent dans sa caisse, le montant intégral des cotisations qu'elle aura pu recueillir ; chaque année il pourra se trouver un reliquat, qui constituera un fonds commun destiné à faire face aux dépenses de la société. Pour la gestion de ce patrimoine, on peut sans difficulté imaginer l'existence d'un représentant des associés, chargé d'exiger le paiement des cotisations, de placer les fonds recueillis, de veiller à leur affectation au but poursuivi, et même de passer avec les tiers les contrats indispensables à la vie de la société (2).

III

L'association ainsi organisée n'est pas une personne morale. Sur ce point la loi est formelle, les biens

1. Cf. Capitant, *op. cit.*, p. 202. Hauriou, *Droit administratif*, 6^e édition, p. 263.

2. Cf. Capitant, *op. cit.*, p. 204.

communs ne lui appartiennent pas, ils sont la propriété de l'ensemble des associés. Mais plusieurs personnes peuvent posséder de deux façons une masse de biens : indivisément, c'est-à-dire chacune pour sa part, ou collectivement, c'est-à-dire à elles toutes considérées comme ne faisant qu'un. Le premier régime est celui de l'indivision, le second celui de la propriété en main commune ou *Gesammte Hand*.

M. Hauriou pense que c'est sous ce dernier régime que sont placés les biens des associations dépourvues de personnalité : « Le patrimoine sera par la force des choses un patrimoine tenu en main commune (*Gesammte Hand*), administré *jure societatis*, c'est-à-dire au nom des associés et non pas au nom de la société, sous un régime analogue à celui organisé par les articles 1841 et suivants du Code civil et complètement perfectionné par la jurisprudence. L'idée mère, c'est que les biens affectés à l'œuvre sociale appartiennent à chacun des associés, mais avec séparation des patrimoines, afin qu'ils soient le gage des créanciers sociaux à l'exclusion des créanciers personnels et avec obligation de rester dans l'indivision jusqu'à la dissolution de la société (1). »

1. Hauriou, *Droit administratif*, 6^e éd., p. 264. V. également Josserand, *Livre du Centenaire du Code civil*, p. 378-379 « A quel régime ces biens seront-ils soumis ? Va-t-on les considérer comme étant à l'état d'indivision. On ne saurait le faire sans méconnaître la vérité des choses. Dans la pensée des associés, ces biens constituent un

Séparation des patrimoines et gage exclusif au profit des créanciers sociaux à l'exclusion des créanciers personnels des biens de la société, tels sont en effet les traits caractéristiques de la propriété en main commune ; les biens sont affectés au but poursuivi en commun, chaque associé ne peut disposer individuellement du patrimoine collectif.

On trouve dans la loi elle-même un argument sérieux en faveur d'une telle doctrine. Loin de permettre à l'associé qui se retire de faire liquider partiellement le patrimoine social, la loi l'oblige à verser les cotisations échues, et celles de l'année courante. Tout en cessant d'être considéré comme copropriétaire du fonds social, il ne peut réclamer sa part, c'est donc qu'il ne possède pas une quote-part du patrimoine commun, qu'il n'en est pas copropriétaire par indivis (1).

IV

La majorité des auteurs estime que les biens des associations dépourvues de personnalité sont soumis

tout, une masse autonome ; ils doivent servir exclusivement à la réalisation d'un but commun ; sans doute, ils ne relèvent pas d'une personne morale, dont le législateur a écarté jusqu'à la possibilité ; ils appartiennent aux membres de l'association, mais du moins ne se confondent-ils pas avec leurs biens personnels ; ils restent groupés pour constituer un patrimoine en main commune, *Gesammte hand*. »

1. Michoud, *op. cit.*, t. I, p. 428-429.

au régime de l'indivision, et que la loi a entendu prohiber à leur égard l'ancienne jurisprudence relative à l'individualité des associations simplement autorisées (1).

Nous ne pouvons nier que telle paraît avoir été l'intention du législateur. Mais si l'on admet, comme il est logique de le faire, que les représentants de l'association peuvent contracter des obligations en vue de l'accomplissement des actes indispensables à la vie de la société, on doit permettre aux créanciers sociaux, qui n'ont consenti à traiter qu'en raison des garanties que pouvait présenter le patrimoine social, de saisir ce patrimoine en cas de non paiement. Nous ne prétendons pas leur accorder un privilège : les biens communs appartiennent par indivis à chacun des associés, qui par leurs contrats ou leurs délits engagent leur part dans l'actif social en même temps que leur patrimoine propre, mais nous pensons que les créanciers sociaux, c'est-à-dire de l'ensemble des associés, doivent avoir pour gage le patrimoine social, qui appartient en commun à tous les associés.

On doit établir au profit des tiers une exception à la vieille règle : « Nul en France ne plaide par procureur », et permettre aux créanciers de l'association de poursuivre en justice son représentant. Toute autre

1. Capitant, *op. cit.*, p. 203 et 204, note 1. Margat, *op. cit.*, p. 259. Planiol, *Traité élémentaire de droit civil*, 3^e éd., t. II, p. 663, n^o 2015

solution conduit aux injustices les plus criantes, je n'en veux pour exemple que l'arrêt rendu le 19 janvier 1905 par la Cour d'Aix.

Un Comité s'était constitué pour élever à Salon un monument en l'honneur des soldats morts pendant la guerre de 1870. Un entrepreneur nommé Bernard, s'était rendu adjudicataire pour le prix de 8.300 francs, de la construction du socle du monument. Ne pouvant obtenir le montant intégral des sommes qui lui étaient dues, il assigna en paiement le sieur Thué, président du Comité. Après avoir tout d'abord écarté la responsabilité personnelle de Thué qui, n'ayant traité qu'en sa qualité de président du Comité, n'avait contracté aucune obligation personnelle vis-à-vis de l'entrepreneur, la Cour d'Aix décida, d'une part, que le Comité dont s'agit, ne constituant qu'une simple association de fait incapable de s'obliger ni d'ester en justice, aucune condamnation ne pouvait être prononcée contre lui; d'autre part que Thué n'ayant pu représenter les membres du Comité sans un mandat formel, l'action à leur égard devait être considérée comme non recevable et débouta purement et simplement Bernard de sa demande (1).

1. Aix, 19 janvier 1905. D. 1905.2.183. « Attendu que le sieur Bernard n'est pas fondé à réclamer aujourd'hui au sieur Thué le paiement de la somme de 5.900 francs qui lui reste due pour ses travaux. — Attendu en effet qu'il résulte des circonstances de la cause que ce

La Cour déclare que la maxime « Nul en France ne plaide par procureur », n'est pas d'ordre public, mais il n'est nullement établi, dit-elle, que les mem-

dernier n'a jamais contracté une obligation personnelle et solidaire vis-à-vis de Bernard pour le montant de la dite somme ; qu'il est toujours intervenu comme président du comité qui avait conçu le projet d'ériger le monument ; qu'il n'a cessé d'être considéré comme tel par le sieur Bernard ; que c'est à ce titre que son nom figure dans tous les documents du procès, etc... — Attendu que le comité dont s'agit n'est pas un être moral, mais une simple association de fait aux yeux de la loi ; que le sieur Thué n'a pu par suite stipuler et s'obliger pour une réunion de citoyens dépourvue d'existence juridique, qui n'avait capacité ni pour ester en justice ni pour s'engager par son intermédiaire, que quelque patriotique que fût son but, ni elle ni les tiers qui plaident contre elle ne sont recevables à revendiquer un privilège qui n'appartient qu'aux associations auxquelles la loi reconnaît elle-même le caractère d'être moral ; que le sieur Thué n'a pu représenter ses membres devant les Tribunaux, sans un mandat formel et spécial de chacun d'eux, au mépris de la maxime : « Nul en France ne plaide par procureur » ; que cette règle n'est pas, il est vrai, d'ordre public ; mais qu'il n'est nullement établi qu'on y eut renoncé, soit expressément, soit tacitement... » Peut-on concevoir, masquée sous une apparence juridique, une violation plus flagrante des principes les plus élémentaires de justice et d'équité !

La même solution a été admise par la jurisprudence en matière d'Unions de Syndicats. Un ouvrier mouleur Letixerant avait assigné le Syndicat des mouleurs de Persan-Beaumont et la Fédération des mouleurs en métaux de France, en réparation du dommage qu'ils lui avaient causé par leurs agissements illicites. La Cour de Paris déclara Letixerant mal fondé dans sa demande contre la Fédération des mouleurs de France. « Attendu qu'il faut tout d'abord écarter du débat la fédération des métaux de France, l'action n'étant pas recevable en son égard ; qu'en effet la Fédération des mouleurs de France consti-

bres du comité y aient renoncé, soit expressément, soit tacitement. Nous croyons au contraire que si plusieurs personnes constituent une association de fait, dont elles confient l'administration à des représentants, elles doivent être considérées comme ayant renoncé au profit des tiers à cette maxime surannée, qui tend de plus en plus à être écartée par la jurisprudence.

Bien avant la loi de 1901 la jurisprudence validait les poursuites dirigées contre les associations religieuses non autorisées, qui cependant ne jouissaient nullement du bénéfice de l'individualité. Cette solution, il est vrai, n'avait pas triomphé sans difficulté, elle avait même été rejetée par un jugement du Tribunal civil de la Seine du 3 avril 1857.

A la suite de dissentiments, M^{me} la marquise de Guerry, qui depuis trente ans faisait partie de la communauté de Picpus, s'en sépara et forma contre divers

tue une Union de Syndicats, et qu'aux termes de l'article 5 de la loi du 21 mars 1884, les Unions de Syndicats ne peuvent pas ester en justice. » (Paris, 5 février 1901. S. 1902.2.277). Nous ne pouvons trop protester contre une pareille solution qui rend les Unions de Syndicats irresponsables de tous les actes illicites accomplis par leurs gérants. Car, si les Unions de Syndicats ne peuvent posséder d'immeubles, elles ont une caisse destinée à subvenir à leurs dépenses. La loi en leur interdisant d'ester en justice, a voulu leur refuser un droit, elle leur a défendu d'agir en justice, elle n'a pas pu les empêcher d'être poursuivies, et n'a certainement pas voulu leur accorder ce privilège exorbitant de pouvoir librement causer des dommages aux tiers sans encourir aucune responsabilité.

membres de l'association pris comme directeurs et supérieurs actuels ou anciens, une demande tendant à la restitution de sommes par elles données à la communauté, s'élevant à une valeur totale de 1.200.000 fr. Les défendeurs opposèrent à cette demande une fin de non recevoir, alléguant que l'association non autorisée, n'ayant aucune existence légale, ne pouvait pas plus être actionnée en justice, qu'elle ne pourrait elle-même agir le cas échéant. Après de longs débats, le Tribunal de la Seine rejeta la demande formulée par M^{me} de Guerry. « Attendu, dit-il, qu'il s'agit dans l'espèce d'une congrégation religieuse dont l'établissement n'est pas autorisé, qu'elle n'a donc aucun caractère légal, que n'ayant pas d'existence civile elle ne saurait être reçue à former une action judiciaire et que par cela même elle ne peut être appelée en justice ni y être représentée... Par ces motifs déclare la marquise de Guerry non recevable et mal fondée en toutes ses demandes (1). »

Le jugement eut un grand retentissement. Berryer plaidait pour la Communauté de Picpus, Émile Ollivier pour M^{me} de Guerry. Un avocat, M. Clamageran, y consacra une longue critique dans la *Revue pratique du Droit français* (2); il protesta avec énergie con-

1. Seine, 3 avril 1857, cité dans Sirey, 1858.2.145 et *Gazette des tribunaux*, 4 avril 1857.

2. Clamageran. Dans la *Revue pratique du droit français*, 1857, p. 399. Nous ne saurions mieux faire que de reproduire les termes dans

tre une pareille doctrine qui tendait à faire prévaloir la forme sur le fond, la lettre sur l'esprit de la loi. « En vain, objecterait-on que l'association est incapable d'intenter aucune demande devant les tribunaux. L'impossibilité de le faire d'une manière active, n'entraîne point l'impossibilité de le faire d'une manière passive... La communauté non autorisée n'a pas de représentants légaux, le Tribunal de la Seine le déclare avec raison. Mais hâtons-nous de le dire, la communauté a des représentants de fait, voilà ce que le Tribunal n'a pas aperçu, et c'est là sans doute

lesquels M. Clamageran proteste contre une telle solution contraire à toute équité... » Ah si une pareille doctrine était vraie, il faudrait désespérer de la science du droit, maudire la procédure et prendre en pitié le législateur ! De quoi s'agit-il en effet ? Il s'agit d'un droit certain, incontestable, paralysé par un prétendu principe de procédure ; la forme emporte le fond, la lettre étouffe l'esprit, la volonté manifeste du législateur est méconnue ; la science juridique devient stérile, ou si elle enfante quelque chose, c'est une série de contradictions qui aboutit en définitive à l'anéantissement du droit. Scepticisme et impuissance, tel est le fruit de la doctrine désolante qu'on nous oppose ! Nous protestons contre elle de toute l'énergie de notre âme. Nous avons foi dans cette science cultivée par nos pères avec amour, et quelquefois avec génie. Nous croyons qu'elle n'est pas seulement une science métaphysique, un recueil de formules abstraites, nous croyons qu'elle est une révélation du juste pénétrant dans la pratique des choses de ce monde, réglant les faits et redressant la conduite des hommes d'après un modèle supérieur, en un mot, science féconde et libératrice, susceptible de perfectionnements indéfinis, mais florissante déjà et pleine des promesses de l'avenir. »

la cause de son erreur. Quels sont ces représentants de fait ? Tous ceux qui disposent des biens de la communauté. La communauté s'incarne en eux, c'est dans leur personne qu'elle doit être poursuivie. »

M^{me} de Guerry interjeta appel. Par arrêt du 8 mars 1858, la Cour de Paris reforma le jugement du Tribunal de la Seine et fit droit à sa demande.

« Considérant, dit la Cour, que si les communautés religieuses non autorisées ne constituent pas des personnes civiles, elles forment cependant entre les membres dont elles se composent des sociétés de fait responsables envers les tiers des engagements qu'elles prennent, soit que ces engagements dérivent de contrats ou quasi-contrats, soit qu'ils aient pour cause des délits ou quasi-délits ;

« Que cette responsabilité s'applique, dans la mesure de leur participation aux affaires communes, à tous ceux qui ont fait partie de la congrégation irrégulièrement établie, qu'elle incombe surtout à quiconque sous le nom de supérieur ou autre, en a eu la direction, et en détient les biens ;

« Que s'il en était autrement, une communauté non autorisée, à raison même du vice de sa constitution, échapperait dans sa personne collective et dans les individus dont elle est formée, à toute action de la part des tiers envers lesquels elle a pu s'obliger, trouvant ainsi, par sa contravention aux lois, le principe d'immunité à bon droit refusé aux congrégations qui

sont soumises à la règle, que la morale, le droit, l'ordre public, seraient également blessés d'un pareil résultat (1)... »

C'est également la solution qui fut admise par la Cour d'appel d'Orléans et par la Chambre des Requêtes dans une autre affaire célèbre, où les héritiers d'une demoiselle Boulnois réclamaient à la communauté de Picpus la restitution d'une somme de 500.000 francs, et 100.000 francs à titre de dommages-intérêts (2).

1. Paris, 8 mars 1858, S. 58.2.145. V. à ce sujet l'article d'Émile Ollivier dans la *Revue pratique du droit français*, 1858, p. 97.

2. Orléans, 30 mai 1857, S. 1857.2.481, 2^e espèce. Cass., 30 décembre 1857, S. 1858.1.225.

« Attendu qu'une communauté religieuse non autorisée, si elle n'a pas d'existence légale, et si elle ne présente aucun des caractères d'une véritable personne civile, constitue cependant entre ceux qui ont concouru à sa formation, une société de fait nécessairement responsable vis-à-vis des tiers des engagements par elle pris, soit que ces engagements résultent de contrats ou de quasi-contrats, soit, et à plus forte raison, s'ils dérivent de délits ou de quasi-délits.

Attendu que cette responsabilité, surtout dans ce dernier cas, est basée moins encore sur les principes du contrat de société tels qu'ils sont formulés dans le titre 9. l. 3 c. Nap. que sur les règles ordinaires de l'imputabilité légale et morale écrites dans les articles 1382 et suivants du même Code ; qu'elle doit atteindre dans les mesures de leur participation, équitablement appréciée par les tribunaux, aux affaires de la communauté irrégulière tous ceux qui ont consenti à en faire partie, plus particulièrement ceux qui, sous le titre de supérieurs ou autres, en ont pris la direction ou qui en détiennent les biens.

Qu'autrement la communauté non autorisée, à raison même du vice

Tout récemment, enfin, un arrêt de la Cour de Cassation, rendu à la suite des conclusions prises par M. le Procureur général Baudouin, décidait qu'une congrégation non autorisée, bien que dépourvue de toute personnalité civile, ne formait pas moins, avant sa dissolution, une collectivité d'individus, qui jouissant en commun des biens détenus, étaient responsables, envers les tiers et sur lesdits biens, des engagements auxquels leur communauté d'existence et d'intérêts pouvait donner lieu (1).

Ce que la jurisprudence admettait à l'égard d'associations qui constituaient des sociétés de fait, mais qui n'avaient aucune existence légale, et vivaient sous un régime de pure tolérance administrative, comment pourrait-elle ne pas l'admettre pour des associations pleinement licites et dont l'existence et la validité ont été légalement reconnues par la loi?

Il est donc tout à la fois logique et équitable, de

de sa constitution, et parce qu'elle serait soustraite contrairement au vœu de la loi à la surveillance du gouvernement, échapperait dans sa personne collective et dans les individualités dont elle se compose à toute action de la part des tiers engagés avec elle ou lésés par sa faute; qu'elle obtiendrait ainsi des immunités à bon droit refusées aux sociétés régulièrement organisées ou aux communautés religieuses reconnues, et qui se sont soumises à la tutelle de l'État; qu'un privilège aussi exorbitant blesserait également l'ordre public, la morale et la loi. »

1. Cass., 17 juillet 1907, S. 1907.1.401. Note de M. Wahl. Conclusions de M. le Procureur Général Baudouin, p. 408.

décider que les créanciers des associations dépourvues de personnalité pourront poursuivre en justice leurs administrateurs et leurs gérants. Les associés seront également personnellement responsables. Toutefois, lorsqu'il s'agit de responsabilité contractuelle, ils peuvent, par une clause insérée aux statuts, limiter le gage des créanciers au patrimoine social. Mais en matière de responsabilité délictuelle aucune limitation n'est plus possible. Les personnes, qui auront été victimes des délits commis par les représentants des associés, pourront s'attaquer au patrimoine social ainsi qu'aux biens propres de chacun des associés.

V

Le Code civil Allemand a évité les difficultés que nous avons rencontrées en droit français, en soumettant les associations dépourvues de personnalité au régime de la *Gesammte Hand*.

Plusieurs systèmes avaient été successivement proposés (1). Dans un premier projet on accordait la personnalité juridique à toute association simplement déclarée, mais, par contre, on refusait toute capacité aux groupements qui ne se seraient soumis à aucune formalité, on les considérait comme un néant

1. Saleilles, *Bulletin de la Société de législation comparée*, années 1898-1899, p. 453.

juridique. Toutefois, dans l'intérêt des tiers, on décidait que les personnes qui auraient traité au nom de ce néant juridique seraient tenues personnellement et solidairement des obligations qu'elles auraient contractées.

Un second projet rendait plus difficile l'acquisition de la personnalité ; il exigeait une autorisation préalable, mais d'autre part il tendait à assimiler les groupements dépourvus de personnalité aux associations personnes morales. Le patrimoine social était considéré comme un patrimoine indépendant, pourvu d'une affectation déterminée, et soustrait à l'influence propre de chacun des associés. Les administrateurs et les gérants pouvaient librement traiter avec les tiers et représenter en justice activement et passivement l'ensemble des associés.

Le Code civil admit un moyen terme. Il facilita dans une certaine mesure l'acquisition de la personnalité, et rendit applicables aux associations dépourvues de personnalité les dispositions admises en matière de sociétés (1). Or les sociétés civiles en droit allemand, ne constituent pas des personnes morales, elles sont soumises au régime de la propriété en main commune ou *Gesammte Hand*.

La propriété en main commune est une vieille institution germanique, qui en vertu d'une tradition constante s'est perpétuée depuis le moyen âge jus-

1. Article 54 du Code civil.

qu'au Code civil (1). Dans les débuts, tous les associés devaient participer à l'administration du patrimoine collectif, puis l'on admit bien vite que pour en faciliter la gestion, les copropriétaires pourraient, par voie de mandat ou de délégation, confier à quelques-uns d'entre eux l'administration des biens possédés en commun. Mais qu'il y ait administration individuelle ou collective, la caractéristique de ce système est que le fonds commun n'appartient pas pour partie à chacun des associés, mais pour le tout à leur ensemble. La part de chacun n'est pas du tiers ou du quart, elle est indéterminée, et, tant que dure l'association, elle n'est pas susceptible de détermination. Aucun associé ne peut par suite disposer de sa part sans le consentement de tous ; elle est soustraite à son influence propre comme au gage de ses créanciers.

Telle est dans ses grandes lignes le régime adopté par le Code à l'égard des sociétés. Les apports des associés et les objets acquis au moyen de la gestion pour le compte de la Société deviennent le patrimoine commun des associés, déclare l'article 718 § 1^{er}, et l'article 719 décide qu'aucun associé ne peut dispo-

1. Sur la conception et l'Histoire de la *Gesammte Hand*, voir Saleilles, *Histoire des Sociétés en commandite*. *Annales du droit commercial*, 1895, p. 64 et s. ; 1897, p. 29 et s. *De la personnalité juridique*, 8^e leçon, p. 161-184. Masse, *Caractère juridique de la Communauté entre époux*.

ser de sa part dans le patrimoine social et dans les objets qui y sont compris : il n'est pas fondé à en exiger le partage (1). En principe, la Société est dissoute par la démission (2), le décès (3), ou la faillite (4) d'un associé, mais ces cas de dissolution peuvent être écartés par des dispositions expresses insérées aux statuts (5).

Les associations dépourvues de personnalités'empresseront d'adopter de pareilles clauses qui deviendront de style. Elles profiteront également des avantages accordés par l'article 710, qui permet de confier l'administration du patrimoine commun à un gérant unique ou à une direction composée de plusieurs membres, et présenteront alors beaucoup d'analogie avec les associations personnes morales.

1. Ce sont ces deux articles qui font du patrimoine social un bien soumis au régime de la Gesamte Hand. V. *Code civil allemand* annoté, t. II, p. 245 et s.

2. Art. 723.

3. Art. 727.

4. Art. 728.

5. Les articles 736 et suivants permettent la formation de sociétés à caractère anonyme. Toutefois l'article 738 oblige les associés restants à restituer à l'associé qui se retire les objets qu'il a abandonnés à l'usage de la société, à le libérer des dettes communes, et à lui payer ce qu'il obtiendrait dans la liquidation si la société s'était dissoute au moment où il s'est retiré. Mais la majorité des auteurs admettent que cet article n'est pas d'ordre public et que les statuts peuvent y déroger. Cf. Saleilles, *Les personnes juridiques dans le Code civil allemand*, dans la *Revue du droit public*, 1901, p. 438 et s.

Toutefois au point de vue qui nous intéresse, en matière de responsabilité, la distinction apparaît assez nettement. En principe du moins, les créanciers de l'association auront pour gage des obligations contractées à leur égard, non seulement le patrimoine commun, mais encore les biens propres de chacun des associés. Cette responsabilité n'est que subsidiaire, les associés ne sont tenus qu'en cas d'insuffisance du patrimoine social, et jouissent d'une sorte de bénéfice de discussion, mais elle est solidaire, par application des principes de la représentation ou du quasi-délit, et illimitée, c'est-à-dire qu'elle s'étend à tous les biens des associés (1).

Dans certains cas, cette responsabilité personnelle des associés peut être écartée. Tous les auteurs admettent que les gérants en traitant avec les tiers peuvent limiter par une clause du contrat, le droit des créanciers sociaux au patrimoine social. Mais ils ne s'accordent pas sur le point de savoir si le gage des créanciers sociaux peut être ainsi restreint par une clause générale insérée aux statuts (2). Dans tous les cas, cette limitation ne peut avoir lieu qu'en cas de responsabilité contractuelle. Si le gérant commet un délit les associés seront personnellement responsables dans les termes de l'article 831, et toute clause

1. V. *Code civil annoté*. Note sous article 735.

2. V. Saleilles, *Bulletin de la Société de législation comparée*, 1899, p. 457. *Les associations dans le Code civil allemand*, op. cit., p. 433.

contraire serait sans effet, car nul ne peut, à l'avance, s'exonérer des conséquences de sa faute.

Le Code civil a entendu pleinement sauvegarder le droit des tiers. Il n'a pas voulu leur imposer pour obtenir satisfaction la lourde obligation de mettre en cause tous les associés. Il a écarté la solution inique admise par la jurisprudence française qui permet à l'association dénuée de personnalité, de négliger de payer les dettes contractées en son nom, et de commettre impunément des dommages sans encourir aucune responsabilité, sous le vain prétexte que, dépourvue de toute capacité juridique, elle ne peut être poursuivie en justice. Une telle association n'est pas une personne morale, elle ne pourra activement ester en justice, mais elle a une existence de fait. Elle pourra être poursuivie en raison des dettes contractées en son nom. C'est ce que décide l'article 50 du Code de procédure, et l'article 735 du même Code permet au créancier de l'association de saisir le patrimoine social en vertu d'un jugement rendu contre l'association.

Souhaitons que notre jurisprudence mieux inspirée imite l'exemple que nous donnent nos voisins et cesse de refuser toute action aux tiers victimes des agissements d'une association dépourvue, il est vrai, de personnalité, mais qui possède une existence de fait permettant sans difficulté de la reconnaître et de la poursuivre.

APPENDICE

Législation suisse

Jusqu'à ces dernières années (nous| devrions dire jusqu'à ce jour, puisque le Code civil de 1907 n'a pas encore été mis en vigueur), la Suisse n'avait pas une législation unifiée. Seul, le Code fédéral des obligations voté le 14 juin 1881 en exécution de l'article 64 de la Constitution de 1874, avait été rendu applicable à toute la Confédération à partir du 1^{er} janvier 1883. Pour l'ensemble du droit civil, chaque canton avait ses lois propres, mais le besoin d'unification se faisait sentir de plus en plus, à mesure que les relations entre les cantons devenues plus faciles, grâce au développement des moyens de communication, faisaient apparaître plus gênante l'application de législations si variées.

Dès le 26 novembre 1896, le Conseil fédéral exposait dans un message les tentatives faites et les efforts accomplis en vue de l'unification du droit civil, ainsi que les raisons qui militaient en sa faveur. Lors de la révision de la Constitution, le 13 novembre 1898,

le principe de l'unification, soumis au referendum populaire, fut adopté par une majorité de 264.914 voix contre 101.762 et de 15 cantons plus 3 demi-cantons contre 4 cantons et 3 demi-cantons.

Le Conseil fédéral se mit aussitôt au travail et, le 15 novembre 1900, il présentait un avant-projet de Code civil. Une grande commission nommée par le département fédéral de justice et de police, comprenant 31 membres et 9 experts spéciaux, fut chargée de l'étude de cet avant-projet. Pour faciliter sa tâche, au cours de l'année 1901-1902, M. le professeur Huber, de l'Université de Berne, publia un exposé des motifs de l'avant-projet, œuvre fort remarquable et pleine d'aperçus originaux. A la fin d'octobre 1903, la Commission de Droit civil avait terminé ses travaux et, le 28 mai 1904, le Conseil fédéral présentait un projet à l'Assemblée fédérale. Le Code civil fut définitivement voté le 10 décembre 1907 ; il comprend 977 articles, plus un titre final en 63 articles : il ne sera mis en vigueur que le 1^{er} janvier 1912 (1).

Le Code civil suisse a consacré un titre spécial aux personnes morales. Ce titre comprenant 37 articles (52 à 89) est divisé en trois chapitres. Le premier comprend les dispositions générales ; le second est

1. Articles 1 et 63 du titre final. Toutefois, l'article 63 décide que l'Assemblée fédérale peut mettre en vigueur, avant cette date, l'une ou l'autre des dispositions du présent Code.

relatif aux associations et le troisième aux fondations. Le Code civil suisse a écarté le principe de l'autorisation préalable ; toute association peut se former librement. Les associations à but économique doivent se faire inscrire sur le registre du commerce, pour obtenir la personnalité civile. Les associations à but idéal l'acquièrent dès qu'elles expriment dans leurs statuts la volonté d'être organisées corporativement (1). Le législateur se contente de constater l'existence des personnes morales, mais pas plus que les personnes physiques, il ne les crée (2). Il en résulte que les personnes morales peuvent acquérir tous les droits et assumer toutes les obligations qui

1. Articles 52 et 60 du Code civil. Articles 61 et 70 du projet, articles 70 § 1 et 78 de l'avant-projet. Le principe que tout groupement organisé jouit de la personnalité civile avait été posé d'une façon très générale dans l'article 70 § 1 de l'avant-projet : « Les groupes de personnes organisés corporativement, ainsi que les établissements ayant une destination propre et une existence indépendante, jouissent de la personnalité civile. »

2. « Dans la première hypothèse, la personne est l'œuvre de la nature, dans la seconde, elle ne résulte que d'un acte juridique. » Exposé des motifs A. P., page 37. Le Code civil suisse a écarté l'expression de personne juridique « qui fait naître l'idée que le groupement de personnes n'acquiert la personnalité, qu'en vertu d'un privilège ou d'une fiction ; or, cette idée est erronée, puisque dans les deux cas la personnalité repose sur la reconnaissance d'une situation de fait par le droit lui-même. » Exposé des motifs de l'A. P., p. 50. Il emploie les expressions de sociétés organisées, de corporations et établissements ou même de personnes morales.

ne sont pas inséparables des conditions naturelles de l'homme, telles que le sexe, l'âge ou la parenté (Article 53 C. C.) (1).

Le Code civil suisse consacre législativement la théorie de l'organe. « La volonté de la personne morale s'exprime par les organes. Ceux-ci obligent la personne morale par leurs actes juridiques et par tous autres faits (2). » Cette notion de l'organe semblait indispensable au professeur Huber pour fonder

1. L'honneur avait été cité dans la première rédaction de l'article 71 de l'avant-projet, comme un des attributs propres à l'homme. Il fut supprimé dans la rédaction définitive de l'avant-projet. Si l'on entend par honneur, la mesure de la considération attribuée à une personne dans les relations sociales, dit M. Huber, on devra concéder qu'une personne juridique peut prétendre à l'honneur, c'est-à-dire à une bonne réputation. Elle pourra poursuivre devant les tribunaux l'auteur d'une atteinte à son honneur pour se récupérer du dommage subi dans ses intérêts économiques. Avant même le vote du Code civil, un arrêt du tribunal fédéral du 14 avril 1905 (V. *Annales de droit commercial*, 1907, p. 43) accorda des dommages-intérêts par application de l'article 55 du Code des obligations à une Société anonyme qui avait reçu une lettre injurieuse. Cet arrêt constate que même en dehors de toute considération pécuniaire, une personne juridique exerçant un commerce ou une industrie a droit à la même honorabilité commerciale qu'une personne physique.

2. Art. 55, §§ 1 et 2 : « Pour exercer leurs droits, les corporations et les établissements se servent de leurs représentants, mais les représentants sont aussi nécessaires à la manifestation de leur personnalité que l'existence physique chez l'homme. Ils forment donc partie intégrante de la personne juridique, ils remplissent auprès d'elle les mêmes fonctions que les membres chez l'homme, ce sont des orga-

la responsabilité délictuelle des personnes morales. Si l'on envisage, dit-il, les organes d'une corporation ou d'un établissement comme de simples représentants, les personnes juridiques ne peuvent commettre d'actes illicites. Les raisons qu'il invoque sont, que d'une part, les personnes morales ayant un but illicite sont sans existence légale, et que, d'autre part, si les représentants d'une association licite commettaient un délit, ils excéderaient leurs pouvoirs, et seraient seuls responsables (1).

Pour que l'organe engage la responsabilité de la personne morale il faut qu'il ait agi dans la limite de ses attributions. Un meurtre ou un attentat à la pudeur ne sauraient être accomplis pour le compte de la personne juridique, mais c'est en qualité d'organe qu'agirait le représentant de la personne morale s'il mettait le feu à un bâtiment lui appartenant pour

nes. Les actes qu'ils accomplissent en cette qualité sont les actes de la personne elle-même et non d'un représentant. » Exposé des motifs p. 39.

1. Antérieurement au vote du Code civil, la société coopérative des pharmacies populaires de Genève avait introduit une demande en dommages-intérêts contre un syndicat de pharmaciens qui, dans ses statuts, avait inséré une clause tendant au boycottage de ses produits. Le tribunal cantonal de Saint-Gall la débouta de sa demande déclarant que les personnes morales ne pouvaient commettre de délits. Par arrêt du 15 décembre 1905, le tribunal fédéral réforma ce jugement et décida qu'une personne morale, être réel et non pas fictif devait être déclarée civilement responsable de ses délits.

pouvoir encaisser en son nom le montant de la prime d'assurance. L'organe a en quelque sorte une vie en partie double, c'est le juge qui devra déterminer en quelle qualité il agit (1).

Les fautes commises engagent au surplus la responsabilité personnelle de leur auteur, déclare l'article 53 § 3. On ne peut qu'approuver le Code civil suisse d'avoir nettement proclamé la responsabilité individuelle des agents de la personne morale. Une telle solution cependant nous semble peu en harmonie avec la théorie de l'organe. L'acte de la personne agissant en qualité d'organe demeure un acte individuel, dit l'exposé des motifs, alors qu'à la page précédente il affirmait que les organes expriment directement la volonté de la personne et partant exécutent des actes qui sont les siens propres (2). La contradiction était inévitable, elle est une conséquence nécessaire de la théorie de l'organe.

Quant aux associations dénuées de personnalité elles sont assimilées aux sociétés simples (3). Or le régime de ces sociétés tel qu'il est réglé par le Code des Obligations ressemble beaucoup à celui des sociétés civiles en droit allemand, il n'est autre que le régime de la propriété en main commune ou *Gesammte Hand*.

1. Exposé des motifs, p. 52.

2. V. exposé des motifs, p. 51 et 52.

3. C. c., art. 62.

Et maintenant, si nous comparons rapidement la législation suisse au droit français, nous constatons qu'elle a le grand avantage de donner des solutions pratiques, qui écartent toute discussion quant à la responsabilité des associations et autres groupements, qu'ils soient ou non personnes morales. Mais nous lui feront le grave reproche d'avoir dans la loi elle-même, pris parti sur cette question tant discutée de la nature de la personnalité morale, et plus particulièrement d'avoir législativement consacré la théorie de l'organe. Cette conception jouit actuellement d'une grande faveur, mais il se peut que dans quelques années elle apparaisse comme aussi étrange, et en même temps moins claire et moins précise que la vieille théorie de la fiction qui était encore universellement admise au milieu du siècle dernier. Nous croyons fermement, pour notre part, que la législation française, sagement interprétée, permet de donner des solutions tout aussi équitables et en même temps plus juridiques, car ne nous ayant arbitrairement imposé aucune conception doctrinale, elle nous permet d'admettre le système théorique qui nous semble le mieux correspondre à la réalité des choses.

Vu : le Président de la thèse,
CAPITANT

Vu : le Doyen,
P. CAUWES

Vu et permis d'imprimer :
le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
AVANT-PROPOS	7
INTRODUCTION.	11

PREMIÈRE PARTIE

Les personnes morales

CHAPITRE PREMIER. — <i>La responsabilité de l'être moral</i>	
<i>et la théorie de la fiction</i>	15
1. — Exposé de la théorie de la fiction.	15
2. — Irresponsabilité théorique des personnes morales	17
3. — Difficulté en droit français de rendre les personnes morales responsables	26
4. — Critique de la théorie de la fiction	37
5. — Liberté en droit français d'admettre une autre conception	41
CHAPITRE II. — <i>La responsabilité de l'être moral et la</i> <i>propriété collective</i>	
1. — Théorie de la propriété collective. La per- sonnalité morale n'est qu'une image pour expliquer une forme particulière de la pro- priété	49

2. — Droit des créanciers sociaux sur le patrimoine social.	53
3. — Responsabilité individuelle de chacun des associés	56
4. — Critique de cette conception.	60

CHAPITRE III. — *La responsabilité de l'être moral et la théorie de la réalité des personnes morales.* 66

1. — Méthode à suivre pour arriver à une conception exacte de personnes morales	66
2. — Éléments de la personnalité. Réalité objective, subjective et sociale	69
3. — Ces éléments se retrouvent chez l'être moral.	73
4. — Si la personne morale peut être déclarée civilement responsable, c'est qu'elle possède une volonté qui lui est propre	84
5. — Comment la personne morale peut être déclarée responsable. Examen critique de la théorie de l'organe.	86
6. — Les agents de la personne morale sont ses représentants et préposés, et non pas ses organes	97
7. — Responsabilité directe de la personne morale en cas de faute collective, responsabilité indirecte en cas de délit commis par un de ses représentants ou préposés	99
8. — Conditions de la responsabilité de la personne morale	104
9. — Application aux personnes morales des articles 1382, 1384, § 1, 1385 et 1386.	120

CHAPITRE IV. — *Responsabilité personnelle des agents de la personne morale* 122

1. — La faute a été commise par un représentant de la personne morale.	122
--	-----

2. — La faute a été commise par un simple pré-	
posé.	136
CHAPITRE V. — <i>Recours réciproques entre la personne</i>	
<i>morale et ses agents</i>	143

DEUXIÈME PARTIE

Responsabilités des associations dénuées de responsabilité

1. — Conception primitive des associations dé-	
nuées de personnalité; elles ne pourront	
rien posséder	151
2. — Conception qui a prévalu; elles peuvent	
recevoir des cotisations et posséder certains	
biens	154
3. — Régime auquel est soumis le patrimoine	
social	156
4. — Nécessité d'admettre la responsabilité des	
associations dénuées de personnalité à rai-	
son des fautes commises par leurs gérants.	158
5. — Le droit allemand	168
APPENDICE. — <i>Législation suisse.</i>	174

BIBLIOGRAPHIE

- APPERT. — Notes sous S. 1907.1.81 et S. 1908.2.17.
Archives parlementaires, tome 9.
- BERTHÉLEMY. — Traité élémentaire de droit administratif.
- BEUDANT ET CAPITANT. — Esquisse d'une théorie générale de la responsabilité civile (Annales de l'Université de Grenoble, 1906, p. 113 et 601).
- BOHLER. — Personnalité et responsabilité civile des syndicats professionnels (thèse Aix, 1905-1906).
- BOISTEL. — Cours de philosophie du droit (2 volumes, Paris, 1899). Conception des personnes morales (Rapport présenté au 2^e Congrès international de philosophie tenu à Genève, du 4 au 8 septembre 1904. Genève, 1905, Kündig, édit.).
- BOUVIER. — De la responsabilité pénale et civile des personnes morales (thèse Lyon, 1886-1887).
- BRÉMOND. — Jurisprudence administrative. — Des Syndicats professionnels (Revue critique de législation et de jurisprudence, 1899, p. 136).
- CAPITANT. — Introduction à l'étude du droit civil (2^e édition, Paris, 1904).
- CLAMAGERAN. — Revue pratique du droit français, 1857, t. I, p. 399).
- Code civil allemand annoté (Paris, 1904).
- Code civil suisse du 10 décembre 1907. Travaux préparatoires. Exposé des motifs de l'avant projet du département fédéral de justice et de police (Berne, 1901).

- DUGUIT. — Études de droit public. L'État (2 volumes, Paris, 1901-1902).
- GARRAUD. — Précis de droit criminel.
— Traité théorique et pratique du droit pénal français, 2^e édition.
- GÉNY. — Méthode d'interprétations et sources en droit privé positif avec préface de M. Saleilles (Paris, 1899).
- GIERKE. — Die Genossenschaftstheorie und die deutsche Rechtssprechung (1887).
— Das deutsche Genossenschaftsrecht (3^e vol.).
- HAURIOU. — De la personnalité comme élément de réalité sociale (Revue générale du droit, de la législation et de la jurisprudence, année 1898, p. 5 et 119).
— Leçons sur le mouvement social, 5^e leçon (Paris, 1899).
— Précis de droit administratif.
— Principes de droit public (Paris, 1910. Chapitre XIV, p. 639 à 695).
- HAUS. — Principes généraux de droit pénal belge, (3^e éd., 1879).
- JACQUELIN. — Les principes dominants du contentieux administratif (Paris, 1899).
- JELLINEK. — System der subjectiven öffentlichen Rechte. Allgemeine Statslehre.
- JOSSERAND. — De l'abus des droits (Paris, 1905).
— Essai sur la propriété collective. Dans le Livre du Centenaire du Code civil, p. 370 et s.
- KRUGER. — Die Haftung der juristischen Personen aus unerlaubten Handlungen nach gemeinem Recht und bürgerlichem Gesetzbuche (thèse Iéna, 1900).
- LARNAUDE. — Revue du droit public, année 1906, p. 576 à 583.
- LAURENT. — Principes de droit civil, tome I, p. 369 et s.
- LOCRE. — Tome XIII.
- LYON-CAEN ET RENAULT. — Traité de droit commercial, tome II.
- MARGAT. — De la condition juridique des associations non

- déclarées (Revue trimestrielle de droit civil, année 1905, p. 235 à 260).
- MASSE. — Caractère juridique de la communauté entre époux dans ses précédents historiques (thèse Paris, 1902).
- MERLIN. — Questions de droit (Responsabilité des Communes, t. VI, p. 697).
- MESTRE. — Les personnes morales, et le problème de leur responsabilité pénale (Thèse Paris, 1900).
- MICHOUD. — La notion de personnalité morale (Revue du droit public, t. XI, p. 1 et 193).
- De la responsabilité de l'État à raison des fautes de ses agents (Revue du droit public, t. III, p. 401).
 - Théorie de la personnalité morale (2 vol. Paris, 1906-1909).
- MONGIN. — Étude sur la situation juridique des sociétés dénuées de personnalité (Revue critique, 1890, p. 697 et s.).
- PERCEROU. — Lettre à M. Saleilles (Bulletin de la Société d'Études législatives, 1909, p. 179 et s.).
- PIC. — Des sociétés commerciales.
- PLANIOL. — Traité élémentaire de droit civil.
- Études sur la responsabilité civile (Revue critique de législation et de jurisprudence, 1905, p. 279 et s.).
 - Notes sous Lyon : 2 mars 1894, D. 1894.2.305. Paris. 5 décembre 1905, D. 1907.2.32.
- POTHIER. — Traité des personnes et des choses, 1^{re} partie, titre 7, n° 210.
- SAINCTELETTE. — Des personnes morales (Revue critique, 1885, p. 239).
- SALEILLES. — Étude sur l'histoire des sociétés en commandite (Annales de droit commercial, t. IX, p. 10 et 49, t. XI, p. 29).
- Les associations dans le nouveau Code civil allemand (Dans le Congrès sur le droit d'association, Paris, 1899).

- SOLEILLES. — Les personnes juridiques dans le Code civil allemand (Extrait de la Revue du droit public, t. XV.)
- Note sur l'article 54 du Code civil allemand relatif aux associations dépourvues de la personnalité (Bulletin de la Société de législation comparée, année 1898-1899, p. 452).
- SAVIGNY. — Traité de droit romain. Traduction Guenoux (t. II, p. 234).
- SOURDAT. — Traité général de la responsabilité (5^e éd., 1902).
- TISSIER. — Note sous Dijon, 12 avril 1894, S. 1896.2.137.
- TROUILLOT ET CHAPSAL. — Du contrat d'association (Dans les Lois Nouvelles, 1901).
- DE VAREILLES-SOMMIÈRES. — Note sur la personnalité morale (Extrait du Congrès international de droit comparé, Paris, 1900).
- Les personnes morales (Paris, 1902).
- VAN DEN HEUVEL. — De la situation légale des associations sans but curatif, en France et en Belgique. (Paris, Bruxelles, 1884.)

